

Le conflit indochinois

Phnom-Penh ne négociera pas avant le retrait des «occupants»

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 1,50 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,50 F; Canada, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; États-Unis, 1,50 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,50 F; Italie, 1,50 F; Japon, 1,50 F; Liban, 1,50 F; Maroc, 1,50 F; Mexique, 1,50 F; Pays-Bas, 1,50 F; Portugal, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,50 F; Suisse, 1,50 F; Tunisie, 1,50 F; Turquie, 1,50 F; Yougoslavie, 1,50 F.

La visite du président Carter en France

Les limites de la non-prolifération nucléaire

Avant de quitter Washington, M. Carter avait clairement laissé entendre que son séjour à New-Delhi serait dominé par l'éloge de la démocratie qu'il voulait prononcer devant le Parlement indien. Le séjour du président risque fort, cependant, de passer à l'histoire, non pas pour cette intervention générale, mais pour l'incident significatif qui a eu lieu mardi à l'issue de sa rencontre avec M. Desai : ignorant que des micros étaient restés branchés, le président des États-Unis «confia» à M. Vance que le premier ministre indien était resté «intraitable» sur la question de la prolifération nucléaire et qu'il conviendrait de lui rappeler, par une lettre «froide et directe», la position de Washington.

L'épisode est symbolique des difficultés que les États-Unis rencontrent pour imposer des contraintes à la prolifération nucléaire. La controverse avec l'Inde, qui souffre d'un grave manque d'énergie naturelle, porte sur les livraisons d'uranium enrichi américain : pour les poursuivre, les États-Unis voudraient étendre leurs contrôles à toutes les installations nucléaires indiennes. Car l'expérience nucléaire effectuée en 1974 par New-Delhi a confirmé ce que l'on soupçonnait depuis longtemps : les programmes nucléaires «civils» peuvent facilement être détournés à des fins militaires.

M. Desai n'a pas cédé aux demandes de M. Carter, qui n'en a pas moins donné le feu vert pour de nouvelles livraisons d'uranium enrichi et d'eau lourde. Cela ne signifie pas que l'affaire est réglée : elle rebondira à coup sûr lorsque le Congrès américain adoptera une législation limitant encore plus les transferts de technologie et de matériel nucléaire.

Encore ces limitations, qui vont dans le même sens que les directives du Club de Londres arrêtées pour renforcer les contrôles, désormais jugés insuffisants, prévus par le traité de non-prolifération (T.N.P.), ne suppriment-elles pas toutes les possibilités de développement. Une étude officielle américaine, réalisée en 1977, montre qu'un pays qui en aurait un niveau technologique très moyen — celui de la petite industrie chimique, par exemple, — serait capable en quelques mois de construire une usine de retraitement «grossière» capable de produire quotidiennement quelques kilos de plutonium : de quoi doter d'un armement nucléaire.

La lutte contre la prolifération peut prendre plusieurs formes : politique tout d'abord, comme le prévoient le T.N.P. et divers accords bilatéraux existants ; technique ensuite, par la limitation des transferts de technologie ou par leur mise sous surveillance accrue, comme l'organisent les directives de Londres.

Face aux pays de plus en plus nombreux qui, s'inspirant du T.N.P., réclament, en échange du contrôle, le libre accès à la technologie nucléaire civile, une autre démarche devrait bientôt s'imposer : celle d'une collaboration internationale qui assure la satisfaction de ses besoins énergétiques. Telle est d'ailleurs la position de la France.

C'est une telle conception qui devrait présider à l'élaboration de ces «centres multinationaux de retraitement», dont la création a été suggérée par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ce pourrait être également l'objectif de la «banque internationale de combustible» que prône le président américain. Bien qu'il ne faille pas s'attendre à des développements rapides, le sujet, en tout cas, sera au centre des entretiens de M. Carter avec M. Giscard d'Estaing.

Trois thèmes domineront les entretiens : sécurité, énergie, crise économique

Le président Carter arrivera mercredi 4 janvier, à 15 heures, à Orly. Ce sera l'avant-dernière étape de son voyage, qui se terminera à Bruxelles. Il aura, dans la matinée, conféré pendant deux heures à Assouan avec M. Sadate. Le chef de l'exécutif américain consacre l'après-midi de mardi à des entretiens avec les dirigeants d'Arabie Saoudite. A Ryad, l'«Okaaz», quotidien officieux, rappelle que les principales revendications arabes sont : «la libération de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem, et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien». «La nation arabe», poursuit le journal, tout en appréciant le rôle joué par les États-Unis, exprime son ferme attachement à l'instauration d'une paix juste et

En quatre heures de tête à tête, mercredi 5 et jeudi 6 janvier, suivi d'un bref entretien élargi vendredi matin, MM. Giscard d'Estaing et Carter ne pourront que s'entretenir des problèmes mondiaux auxquels la France et les États-Unis sont confrontés. Du moins échangeront-ils à l'occasion leurs vues à long terme concernant, d'abord, à M. de Gaulle et au secrétaire d'État américain, M. Vance, d'aborder le détail de certains aspects de l'actualité. Les entretiens, tels qu'on les imagine du côté français, devraient être consacrés le premier jour à une discussion générale «quasi philosophique» et, le second, à des problèmes plus spécifiques.

Pour M. Giscard d'Estaing, ce qui caractérise le monde d'aujourd'hui, c'est qu'à la compétition Est-Ouest, qui a longtemps prévalu, s'est ajoutée la compétition Nord-Sud. Avec la décolonisation, l'aide au développement, des initiatives pour lancer un dialogue Nord-Sud et la détente, la France a, depuis quelques temps déjà, tiré les conséquences de cette situation.

Pour répondre au défi du monde multivolaire contemporain.

durable qui ne se réalisera que si les revendications arabes sont satisfaites.

Avant de quitter l'Inde mardi matin, M. Carter avait signé avec M. Desai, premier ministre du gouvernement de New-Delhi, une déclaration commune. En dépit de leur différend sur la question de la non-prolifération, les États-Unis livreront cette année à l'Inde 7,7 tonnes d'uranium enrichi.

Ce problème de la non-prolifération sera vraisemblablement abordé dans le «chapitre énergie» des discussions entre MM. Carter et Giscard d'Estaing. La crise économique occidentale et les questions de sécurité constitueront les deux autres volets des entretiens.

M. Giscard d'Estaing ne doute pas que les valeurs démocratiques soient non seulement les meilleures, mais les plus efficaces. Il ne doute pas non plus que tel soit le point de vue de M. Carter (c'est d'ailleurs, en substance, ce qu'il a déclaré à New-Delhi). Force est cependant de constater que si M. Carter, à vis-à-vis de l'Europe, un style beaucoup moins brutal que M. Kissinger, son

MAURICE DELARUE.
(Lire la suite page 3.)

La crise saharienne

Paris s'opposera à la «déstabilisation» de ses alliés africains

Devant les membres du corps diplomatique qui lui présentaient les vœux traditionnels, M. Giscard d'Estaing a évoqué, le lundi 2 janvier, la «grande espérance» qu'il a eue au Proche-Orient et évoqué l'action de la France «indépendante dans ses décisions et solidaire dans ses engagements». Devant les diplomates africains, le président de la République a assuré que la France «ne menace personne», mais a ajouté : «Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles d'entre eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation». Cette allusion au soutien accordé par la France à la «Mali'vaine» dans sa lutte contre le Fouta-Djallon semble être une discrète mise en garde à l'intention d'Alger au moment où s'accroît la dégradation des relations franco-algériennes que décrit notre correspondant à Alger en page 2.

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Bernard-Henri Lévy

Auteur de «la Barbarie à visage humain» (Grasset), Bernard-Henri Lévy, normalien, agrégé de philosophie, passe

à vingt-neuf ans pour le chef de file des courants dits des «nouvelles philosophes». Il expose ici ses réflexions

personnelles sur les rapports entre la morale et l'histoire dans un entretien avec Gilbert Comte, journaliste et écrivain.

I. — « Quand on veut institutionnaliser le bonheur on finit souvent en gardien de camp »

« En ce monde foudroyé, il n'est que matins noirs, crépuscules sans aurores, et la nature est plus blême encore que la culture qu'elle a singlée, éternisée dans le livre auquel vous devez une renommée soudaine. Une description aussi lugubre corres-

pond effectivement à un sentiment de crise assez répandu. Nous sortons quand même d'une période de fêtes où nos contemporains sont partis en vacances, se sont amusés comme d'habitude, et n'ont pas paru particulièrement blêmes ni foudroyés. N'existe-t-il pas, entre eux et les philosophes, deux manières vraiment inconciliables d'appréhender le monde. Qui se trompe ?

— Vous probablement, ou plutôt tous ceux qui, depuis quelques mois, feignent de ne pas entendre, et s'acharnent à tout mélanger. D'un côté, il y a le romantisme naïf des orphelins professionnels, des décadents au spleen facile, des mouches tsé-té parisiennes ; de l'autre, il y a, à voir avec cela, le nihilisme, le nihilisme, le nihilisme, le nihilisme, le nihilisme.

l'absence d'un désespoir sans issue : sans issue, sauf précisément celle d'une remise en cause du lien social lui-même.

— Autrement dit, être pessimiste cela veut dire, si vous voulez, prendre parti pour ces gens contre les prédateurs de lumière, d'Augustin à Hegel, s'appellent les «philosophes de l'histoire».

Propos recueillis par GILBERT COMTE.
(Lire la suite page 2.)

ALAIN PEYREFITTE de l'Académie française

Les roseaux froissés roman

Le mythe de Pénélope essai

Discours de réception à l'Académie française et réponse de Claude Lévi-Strauss

GALLIMARD

Le premier anniversaire du Centre Georges-Pompidou

Il y aura un an, le 1^{er} février, Beaubourg ouvrait ses portes au public. Nous présentons dans le prochain numéro de «Monde» un premier bilan des activités du Centre. Nous aurons ce dossier par un témoignage du peintre Yacov Agam, qui fut l'ami de Georges Pompidou (pour lequel il réalisa un salon au Palais de l'Élysée) et qui rappelle ici quelle devait être, selon l'ancien président de la République, la vocation du Centre Beaubourg.

La création orpheline ?

par YACOV AGAM

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou fête déjà son premier anniversaire. Les uns sont fiers du retentissement national et mondial, de plusieurs millions de visiteurs, d'une série impressionnante de manifestations et expositions artistiques ; d'autres soulignent le gigantisme de l'entreprise. Mises à part certaines lacunes (organiques pour les uns, évitables pour les autres), on pourrait dire que le Centre Pompidou a pris sa vitesse de croisière. Je voudrais, quant à moi, en toute sérénité et connaissance de cause, confronter la réalité du présent avec l'espoir suscité dans le passé par tous les artistes créateurs ; tout n'étant un fervent omi,

fidèle et dévoué aux intérêts du Centre, je trouve nécessaire de faire certaines observations.

J'ai eu le grand privilège de m'entretenir à plusieurs reprises avec le président Pompidou sur un sujet qui l'intéressait et lui était cher : comment favoriser la création contemporaine d'œuvres d'art et de l'esprit, la diffuser et en faire bénéficier le plus grand nombre de citoyens. Il me semblait évident qu'il ne s'agissait pas, dans l'esprit du président, de construire simplement un musée de plus — si grand, peuplé et doté d'énormes moyens de documentation, diffusion et animation, fût-il.

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

L'agent X 24 cherche un emploi

Les espions tout connaître l'angoisse du chômage, puis-que la C.I.A., soucieuse de limiter ses dépenses, a décidé de licencier une partie de ses agents. Dans les petites annonces, on lit peut-être bientôt que l'agent X 24 cherche un emploi. Qui ne s'interrogerait sur l'avenir des spécialistes du renseignement ? Menace, dit-on, par les progrès de l'informatique et de la mise sur fiches, ils peuvent aussi redouter que leur métier ne devienne demain l'affaire de tout le monde. N'allons-nous pas vers une époque de haute surveillance, où chaque citoyen se chargera d'espionner son voisin, quand il ne sera pas occupé à s'espionner lui-même ?

FRANÇOIS BOTT.

diplomatie

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Les vœux du président de la République

La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité

déclare M. Giscard d'Estaing

Les cérémonies de présentation des vœux au président de la République se sont poursuivies, lundi après-midi 2 janvier, au palais de l'Élysée, après le déjeuner qui y a réuni MM. Raymond Barre, premier ministre, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Alain Poher, président du Sénat, Gabriel Viatte, président du Conseil économique et social, et Roger Frey, président du Conseil constitutionnel. Répondant aux bureaux des Assemblées, M. Giscard d'Estaing a émis le souhait que « l'œuvre législative associée de manière plus régulière, plus équilibrée, l'action du gouvernement et celle, éminente, du Parle-

ment », et que la prochaine consultation électorale « respecte trois caractères : l'esprit de tolérance, la recherche de la vérité et le respect des personnes ».

Le chef de l'Etat a ensuite reçu les vœux du Conseil de Paris, présentés par le maire, M. Jacques Chirac, des autorités religieuses, représentées par le cardinal François Marty, archevêque de Paris, le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante de France, et M. Jacob Kaplan, grand rabbin de France; des ambassadeurs des pays de l'ancienne Communauté et du corps diplomatique.

prochain, soient l'occasion de franchir une nouvelle étape vers la limitation des armements.

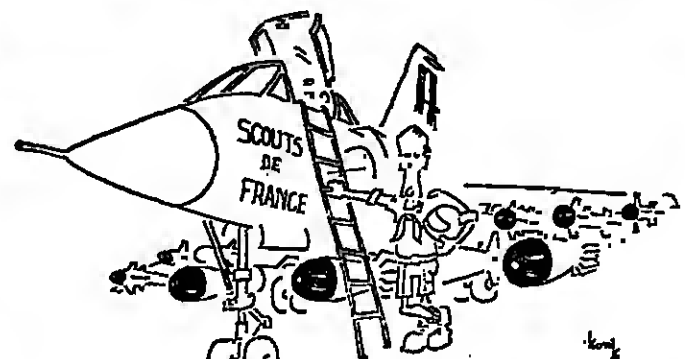
Le président de la République a insisté, enfin, sur la nécessité d'une meilleure organisation des relations économiques internationales et sur l'action européenne nécessaire pour y parvenir. Il a conclu en ces termes : « C'est à cette action internationale que la France, indépendante dans ses décisions, s'engage dans ses engagements, sous-entend, sa sécurité elle-même, mais ouverte à la détente et à la recherche de la paix, consent de l'effort de solidarité internationale pour apporter son concours en 1978. »

droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité. Bien entendu la France ne menace personne, et n'a jamais songé à menacer quiconque. Et d'ailleurs, si on le veut, la France prendra le parti des forts contre les faibles ». M. Giscard d'Estaing a abordé, devant les membres du corps diplomatique, la situation au Proche-Orient. « En 1977, a-t-il déclaré, une grande espérance y a failli. Puisse l'année 1978 justifier cette espérance en apportant les réponses qui permettront un règlement d'ensemble juste et durable, répondant aux droits de toutes les parties intéressées. Le chef de l'Etat a émis le souhait, d'entre part, que les travaux des Nations unies, au printemps

Devant les représentants des pays ayant conclu des accords particuliers avec la France, le président de la République a évoqué « les tensions et même les conflits qui ont eu tendance, ces derniers mois, à augmenter en nombre aussi bien qu'en gravité et qui menacent de déstabiliser de larges parties du continent africain ».

« C'est pourquoi, a-t-il dit, il m'apparaît aujourd'hui que le premier objectif, vers lequel doivent tendre toutes les énergies du continent africain, c'est la paix. Seul le maintien de la paix peut permettre de respecter la priorité due au développement économique et social, pour lequel une paix est importante que l'Afrique trouve, conformément à son génie propre, un modèle qui soit bien le sien en répondant aux besoins de son économie, de ses peuples et de leurs mentalités.

« Cette volonté de paix ne doit pas être comprise comme un signal de passivité ou d'abandon. Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles, soient victimes de la déstabilisation. Nous souhaitons ardemment que tous les conflits qui ont éclaté, et qui, si on ne les traite pas, risquent de se transformer en conflits armés, trouvent une solution pacifique. Mais on doit savoir aussi que nos amis peuvent compter sur la solidarité de la France. La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs



(Dessin de KONE.)

La brouille franco-algérienne

De notre correspondant

Alger. — Si la poténique sur l'engagement du gouvernement français dans la crise du Sahara occidental est moins incertaine depuis quelques jours dans la presse algérienne, en revanche la détérioration des relations avec la France n'a jamais autant alimenté les conversations dans les ambassades — et non les moins — parmi les Algériens et dans la communauté française. Les commentaires oscillent entre la surévaluation et la consternation.

Plusieurs diplomates occidentaux, dont les pays ont bénéficié de contrats qui, en d'autres temps, seraient revenus à des industriels français, admettent que ces affaires portent sur des milliards et n'hésitent pas à dire : « Nous ne comprenons pas pourquoi la France s'est lancée dans cette affaire alors qu'elle aurait pu avoir d'excellents rapports avec tous les pays du Maghreb. On voit tout ce qu'elle a perdu, mais on ne sait pas ce qu'elle peut y gagner. » Dans le même milieu, on fait valoir que l'Espagne, plus adroite ou mieux inspirée, a réussi à tirer son épingle du jeu au Sahara occidental et qu'elle se méfie des exportations à destination de l'Algérie. « Il est vrai que Madrid s'efforce de « dédramatiser » ses rapports avec Alger. L'ambassade d'Espagne entretient des contacts discrets mais suivis avec le Front Polisario et si le soutien accordé par Alger au mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien, empêche périodiquement les relations entre les deux pays, Madrid emploie à traiter de la crise, par les voies diplomatiques et via les mises en demeure publiques ou les déclarations acerbes.

En privé, les Algériens rappellent leur déception et leur amertume. Ils déplorent que le président de la République française leur ait « tourné le dos » après l'accueil chaleureux qu'ils lui avaient réservé, en avril 1975, et font observer que, tout en cherchant légitimement à arabiser, ils conservent le français comme « langue de travail » dans leurs relations extérieures.

« Votre président, nous dit un interlocuteur, qui résume assez bien l'état d'esprit général, s'entend bien l'ait commencer par établir des rapports normaux pour parvenir

à des rapports cordiaux. Mais, du temps de de Gaulle, de Pompidou et même lorsque M. Giscard d'Estaing nous a rendu visite, nos relations étaient cordiales, malgré des hauts et des bas comme il s'en produit entre toutes les nations. Le procédé du chef de l'Etat français fait penser à un couple qui, à la suite d'une brouille, déciderait de divorcer pour rétablir des relations normales. »

Bon nombre d'Algériens redoutent même que leur propre gouvernement, arguant du « mur d'incompréhension » auquel il se « heurte » à Paris, ne prenne des « décisions irréversibles ». La rupture pourrait alors se traduire par l'abandon de l'« inspiration française » retenue dans de nombreux secteurs (administration, université, économie) et l'orientation, pour ne prendre qu'un exemple, du système bancaire en direction des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou d'un autre pays. « Pouvez-vous vraiment nous pousser dans cette voie de gale de cœur ? », entend dire les Français, à qui l'en reproche l'attitude de son gouvernement.

Cette appréhension est partagée par la communauté française. Des ingénieurs coopérants, qui ont fait leur service militaire en Algérie entre 1959 et 1962, s'interrogent : « Tout se passe, dit l'un d'eux, comme si les Français avaient tout oublié. On dit que le Polisario c'est l'Algérie, comme en avait dit, en 1954, que le F.L.N. était une escouade de Nasser. En 1965, il y eut l'expédition de Suez : la France a perdu tout ce qu'elle avait en Egypte, et les moyennes puissances ont été évincées de la région par les Super-Grands. Est-ce qu'on ne recommence cette fois dans le nord-ouest de l'Afrique ? »

Pourtant dans ce sombre tableau, des signes encourageants subsistent. S'il n'y a plus guère de gros contrats industriels, des affaires continuent néanmoins à se traiter. Sur le plan culturel, l'Algérie demande toujours l'envoi d'un plus grand nombre de coopérants. Le centre culturel scientifique et technique français d'Alger a enregistré une augmentation de l'indice de fréquentation de 9 % en novembre et de 13 % en décembre par rapport aux deux mois correspondants de 1976 ; les prêts de livres scientifiques se sont accrus de 16 %. Les centres d'Oran et d'Annaba font des constatations analogues.

Dans les secteurs de la formation et des échanges de missions ne relevant pas des circuits officiels français, de nombreuses opérations sont en cours, au point qu'un organisateur venu de Paris s'est écrié : « C'est-à-dire que ce serait si les relations étaient bonnes ? ». Plusieurs éléments permettant à l'Algérie d'estimer que, au-delà des déclarations officielles, les autorités algériennes cherchent à préserver l'avenir. Elle a aussi le sentiment que si la situation continue à se détériorer, la coopération culturelle, sauvegardée jusqu'à présent, finira par être irrémédiablement compromise. Déjà le terrain perdu dans le secteur économique paraît difficilement récupérable en raison de l'après de la concurrence.

PAUL RALTA.

(1) Le Monde du 24 décembre 1977.

« A propos de la disparition, il y a deux ans, de cinq jeunes Français dans le sud du Maroc, le ministre des affaires étrangères a rappelé, lundi 2 janvier, qu'il maintient le contact avec les familles et les tient informées de ses démarches. Le porte-parole du ministère déclare : « Malheureusement, nous n'avons obtenu des gouvernements et organisations en cause que des versions incertaines, contradictoires, et, pour certaines, infirmées par les rares indices recueillis. »

« Cette situation est évidemment très pénible pour les familles, et c'est pourquoi les autorités françaises ont saisi et continuent de saisir tous ceux qui pourraient contribuer à faire la lumière sur cette douloureuse affaire. »

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

Les thèmes des entretiens à Paris

(Suite de la première page.)

On peut classer en trois chapitres les sujets qui seront probablement abordés : la sécurité et les relations Est-Ouest, l'énergie et les rapports Nord-Sud, les problèmes économiques occidentaux.

● LA SECURITE. — Du côté français, on constate que le champ du dialogue soviéto-américain s'est beaucoup élargi depuis que M. Carter est à la Maison Blanche. Jusqu'alors limité aux armements stratégiques (SALT), il s'étend maintenant à la recherche d'un équilibre militaire dans l'Océan Indien, à l'arrêt total des explosions nucléaires (négociations auxquelles la Grande-Bretagne s'est jointe) et aux ventes d'armes classiques — trois sujets de conversation auxquels la France est intéressée : elle est présente dans l'Océan Indien ; elle a besoin, pour maintenir la crédibilité de sa force de dissuasion, de poursuivre, pour le moment, les explosions nucléaires ; pour les ventes d'armes, le gouvernement français est disposé à se joindre à une concertation, mais à condition qu'elle soit générale, c'est-à-dire que les pays de l'Est y participent. En leur absence, le refus de vendre des armes aux pays qui en ont besoin serait, estime-t-on à Paris, un leurre.

Concernant les SALT, les Etats-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas exclu qu'il fasse des contre-propositions. Sa place dans l'alliance atlantique étant particulière, il souhaite traiter les questions de sécurité avec Washington par la voie bilatérale. Il est en point de la négociation SALT sur lequel M. Carter sera vraisemblablement en mesure de rassurer ses alliés, notamment lors de son étape à l'URSS, ne comportera pas de clause interdisant les transferts de technologie aux alliés des Etats-Unis.

Quant à la négociation de Vienne sur la réduction des forces en Europe (MBFR), elle continue de susciter l'intérêt français. On s'interroge cependant sur la position américaine : apparemment, les Américains ne manifestent guère d'activité à Vienne,

mais l'Allemagne fédérale, et plus récemment la Grande-Bretagne, cherchent à engager sérieusement la conversation. Les Américains approuvent-ils ces tentatives allemandes ? C'est une des questions auxquelles les conversations de Paris apporteront peut-être une réponse.

Le désarmement dans la perspective de l'Assemblée spéciale de l'ONU de juin prochain ne devrait donner lieu qu'à une discussion académique, les idées de Paris et de Washington pour un désarmement « réel, général et contrôlé » étant assez proches mais encore très vagues.

M. Giscard d'Estaing soulignera que la détente doit être globale et s'étendre partout où il y a affrontement, ce qui fournira l'occasion d'un échange d'informations et d'une réaffirmation des points de vue sur le Proche-Orient (où M. Carter eura sans doute beaucoup de choses à dire), l'Afrique et l'Extrême-Orient (conflit entre le Vietnam et le Cambodge).

Les relations Nord-Sud et l'énergie

● L'ENERGIE : c'est vraisemblablement en parlant des relations Nord-Sud que M. Giscard d'Estaing et Carter aborderont les problèmes énergétiques. Le président de la République reste très attaché au dialogue Nord-Sud aujourd'hui dans l'impossibilité d'une coopération avec les pays producteurs de matières premières, seule susceptible d'assurer à long terme aux industries européennes un approvisionnement énergétique normal. Le gouvernement français ne désespère pas de faire comprendre aux Etats-Unis — qui sont dans une situation beaucoup moins dramatique — les dangers de l'impasse actuelle et de les amener à un minimum de concessions pour la reprise des discussions (suspendues le 1^{er} décembre) sur la création d'un fonds de stabilisation des matières premières.

M. Giscard d'Estaing insistera sur l'importance du programme énergétique français. « Notre surcroît en énergie dépend du nucléaire et de la mise en œuvre des surrégénérateurs », a déclaré M. Arnaud, en commentant la visite du président américain. M. Giscard d'Estaing a lui-même déclaré à la télévision américaine que le surrégénérateur était

« vital » (le Monde du 3 juin). Bien entendu, souligne-t-on à Paris, M. Giscard d'Estaing partage les préoccupations de M. Carter sur les risques de prolifération, mais il estime que toutes les précautions peuvent être prises dans le cadre des conversations multilatérales en cours sur le contrôle du cycle nucléaire.

M. Carter évoquera-t-il à ce propos la vente par la France au Pakistan d'une usine de retraitement du combustible irradié. Cette affaire n'a jamais été officiellement clarifiée, mais, selon de bonnes sources, malgré les pressions américaines, le contrat franco-pakistanaï n'est pas annulé.

● LES AFFAIRES ECONOMIQUES. Enfin M. Giscard d'Estaing et probablement M. Barre (vendredi) insisteront sur la gravité de la situation économique occidentale, sur la nécessité de réduire les fluctuations monétaires (dont les Etats-Unis sont tenus à Paris pour les plus responsables) et pour une croissance ordonnée des échanges, s'formule favorite du premier ministre, pour indiquer que le libre-échange ne doit pas conduire à la loi de la jungle en matière commerciale. Mais, si important que soit cet aspect des relations franco-américaines, il est douteux que la discussion puisse être exhaustive faute de temps.

MAURICE DELARUE.

La visite du président américain en France

L'escorte d'Assouan doit retarder l'arrivée à Paris de M. Carter de dix minutes seulement, indique-t-on à l'ambassade des Etats-Unis.

MERCREDI 4 JANVIER, à 15 heures, le président des Etats-Unis et Mme Carter seront accueillis à Orly par M. et Mme Giscard d'Estaing. — A 16 h. 10, le président Carter, accompagné de M. Giscard d'Estaing, déposera une gerbe à l'Arc de triomphe.

— A 16 h. 30, les deux présidents auront un entretien en tête à tête. — A 20 h. 29, M. Carter prononcera un discours au Palais des congrès.

JEUDI 5 JANVIER, après avoir reçu diverses personnalités (M. Mitterrand est cité parmi elles, bien que que la liste ne soit pas arrêtée), M. Carter partira pour la Normandie

En dépit du désaccord sur la non-prolifération Les Etats-Unis livreront en 1978 à l'Inde 7,7 tonnes d'uranium enrichi

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — En dépit de divergences de vues dans le domaine nucléaire, l'Inde et les Etats-Unis ont souligné, à l'occasion de la visite de M. Carter, leur foi commune dans la démocratie et la liberté. « Indépendamment de sa race, de son sexe, de sa religion ou de son statut social, le problème dans ses premières lignes de la déclaration signée mardi matin 3 janvier par MM. Carter et Desai, chaque être humain a droit à la vie et à la liberté, à être à l'abri du besoin, sans menace ou coercition, à la liberté d'expression et de religion. »

Les termes de cette « déclaration » demeurent volontairement vagues. Le texte déclare que les deux pays croient qu'un « ordre mondial fondé sur la coopération et la stabilité dépend du droit de chaque peuple à déterminer sa propre forme de gouvernement et de chaque pays ses propres politiques sociales et économiques ». Il appelle à compléter le tissu entre les nations et les invite à travailler ensemble afin de protéger les ressources et l'environnement de la planète.

La délégation américaine a rendu hommage à la modération de l'Inde

dans le dialogue Nord-Sud, mais la question nucléaire a été la pierre d'achoppement des conversations. Les deux pays sont d'accord, comme l'indique la déclaration, que « le spectre de la guerre pése depuis trop longtemps, que les stocks existants d'armes atomiques doivent être réduits et éventuellement supprimés, et que le danger de la prolifération nucléaire doit être arrêté ». Pour New-Delhi toutefois, comme l'a souligné M. Desai au cours d'un échange de toasts lundi soir, on ne peut empêcher les pays n'ayant pas d'armes nucléaires d'utiliser leurs connaissances dans ce domaine en tant qu'instrument du développement économique.

Dans cet esprit, l'Inde refuse de signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle l'estime « discriminatoire » : c'est pourquoi New-Delhi n'entend pas que les garanties internationales normales auxquelles elle souscrit dans le cadre d'accords bilatéraux (avec les Etats-Unis et l'U.R.S.S., notamment) soient étendues à l'ensemble de ses installations, en particulier celles qui s'appuient sur une technologie entièrement indigène. M. Carter a jugé « intraitable » M. Desai. Celui-ci n'a cependant pas trouvé désobligeante cette remarque rendue publique par les journalistes américains. Face à une opinion publique très sensible au chapitre de la souveraineté nationale, il est bon que le chef du gouvernement se soit montré quelque peu rigide.

Cela d'ailleurs a renforcé la « compréhension » du partenaire américain, puisque, pour réparer le mauvais effet produit par sa « petite phrase », le président Carter a fait savoir qu'il donnait son accord à un nouvel envoi cette année de 7,7 tonnes d'uranium enrichi pour la centrale de Tarapur, près de Bombay, et à la livraison d'eau lourde (Washington était par le passé un fournisseur de New-Delhi, mais avait suspendu ses livraisons, et Moscou

avait pris la relève). Les Indiens misent en effet surtout sur les centrales à filière à eau lourde.

Le différend sur la non-prolifération ne va pas freiner le développement de la coopération bilatérale dans les domaines économiques, commerciaux, scientifiques et culturels, comme en témoigne la réunion de la commission Indo-américaine, mardi matin, à New-Delhi, avant le départ du président Carter. Là encore, les termes des accords intervenus restent vagues et reprennent pour l'essentiel les propositions faites par M. Carter dans son discours de lundi : il est envisagé de lever les entraves au commerce entre les deux pays, ainsi que de favoriser une collaboration des firmes indiennes et américaines dans les pays tiers. Les Etats-Unis proposent également leur participation et leur technologie pour améliorer la productivité de l'agriculture et la commercialisation de ses produits. Des recherches seront aussi menées en commun dans l'industrie.

G. V.

« LA LETTRE DE LA NATION » : pourquoi M. Carter ne recevrait-il pas M. Marchais ?

Les entretiens Giscard d'Estaing-Carter risquent « d'être éclipsés dans l'opinion publique par la rencontre Carter-Mitterrand », écrit mardi matin 3 janvier la Lettre de la Nation, qui se pose « un certain nombre de questions ». L'organe du R.P.R. poursuit :

« Premièrement, à quel titre M. Mitterrand serait-il reçu par le chef de l'Etat américain ? Ce ne peut pas être en tout cas au titre de « chef de l'opposition », rôle qui lui est, de fait et de droit, refusé par le P.C.

« Deuxièmement, si M. Carter reçoit M. Mitterrand en qualité de chef de parti, ne va-t-il pas être tenu d'accorder également une audience à tous ceux qui pourraient lui en faire la demande, et pourquoi pas M. Marchais ? (...)

EUROPE

République démocratique allemande

L'authenticité du « manifeste » des contestataires n'est pas évidente

Allemagne de l'Est. — La question de l'authenticité du « manifeste des contestataires » d'Allemagne de l'Est (le Monde du 3 janvier) est clairement posée. Le porte-parole officiel de Bonn a déclaré que le gouvernement fédéral ignorait tout d'un groupement contestataire en R.D.A., et suggère qu'il pourrait s'agir de « cercles privés ».

Selon notre correspondant à Bonn, deux arguments plaident en faveur de l'authenticité : la violence réactionnelle des autorités de la R.D.A., qui se contentent de réprimer au lieu de développer les revendications, et la révélation de l'existence d'un mouvement de contestation dans la presse allemande, argument qui n'aurait été émis que par les auteurs du « manifeste ».

« L'HUMANITÉ » ANNONCE LA LIBÉRATION DU CINÉASTE SERGE PARADJANOV

« Le cinéaste Serge Paradjanov n'est libéré ces jours derniers et se repose actuellement dans sa famille à Tbilissi », annonce l'Humanité de ce mardi 3 janvier. Arrêté en janvier 1974, Paradjanov, Arménien originaire de Géorgie, avait été accusé d'abord de trafic d'objets d'art et d'objets d'histoire, puis d'espionnage, et enfin de haute trahison, en fin de compte, pour homosexualité à cinq ans de prison à régime sévère.

Le réalisateur des Chevaliers de fer et de Soyouz Nouna est actuellement âgé de cinquante-trois ans. L'organe du P.C.F. rappelle que, dès l'arrestation de Paradjanov, « de nombreux cinéastes et personnalités du monde entier ont demandé sa libération. Au nom de la liberté d'expression et de création, notre parti était intervenu à plusieurs reprises en sa faveur. Au mois de novembre 1977, Louis Aragon, lors d'un voyage à Moscou, avait demandé la libération du cinéaste aux autorités soviétiques ».

[Une campagne internationale en faveur de Paradjanov, qui, en 1964, avait reçu le grand prix du Festival de Cannes pour son film « Les Chevaliers de fer », a commencé aussitôt après son arrestation. En décembre dernier, un grand meeting eut lieu à la Mutualité, et diverses organisations artistiques n'ont cessé de plaider en faveur du cinéaste condamné pour homosexualité, mais un réalisateur pour non-conformisme. Vivant à Kiev, Paradjanov avait protesté à plusieurs reprises contre l'emprisonnement d'intellectuels soviétiques. Reste à savoir s'il sera autorisé à regagner son domicile ukrainien et s'il pourra de nouveau exercer son métier.]

LECTURE RAPIDE

Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE

Stage de 3 jours : 12 - 19 - 26 Janvier

Autres sessions : Février - Mars - Juin

Conditions particulières pour les inscriptions individuelles

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CPM Centre Malesherbes 108 Boulevard Malesherbes

Paris 75017 - Tél. : 756.51.54

du 3 au 7 janvier

SOLDES

VETEMENTS ET CHAUSURES POUR HOMMES

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELEINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir.

SOLDES

ALEXANDRE

FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1^{er})

PROCHE-ORIENT

Dans le nord du Sinaï

Cinq nouveaux villages israéliens seront créés dans les prochains dix-huit mois

De notre correspondant

Jérusalem. — En dépit du « plan Begin » prévoyant que la quasi-totalité de la péninsule du Sinaï sera placée sous souveraineté égyptienne, la politique israélienne d'implantation juive dans la région de Rafah (Nord-Sinaï) se poursuit. Au cours d'une tournée destinée notamment à rassurer les habitants israéliens de la région sinuée à quelques kilomètres au-delà des frontières du 4 juin 1967, le responsable du département de l'implantation de l'Agence juive, M. Reuven Weisz, a croisé les grandes lignes du plan de développement prévoyant la création de cinq nouveaux villages en plus des quinze déjà existants. Le plan implique l'implantation de mille nouvelles familles dans un délai de dix-huit mois, et donc le doublement de la population israélienne.

Il est question également de l'implantation prochaine de mille familles dans les vingt et un villages de la vallée du Jourdain. En outre, un nouveau plan de renforcement des localités existantes, et non de la création de nouvelles agglomérations. D'autre part, un nouveau point d'implantation du mouvement Gush Emounim (Bloc de la foi), Karmel-Shomron, a été créé dans la nuit de dimanche à lundi, sur la route de Gushat à Naplouse, en Samarie (Cisjordanie). La décision avait été prise en secret, à la fin du mois de septembre, par la commission interministérielle de l'implantation. Elle n'a été révélée que lundi soir par le secrétaire du gouvernement.

Le Jerusalem Post, commentant l'installation des nouvelles colonies au Sinaï écrit que, dans le cadre de la paix, la notion de souveraineté perd une grande partie de son importance. Selon ce journal, Israël ne peut pas se permettre de perdre le Sinaï, mais ce n'est pas à fonds perdus puisque MM. Begin et Sadate veulent parvenir à la paix. La paix, souligne le quotidien en langue anglaise, prévoit précisément que les frontières seront ouvertes et les activités commerciales autorisées. « Au même titre qu'une compagnie d'assurance égyptienne actuellement à 50 % des puits de pétrole d'Abou Rodas (Sinaï), Israël et l'Égypte pourraient s'accorder pour l'exploitation du pétrole du Sinaï ».

Le gouvernement devait se réunir mardi matin en conseil extraordinaire pour préparer la première réunion du « comité politique » israélo-égyptien, dont les travaux doivent commencer le 15 janvier à Jérusalem sous la présidence du ministre des affaires étrangères M. Moshe Dayan. Le général Sharon, président de la commission interministérielle pour l'implantation, fera partie de la délégation israélienne. — (Interim.)

● **Nouvel assassinat politique en Cisjordanie ?** M. Baïja Al Jaabari, haut fonctionnaire de la municipalité de Hébron et parent du cheikh Mohamed Ali Al Jaabari, ancien maître de cette ville, a été tué lundi après-midi par des coups de feu alors qu'il chassait dans la région de Hébron, annonce le Haaretz.

La première version d'après laquelle il avait été tué par accident d'une balle de son propre fusil, tiré par inadvertance, a été infirmée dans la soirée. En fait, écrit le Haaretz, il a été atteint de plusieurs balles, et il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'un assassinat, probablement politique.

M. Jaabari faisait, en effet, partie de la délégation de notables cisjordanais qui s'est rendue il y a quelques jours en Égypte apporter son appui au président Sadate.

La torture n'a pas été abolie

« Il est possible que le roi ou son gouvernement — c'est-à-dire toujours lui — prétende que le peuple iranien communique à propos d'une certaine liberté de critique à propos des problèmes et des difficultés de la vie quotidienne (corruption, trafics, coupures d'électricité, manque de produits alimentaires, etc.), mais l'inflation, l'éducation, l'habitation, les assurances, etc.), comme il est

possible qu'il prétende avoir libéré certains prisonniers politiques, amélioré les conditions de détention, que la torture soit plus rare. Ce ne sont là que des apparences, pour tenter de sauver la réputation du régime : malgré tous les excès de répression, le régime iranien n'a pas cessé de recourir à la torture, et même si les manifestations qui ont lieu dans les rues, sur les marchés, dans les milieux ruraux, ne sont-elles qu'une « soupe de sûreté » qu'il y aurait sans doute trop de risques à bloquer.

En revanche, jusqu'à présent, et malgré la pression de l'opinion publique internationale, aucune manifestation n'a été autorisée à faire paraître des lettres ou déclarations critiquant la situation actuelle, et qui sont donc publiées clandestinement.

La minorité ou pouvoir n'a pris en considération aucune de ces critiques.

Quant aux quelques prisonniers récemment libérés, il s'agit de personnes condamnées à de lourdes peines, sans qu'une accusation précise ait été portée, ou ayant purgé leur peine depuis longtemps. Encore ont-ils dû, pour être libérés, accepter de demander leur grâce au chah. Tous les autres, et les autres des milliers n'ont pas été libérés. De même, la torture n'a pas été abolie : ses procédés sont simplement changés. Les procès politiques ont toujours lieu à huis clos devant les tribunaux militaires.

Parmi les signataires de ce texte, figurent notamment le chef religieux Sandjani, M. Mehdi Bazarzhan, professeur d'université, qui avait été le premier directeur de la Compagnie nationale des pétroles iraniens sous le règne de Monadeqhi ; M. Kazem Hassani, ancien député et le docteur Karim Sandjani, ancien ministre de l'éducation et représentant spécial de l'Iran auprès de la Cour internationale de justice de La Haye pour le litige opposant l'Iran et l'Angleterre au sujet de la nationalisation du pétrole en 1952.

Les conflits dans la corne de l'Afrique

Le chah d'Iran « ne resterait pas indifférent » à une « invasion de la Somalie par l'Éthiopie »

A la suite de ses entretiens avec le président Carter, le chah d'Iran a lancé, dimanche 1^{er} janvier, un avertissement au régime militaire d'Addis-Abeba en déclarant que l'Iran ne resterait pas indifférent et sans réaction à une invasion de la Somalie par l'Éthiopie. La souveraineté iranienne sur la région de la Corne de l'Afrique, a-t-il déclaré, était une préoccupation majeure de l'Iran. « L'Iran ne saurait tolérer une telle situation », a-t-il conclu, « et sera épargné pour accomplir cette tâche ».

Cette mise en garde est un signal pour la diplomatie iranienne, quelques jours après la visite à Téhéran du président Syaad Barre. En effet, malgré l'offensive diplomatique des dirigeants somaliens, le régime iranien n'avait jusqu'à présent pris aucune position en faveur des thèses de Mogadiscio.

Lors de sa visite à Téhéran, le chah d'Iran avait remis au chah un message destiné au président Carter, dans lequel il lui demandait d'assister, pour le chah, à la cérémonie de la Corne de l'Afrique, pour lui fournir la Somalie une importante aide militaire.

Le président Syaad Barre est arrivé lundi soir à Khartoum, après avoir rencontré à Assouan le président Sadate et le chancelier Schmidt.

En Ouganda, Radio-Mogadiscio a fait état lundi d'une attaque aérienne éthiopienne contre la

ville somalienne de Tug-Wajale. Ce raid aurait fait treize morts. En Érythrée, enfin, le Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.) a affirmé lundi que l'aviation éthiopienne avait pour la première fois, les 31 décembre et 1^{er} janvier, bombardé au napalm la ville de Keren. Cette localité, située à 90 kilomètres au nord de la capitale provinciale d'Asmara, est aux mains du Front depuis juillet dernier. — (Reuter, A.F.P.)

L'Égypte A REMBOURSÉ À L'U.R.S.S. SES DETTES CONCERNANT LE BARRAGE D'ASSOUAN

(De notre correspondant.)

Le Caire. — S'adressant au Parlement, le dimanche 1^{er} janvier, M. Abdel Azim Aboul Atta, ministre de l'Irrigation, a annoncé que l'Égypte venait d'achever de rembourser à l'Union soviétique les dettes contractées à l'occasion de la construction du haut barrage d'Assouan.

Cet ouvrage colossal, dont le volume est égal à quarante fois la grande pyramide de Guizeh, et dont les « fûts » secondaires rustiques (développement de la bi-haridze remontée des sels, disparition du limon fertilisant, etc.) sont aujourd'hui démontés tant par des agronomes que par des paysans égyptiens, a coûté 404 millions de livres égyptiennes (1 livre égyptienne = environ 7 francs), et a requis le travail de trente-cinq mille personnes pendant plus de dix ans.

Il a cependant permis à l'Égypte d'échapper, ces dernières années, à la sécheresse qui a sévi en Afrique et lui a donné le moyen d'augmenter, quoique dans une proportion inférieure aux prévisions initiales, la production d'électricité et la surface irriguée du pays.

On apprend parallèlement, de source soviétique, que Le Caire, en dépit de la décision annoncée par le président Sadate de suspendre le paiement à l'Union soviétique des dettes civiles et militaires égyptiennes, continuait jusqu'à la fin de 1977 d'honorer régulièrement toutes les créances qui lui étaient présentées. Les Soviétiques se demandent maintenant si les Égyptiens, qui les régent en nature (agrumes, meubles, chaussures, etc.), vont mettre à exécution, en 1978, leur décision de suspendre le paiement de leurs dettes ou s'ils continueront à les rembourser. — J.-P. F.-E.

Portugal

M. MARIO SOARES, secrétaire général du parti socialiste, a déclaré lundi 2 janvier que le nouveau gouvernement ne serait pas formé avant une semaine et qu'il préférerait rechercher un accord « stable et solide » avec les différents partis politiques. — (A.F.P.)

République de Djibouti

DANS UN DISCOURS publié le samedi 31 décembre à Djibouti par le journal le Réveil, M. Hassan Gouled, président de la République, fait état de la « découverte d'un plan servant les intérêts étrangers visant à couper le pays en deux, à ranimer la querelle tribale et à appeler au secours de chaque partie un protecteur étranger ».

Il assure par ailleurs avoir connaissance d'un complot ayant pour but d'armer une partie de la population et de l'inciter à se lever contre l'autre pour scinder le Nord du Sud par la violence. — (Reuter.)

Yougoslavie

LE MARÉCHAL TITO a passé le week-end de Noël à l'hôtel de Brioni, au large d'Istrie, en compagnie de ses collaborateurs les plus proches, annonce l'agence Tass, qui ne mentionne pas le nom de l'épouse du maréchal Tito. Contrairement aux années précédentes, la télévision yougoslave n'a pas retransmis en direct le réveil présidentiel. — (A.F.P.)

Israël

AU 31 DÉCEMBRE 1977, Israël comptait 3 650 000 habitants, dont 3 014 000 juifs et 574 000 non-juifs, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente, indique le service israélien des statistiques.

Il ressort de ces chiffres que l'accroissement de la population s'est ralenti en 1977 : 1,8 % contre 2,1 % pour la population juive ; 3,5 % contre 3,9 pour la population non juive. — (A.F.P.)

Pakistan

CINQ PERSONNES ont été tuées lorsque la police a ouvert le feu sur des ouvriers des

Iran

Création d'un comité pour la défense des libertés et des droits de l'homme

Une trentaine de personnalités de l'opposition iranienne viennent d'adresser au secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, une lettre annonçant la création à Téhéran d'un Comité iranien pour la défense des libertés et des droits de l'homme.

Dans cette lettre, les signataires déclarent notamment : « Depuis vingt-quatre ans, l'oligarchie gouvernementale iranienne, en violant systématiquement l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Constitution iranienne, a éliminé toute participation effective du peuple aux élections des deux Parlements et par conséquent aux affaires du pays. La SAVAK falsifie les bulletins de vote, décide, en fait, qui sera ou non candidat ; le peuple ne connaît donc pas ses prétendus députés, et même s'il les connaît, il ne les reconnaît pas en tant que ses représentants. En vérité, les députés des deux Parlements, après avoir été nommés par le roi, sont les députés du gouvernement qui ne font qu'approuver et appliquer les ordres du pouvoir. Ce système législatif, qui prive le peuple de toute participation aux véritables affaires générales du pays, a provoqué une crise d'urgence et a suscité un grave et profond mécontentement populaire. La compétence du pouvoir judiciaire devient de plus en plus limitée, ce sont progressivement des mains de fer qui tiennent le pouvoir ».

« La torture n'a pas été abolie »

« Il est possible que le roi ou son gouvernement — c'est-à-dire toujours lui — prétende que le peuple iranien communique à propos d'une certaine liberté de critique à propos des problèmes et des difficultés de la vie quotidienne (corruption, trafics, coupures d'électricité, manque de produits alimentaires, etc.), mais l'inflation, l'éducation, l'habitation, les assurances, etc.), comme il est

possible qu'il prétende avoir libéré certains prisonniers politiques, amélioré les conditions de détention, que la torture soit plus rare. Ce ne sont là que des apparences, pour tenter de sauver la réputation du régime : malgré tous les excès de répression, le régime iranien n'a pas cessé de recourir à la torture, et même si les manifestations qui ont lieu dans les rues, sur les marchés, dans les milieux ruraux, ne sont-elles qu'une « soupe de sûreté » qu'il y aurait sans doute trop de risques à bloquer.

En revanche, jusqu'à présent, et malgré la pression de l'opinion publique internationale, aucune manifestation n'a été autorisée à faire paraître des lettres ou déclarations critiquant la situation actuelle, et qui sont donc publiées clandestinement.

La minorité ou pouvoir n'a pris en considération aucune de ces critiques.

Quant aux quelques prisonniers récemment libérés, il s'agit de personnes condamnées à de lourdes peines, sans qu'une accusation précise ait été portée, ou ayant purgé leur peine depuis longtemps. Encore ont-ils dû, pour être libérés, accepter de demander leur grâce au chah. Tous les autres, et les autres des milliers n'ont pas été libérés. De même, la torture n'a pas été abolie : ses procédés sont simplement changés. Les procès politiques ont toujours lieu à huis clos devant les tribunaux militaires.

Parmi les signataires de ce texte, figurent notamment le chef religieux Sandjani, M. Mehdi Bazarzhan, professeur d'université, qui avait été le premier directeur de la Compagnie nationale des pétroles iraniens sous le règne de Monadeqhi ; M. Kazem Hassani, ancien député et le docteur Karim Sandjani, ancien ministre de l'éducation et représentant spécial de l'Iran auprès de la Cour internationale de justice de La Haye pour le litige opposant l'Iran et l'Angleterre au sujet de la nationalisation du pétrole en 1952.

Les conflits dans la corne de l'Afrique

Le chah d'Iran « ne resterait pas indifférent » à une « invasion de la Somalie par l'Éthiopie »

A la suite de ses entretiens avec le président Carter, le chah d'Iran a lancé, dimanche 1^{er} janvier, un avertissement au régime militaire d'Addis-Abeba en déclarant que l'Iran ne resterait pas indifférent et sans réaction à une invasion de la Somalie par l'Éthiopie. La souveraineté iranienne sur la région de la Corne de l'Afrique, a-t-il déclaré, était une préoccupation majeure de l'Iran. « L'Iran ne saurait tolérer une telle situation », a-t-il conclu, « et sera épargné pour accomplir cette tâche ».

Cette mise en garde est un signal pour la diplomatie iranienne, quelques jours après la visite à Téhéran du président Syaad Barre. En effet, malgré l'offensive diplomatique des dirigeants somaliens, le régime iranien n'avait jusqu'à présent pris aucune position en faveur des thèses de Mogadiscio.

Lors de sa visite à Téhéran, le chah d'Iran avait remis au chah un message destiné au président Carter, dans lequel il lui demandait d'assister, pour le chah, à la cérémonie de la Corne de l'Afrique, pour lui fournir la Somalie une importante aide militaire.

Le président Syaad Barre est arrivé lundi soir à Khartoum, après avoir rencontré à Assouan le président Sadate et le chancelier Schmidt.

En Ouganda, Radio-Mogadiscio a fait état lundi d'une attaque aérienne éthiopienne contre la

ville somalienne de Tug-Wajale. Ce raid aurait fait treize morts. En Érythrée, enfin, le Front populaire de libération de l'Érythrée (F.P.L.E.) a affirmé lundi que l'aviation éthiopienne avait pour la première fois, les 31 décembre et 1^{er} janvier, bombardé au napalm la ville de Keren. Cette localité, située à 90 kilomètres au nord de la capitale provinciale d'Asmara, est aux mains du Front depuis juillet dernier. — (Reuter, A.F.P.)

L'Égypte A REMBOURSÉ À L'U.R.S.S. SES DETTES CONCERNANT LE BARRAGE D'ASSOUAN

(De notre correspondant.)

Le Caire. — S'adressant au Parlement, le dimanche 1^{er} janvier, M. Abdel Azim Aboul Atta, ministre de l'Irrigation, a annoncé que l'Égypte venait d'achever de rembourser à l'Union soviétique les dettes contractées à l'occasion de la construction du haut barrage d'Assouan.

Cet ouvrage colossal, dont le volume est égal à quarante fois la grande pyramide de Guizeh, et dont les « fûts » secondaires rustiques (développement de la bi-haridze remontée des sels, disparition du limon fertilisant, etc.) sont aujourd'hui démontés tant par des agronomes que par des paysans égyptiens, a coûté 404 millions de livres égyptiennes (1 livre égyptienne = environ 7 francs), et a requis le travail de trente-cinq mille personnes pendant plus de dix ans.

Il a cependant permis à l'Égypte d'échapper, ces dernières années, à la sécheresse qui a sévi en Afrique et lui a donné le moyen d'augmenter, quoique dans une proportion inférieure aux prévisions initiales, la production d'électricité et la surface irriguée du pays.

On apprend parallèlement, de source soviétique, que Le Caire, en dépit de la décision annoncée par le président Sadate de suspendre le paiement à l'Union soviétique des dettes civiles et militaires égyptiennes, continuait jusqu'à la fin de 1977 d'honorer régulièrement toutes les créances qui lui étaient présentées. Les Soviétiques se demandent maintenant si les Égyptiens, qui les régent en nature (agrumes, meubles, chaussures, etc.), vont mettre à exécution, en 1978, leur décision de suspendre le paiement de leurs dettes ou s'ils continueront à les rembourser. — J.-P. F.-E.

Portugal

M. MARIO SOARES, secrétaire général du parti socialiste, a déclaré lundi 2 janvier que le nouveau gouvernement ne serait pas formé avant une semaine et qu'il préférerait rechercher un accord « stable et solide » avec les différents partis politiques. — (A.F.P.)

République de Djibouti

DANS UN DISCOURS publié le samedi 31 décembre à Djibouti par le journal le Réveil, M. Hassan Gouled, président de la République, fait état de la « découverte d'un plan servant les intérêts étrangers visant à couper le pays en deux, à ranimer la querelle tribale et à appeler au secours de chaque partie un protecteur étranger ».

Il assure par ailleurs avoir connaissance d'un complot ayant pour but d'armer une partie de la population et de l'inciter à se lever contre l'autre pour scinder le Nord du Sud par la violence. — (Reuter.)

Yougoslavie

LE MARÉCHAL TITO a passé le week-end de Noël à l'hôtel de Brioni, au large d'Istrie, en compagnie de ses collaborateurs les plus proches, annonce l'agence Tass, qui ne mentionne pas le nom de l'épouse du maréchal Tito. Contrairement aux années précédentes, la télévision yougoslave n'a pas retransmis en direct le réveil présidentiel. — (A.F.P.)

Israël

AU 31 DÉCEMBRE 1977, Israël comptait 3 650 000 habitants, dont 3 014 000 juifs et 574 000 non-juifs, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente, indique le service israélien des statistiques.

Il ressort de ces chiffres que l'accroissement de la population s'est ralenti en 1977 : 1,8 % contre 2,1 % pour la population juive ; 3,5 % contre 3,9 pour la population non juive. — (A.F.P.)

Pakistan

CINQ PERSONNES ont été tuées lorsque la police a ouvert le feu sur des ouvriers des

AFRIQUE

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

Il faut soutenir la lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire

AFRIQUE

Guinée

M. Sekou Touré souhaite une « coopération sincère » avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire

De notre correspondant

Dakar. — De Conakry, d'où, depuis vingt ans, soufflent alternativement le chaud et le froid, parvenant des nouvelles, lues et encouragées, le président Sekou Touré, quel, il y a peu de temps encore, villendait les présidents Senghor et Houphouët-Boigny, multiplie, depuis quelques semaines, les avances en direction de Dakar et d'Abidjan.

La 19 décembre dernier, à l'occasion de la victoire du « Hajia football club » de Conakry en finale de la coupe africaine des clubs champions, le chef de l'Etat guinéen exhortait publiquement les sportifs et plus généralement la jeunesse de son pays à établir à nouveau des relations normales avec la jeunesse sénégalaise et ivoirienne. Dans son message du Nouvel An, il vient de lancer un appel semblable aux femmes et aux travailleurs guinéens, allant même jusqu'à exprimer le souhait que, grâce à ces reprises de contact, « 1978 soit une année de compréhension totale, de coopération sincère et de solidarité effective avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire ».

PIERRE BIARNES.

Des libérations de détenus politiques ?

Ainsi que M. Sekou Touré a récemment fait libérer trois détenus politiques d'origine libanaise, dont deux étaient citoyens français, de nombreuses libérations, nous indiquent-on de source privée, seraient actuellement en cours en Guinée. Ainsi, entre le 19 et le 29 décembre, environ trois cents prisonniers politiques — parmi lesquels plusieurs hauts fonctionnaires et des anciens officiers — auraient été libérés. Cette attitude nouvelle de M. Sekou Touré serait liée au souci du président guinéen de normaliser ses relations avec la Côte-d'Ivoire et le Sénégal.

Autre heureuse nouvelle en provenance d'Afrique de l'Ouest : au Mali, dans la mesure où il a adressé à la nation le 19 novembre la déclaration de la nouvelle assemblée de la nouvelle assemblée, le général Moussa Traoré, chef de l'Etat, a annoncé la libération de tous les prisonniers politiques. Cette promesse implique l'élargissement d'une quinzaine

de personnalités arrêtées après le putsch du 19 décembre 1968, dont l'épouse de l'ancien président Modibo Keita, plusieurs anciens ministres, dont M. M. Keita, et des cadres supérieurs appréhendés en juin 1974 pour rébellion et distribution de tracts antigouvernementaux.

Hâtes ! Au sud du Sahara, des milliers de prisonniers politiques commencent une nouvelle année de détention, sans espoir de jugement. Qu'il s'agisse des anciens présidents Diol Hamani (Niger), Sourou Migan Apithy, Justin Ahomadegbe et Hubert Mege (Bénin), des étudiants centrafricains accusés de « crime de lèse-majesté » par Bokassa I^{er} ou des innombrables bagnards anonymes des gâches de Guinée-Equatoriale, d'Ouganda, d'Ethiopie, sans oublier ceux qui sont au sein de l'administration pénitentiaire blanche en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodésie.

République Sud-Africaine

« JE REVIENDRAI QUAND MON PAYS AURA CHANGÉ DE RÉGIME »

Le journaliste sud-africain Donald Woods, en résidence surveillée depuis le 19 novembre à East-Lothian, est arrivé, avec sa famille, samedi 21 décembre, à Blancpain, capitale du Lesotho, après une fuite rocambolesque. Le gouvernement britannique a décidé de lui accorder le droit d'asile.

M. Woods, ancien directeur et rédacteur en chef du «Daily Dispatch» et champion de la cause anti-apartheid, était assigné à résidence par les autorités sud-africaines qui lui reprochaient notamment ses accusations publiques contre le ministre de la justice, M. Jimmy Kruger, après la mort suspecte, en prison, de son ami, le militant africain Steve Biko.

Après avoir tâté en noir ses cheveux blancs, s'être affublé d'une moustache et d'une paire de lunettes à grosse monture, le sud-africain méconnaissable, M. Woods gagna en auto-stop le bantoustan du Transkei, où il retrouva sa femme et ses cinq enfants qui avaient ouvert leur petit chez-soi à East-Lothian. Il franchit ensuite, seul, à la nage, la rivière séparant le Transkei du Lesotho.

Avant de quitter son pays, M. Woods avait laissé, bien en évidence sur son bureau, une lettre adressée au directeur du «Daily Dispatch», où il déclarait : « Ceci est ma démission. Je reviendrai dans mon pays lorsqu'il aura changé de régime. » Il y a un mois, l'un des fils du journaliste avait reçu, au domicile de la famille Woods, un colis contenant un T-shirt imprimé d'un soleil qui avait sérieusement brûlé l'enfant. Une enquête a montré que l'attestation était le fait de deux « officiers » dont les noms n'ont toutefois pas été révélés. Cet attentat avait décidé M. Woods à s'exiler.

• SELON LE JOURNAL «SUNDAY TIMES» de Johannesburg, un commerçant sud-africain d'origine indienne, Moonsamy Pillay, est mort le jour de Noël en prison, après avoir été maltraité par les policiers.

Canada

LE QUÉBEC ACCUEILLE CALMEMENT LES DÉCLARATIONS DE M. TRUDEAU SUR L'INDÉPENDANCE

De notre correspondant

Montréal. — La presse étrangère a-t-elle accordé une importance excessive aux propos tenus le 1^{er} janvier par M. Trudeau, premier ministre fédéral, au cours d'une interview télévisée sur une chaîne anglophone ? Le premier ministre du Canada évoquait la possibilité d'un recours à l'armée au cas où le Québec déclarerait « l'indépendance » (le Monde du 3 janvier). S'il l'a fait, c'est après avoir été poussé dans ses derniers retranchements par le journaliste qui lui demandait quelle serait son attitude au cas où le gouvernement québécois « bloquerait le courrier ou couperait les aéroports fédéraux ».

M. Trudeau a alors dit sérieusement qu'une telle perspective lui paraissait tout à fait hypothétique, mais qu'il n'hésiterait pas, le cas échéant, à manifester la même fermeté qu'en 1976 lorsqu'il fit le Québec sous la tutelle de l'armée canadienne pour lutter contre les actions terroristes du Front de libération du Québec. Au demeurant, ajoutait-il aussitôt, le parti québécois est un parti démocratiquement parvenu au pouvoir par des moyens légaux et respectueux jusqu'à présent de la légalité. M. Trudeau s'est refusé en outre à suivre son interlocuteur lorsque celui-ci a soutenu que la sécession d'une province était par définition illégale puisque rien ne l'autorisait dans les textes constitutionnels canadiens. Rien ne l'interdit non plus, a répondu en substance M. Trudeau, en faisant remarquer « qu'il n'y avait pas à l'origine en Grande-Bretagne de loi autorisant une colonie à se séparer ». Mais il a répété une nouvelle fois à ce propos que l'indépendance du Québec ne pouvait être selon lui un acte unilatéral. Il faudrait que celle-ci soit négociée avec le gouvernement fédéral si les Québécois se prononçaient un jour massivement en sa faveur.

Confirmant ses précédentes prises de position, il a laissé entendre qu'il démissionnerait plutôt que d'être le premier ministre fédéral à négocier l'indépendance du Québec. Ces propos, qui n'ont été de très nouveau, sont tombés au Québec dans l'indifférence tranquille qu'engendre la trêve des confusions.

ALAIN-MARIE CARRON.

Chili

Un quotidien espagnol publie la lettre d'un membre de la junte hostile au référendum du 4 janvier

M. Eduardo Frei, président du Chili de 1964 à 1970, leader de la démocratie chrétienne (disqualifié par la junte), a condamné le référendum qui doit avoir lieu mercredi 4 janvier, au cours d'une conférence de presse à son domicile, lundi, à Santiago. Cette consultation est organisée, a expliqué M. Frei, alors que « l'état de siège est toujours en vigueur, que les libertés individuelles sont restreintes et qu'il n'existe aucune véritable liberté d'expression ni de réunion ». Le référendum est illégal par rapport aux dispositions constitutionnelles imposées par la

junte elle-même, a précisé l'ancien président. La démocratie chrétienne avait déjà appelé à voter « non » (« le Monde » du 28 décembre).

Le nouveau « contrôleur général » nommé par le général Pinochet après la mise à la retraite de M. Hector Humeres a ratifié lundi le décret portant sur l'organisation de la consultation. Le général Pinochet a d'autre part affirmé dans un message radiodiffusé qu'il ne poursuivait aucun but personnel en organisant le référendum et qu'il souhaitait seulement « continuer à défendre la dignité du Chili ».

De notre correspondant

Madrid. — Le quotidien madrilène «Diario 16» a publié, le 2 janvier, de larges extraits d'une lettre de quatre pages que le général Gustavo Leigh, un des quatre membres de la junte chilienne (1), aurait adressée le 23 décembre dernier au général Pinochet pour critiquer sa décision d'organiser un référendum le 4 janvier (le Monde du 31 décembre). La lettre reprochait au président chilien d'avoir mis les autres membres de la junte devant la fait accompli. Elle expliquait que la général Leigh, ainsi qu'un autre membre de la junte, non nommé (2), s'opposait au référendum parce qu'il susciterait des doutes dans l'opinion publique, qu'il est contraire aux normes que la gouvernance militaire a lui-même établies et qu'il est destiné à précipiter le pouvoir d'un seul homme.

La rédaction du journal nous a déclaré qu'elle n'a en sa possession aucune photocopie de l'original, portant la signature du général Leigh. Elle indique qu'elle en a vérifié la vraisemblance auprès de ses sources chiliennes habituelles.

Il est évidemment difficile — sinon impossible — de savoir comment une telle fuite a pu s'opérer et de dire avec certitude que ce document n'est pas un faux destiné à confirmer les assertions de l'opposition quant aux divergences au sein de la junte à propos du référendum.

La lettre se présente comme l'exposé de la « position des forces armées » (dont le général Leigh est le commandant en chef) à propos de la consultation nationale du 4 janvier :

« C'est seulement à 18 heures, le mardi 20 décembre, que Votre Excellence a fait connaître, au commandant en chef, le signal de cette lettre, sa décision de convoquer les citoyens chiliens à un référendum ou à une consultation pour qu'ils se prononcent sur le vote des Nations unies condamnant notre pays, écrit l'auteur du document. Aussitôt, le vous ai exprimé mes inquiétudes à ce sujet. Néanmoins, Votre Excel-

lence a convoqué les membres de la junte pour le jour suivant, mercredi 21, à 9 heures, afin que nous assistions à l'enregistrement du discours dont nous ignorions alors la contenu — qui serait transmis à ce même jour, à 22 heures, à tout le pays. C'est seulement à ce moment-là que j'ai pu connaître les intentions concrètes de Votre Excellence... »

« Quel que soit le résultat du vote, poursuit la lettre (...), nous ne pourrions éviter les doutes et les suspicions que la procédure employée suscite au Chili et à l'étranger, et pour cela même nous ne pourrions éviter les conséquences qu'entraînerait une telle perte de prestige (...). Aussi est-ce la défense de notre honneur et de notre dignité qui nous contraint, en premier lieu, à repousser la célébration du référendum annoncé. »

Après avoir rappelé les objectifs du coup d'Etat du 11 septembre 1973, l'auteur du document poursuit : « Nous ne refusons pas les consultations nationales quand celles-ci portent sur des problèmes fondamentaux d'ordre constitutionnel, pour la solution desquels il est nécessaire de connaître l'orientation donnée par la majorité du peuple. Mais nous repoussons les référendums de caractère plébiscitaire, propre des gouvernements de type personnel qui, certes, ont besoin de se faire plébisciter, mais ne sont ni caractéristiques ni dignes d'un gouvernement militaire institutionnel comme le nôtre. »

« La base fondamentale du gouvernement militaire consiste dans son caractère institutionnel. C'est-à-dire que nous ne sommes pas en présence d'un gouvernement de quatre personnes mais d'un gouvernement de quatre institutions. C'est pour cette raison que la junte ne réside en aucun d'entre nous, il réside dans la junte de gouvernement (...). »

« On ne peut pas oublier que nous nous sommes engagés à respecter les institutions que nous avons nous-mêmes établies. Néanmoins, Votre Excellence a organisé un référendum malgré l'opposition de deux membres de la junte. Ainsi, Votre Excellence a violé les statuts de la junte de gouvernement et s'est placée en marge. Les conséquences qui peuvent en découler seront donc de votre entière responsabilité. »

La document développe un autre argument : un référendum qui porte sur un vote des Nations unies traitant de la politique et de l'administration internes du Chili est « un grave attentat à l'indépendance du Chili, dans la mesure où il limite de lui-même le souveraineté interne du pays, en subordonnant la direction de son gouvernement à des accords conclus par des nations étrangères ».

La fin de la lettre est un rappel de la loyauté des forces armées chiliennes depuis le 11 septembre 1973, « loyauté qui nous oblige aujourd'hui, pour défendre la prestige du gouvernement et particulièrement celui de Votre Excellence, à vous montrer l'inopportunité d'une consultation qui contredit les fondements et les principes de notre action civique (...) ».

CHARLES VANHECKE.

(1) Le général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre ; l'amiral José Merino, commandant en chef de la marine ; le général Gustavo Leigh, commandant en chef de l'armée de terre ; le général Cesar Mendoza, commandant en chef des carabiniers.

(2) Il s'agit vraisemblablement de l'amiral José Merino. — (N. D. L. R.)

CORRESPONDANCE

Le rôle du contrôleur général

M. François Julien-Laferrère, maître assistant à l'université de Lille-II, nous écrit à propos du rôle du contrôleur général du Chili à la suite de la mise à la retraite de ce poste.

M. Hector Humeres, qui avait fugué illégalement le décret du général Pinochet sur le référendum du 4 janvier.

Dans vos numéros datés 30 décembre et 31 décembre 1977, vous avez, à deux reprises, assimilé le contrôleur général du Chili au président du Conseil constitutionnel français.

Avant de soutenir une thèse sur « La contrôlerie générale en Amérique latine » à l'université de Paris-II, je me permets de vous apporter des précisions suivantes :

La contrôlerie générale chilienne est un organisme qui n'a sans doute aucun équivalent à l'étranger. Elle joue, à la fois, et particulièrement, le rôle dévolu en France au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes, mais non au Conseil constitutionnel.

En effet, d'une part, le contrôleur général appose son visa sur tous les décrets et arrêtés ministériels, le refus de visa empêchant la mise en vigueur des actes administratifs. D'autre part, il tient la comptabilité de la nation et établit le rapport annuel des finances publiques. Mais en aucun cas il ne peut, comme le Conseil constitutionnel français, empêcher la promulgation d'une loi non conforme à la Constitution. Son intervention en ce domaine se limite à allouer une indemnité, sur leur demande, aux administrés auxquels l'application d'une loi contraire à la Constitution causerait un dommage.

Le contrôleur général jouit de l'immovibilité et ne peut être démis de ses fonctions que par une décision de la Cour suprême ou du Parlement, pour « manquement grave à ses devoirs » et dans les mêmes formes que les membres de la Cour suprême.

C'est évidemment la nécessité d'un accord — hypothétique — de la Cour suprême (le Parlement ayant été dissous en septembre 1973) pour pouvoir prononcer la destitution du contrôleur général qui a amené le général Pinochet à décider sa mise à la retraite en violation des règles du statut des fonctionnaires et de la Constitution.

MERCREDI 4
JEUDI 5 JANVIER
(de 9 h 30 à 19 h).

Soldes

LA BOUTIQUE
DANOISE

42, avenue de Friedland
75008 PARIS

meubles-tapis-tissus
luminaires - vaisselle

BONS D'EPARGNE ECUREUIL

GROUPEMENT REGIONAL D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE REGION PARISIENNE

5000 F Bon d'Épargne 5 ANS

A INTERET PROGRESSIF

Emis en partie

59.11

N° 0.000.000

à cinq ans de date

LE GROUPEMENT REGIONAL D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE REGION PARISIENNE (S.A. 20 78 2 2000) paiera la somme de CINQ MILLE FRANCS

Payable dans toutes les CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

- La simplicité d'une formule qui vous laisse maître de votre épargne.
- La sécurité d'un placement Caisse d'Épargne.
- La discrétion d'un titre au porteur.
- Des intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans garantis par un barème remis à chaque souscripteur.
- Une rentabilité sur 5 ans calculée sur la base d'un taux actuariel brut de 9,75 % l'an.

Caisse d'Épargne Ecureuil

DU MERCREDI 4 AU SAMEDI 7 JANVIER

SOLDES

NOUVEAUTE, FEMMES
ET ENFANTS, SOUS-SOL
ET RAYONS D'AMEUBLEMENT

AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER.

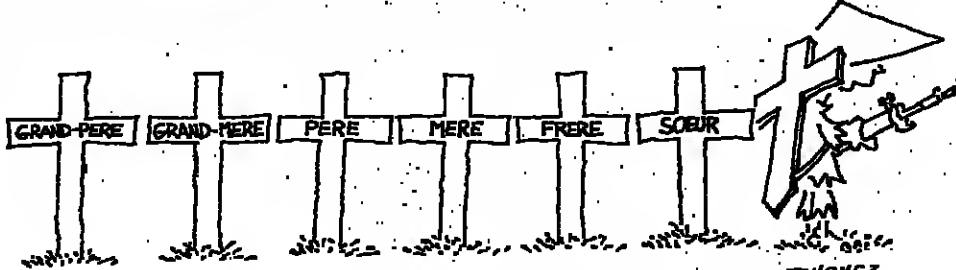
ASIE

LE CONFLIT INDOCHINOIS

Phnom-Penh pose en préalable à toute négociation le retrait des troupes vietnamiennes « d'occupation »

Le Cambodge a annoncé mardi 3 janvier qu'il refuserait de négocier avec Hanoi, aussi longtemps que des troupes vietnamiennes occuperaient son territoire. L'incertitude demeure tant sur les régions que Phnom-Penh considère comme relevant de son autorité que sur l'ampleur réelle des combats. Le quotidien du parti communiste vietnamien « Nhan Dan », qualifié mardi des Khmers rouges de « réactionnaires ». L'ambassadeur du Cambodge à

Hanoi est arrivé à Pékin où il restera « quelques jours ». A Paris, le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a « déploré les combats qui reprennent dans cette région du monde », « quel que soit le jugement que nous avons porté sur le régime cambodgien ». En Corée du Nord, l'agence officielle de presse a fait état d'une lettre adressée par le premier ministre cambodgien au président Kim Il Sung.



(Dessin de CHENEZ.)

Bangkok. — Le Cambodge a exigé, mardi 3 janvier, dans un communiqué diffusé par Radio Phnom-Penh, le retrait immédiat et total des troupes vietnamiennes qui se trouveraient sur son territoire, comme préalable à toute négociation. Si des unités vietnamiennes se trouvent effectivement sur le sol khmer jusqu'où ont-elles pénétré? Occupent-elles au sens propre des

De notre correspondant

portions de territoire? Poursuivent-elles leur progression? Autant de questions auxquelles il est pour le moment pratiquement impossible de répondre. D'autre part, lorsqu'il emploie l'expression de « territoire cambodgien », le régime de Phnom-Penh se conforme-t-il au tracé

frontalier hérité de l'époque coloniale ou bien y inclut-il implicitement des régions qu'il revendique comme lui appartenant de droit mais qui restent situées à l'intérieur des frontières du Vietnam? Trois jours après les graves accusations lancées par M. Kien Samphan, chef de l'Etat du Cambodge, rien ne permet de partir de Bangkok de confirmer certaines informations de presse sur la prise imminente de Phnom-Penh par les troupes de Hanoi. Selon ces mêmes informations, les Vietnamiens procéderaient alors à l'installation d'un « gouvernement ».

Rien ne vient non plus étayer les affirmations attribuées à des « sources militaires occidentales » selon lesquelles « pratiquement toute la partie du Cambodge située à l'est du Mékong » (soit le tiers du territoire) serait coupée du reste du pays par les Vietnamiens. Du temps de la guerre contre les Etats-Unis, les Nord-Vietnamiens ont contrôlé en fait certaines régions orientales du Cambodge, par où passait le réseau des pistes Ho-Chi-Minh. Cependant, on voit mal aujourd'hui l'intérêt stratégique de mobiliser les effectifs qui devraient être considérables pour occuper ces régions de hauts plateaux couverts de jungle et bien peu peuplés. De telles informations semblent être le reflet, voire le prolongement incertain des déclarations cambodgiennes.

Si le Vietnam avait effectivement décidé de prendre le risque de porter le conflit au Cambodge pour y installer un « gouvernement »... Il avait depuis longtemps les moyens militaires (sauf peut-être en cas d'intervention de la Chine aux côtés de Phnom-Penh) pour mener à bien une telle opération. Mais les Vietnamiens, de parvenus très rapidement à ses fins. Pourquoi le vouerait-il à l'abandon plus qu'à l'occupation?

Les informations dramatiques qui laissent entrevoir une annexion pure et simple du Cambodge par son voisin font d'autre part peu de cas des propos apaisants tenus par les Vietnamiens dès samedi dernier et leur offre d'une négociation immédiate. De même tiennent-ils compte du contexte international et de celui qui prévaut dans la région du Sud-Est asiatique.

Le ministre des affaires étrangères de Hanoi, M. Nguyen Duy Trinh, est, ce mardi, en Malaisie. Il était, lundi, à Djakarta. Il sera mercredi aux Philippines et jeudi en Thaïlande. Ce nouvel effort diplomatique des dirigeants du pays de l'ASEAN (1) leur enlève tout espoir de voir les Vietnamiens et accusés de nourrir des projets de pacte militaire et remarquable. Sans doute vise-t-il à faire pièce à la récente offensive diplomatique de Phnom-Penh, apparemment poussée par Pékin, en direction des mêmes capitales non communistes. Mais il est aussi remarquable que le ministre des affaires étrangères du Vietnam n'ait pas même jugé nécessaire d'interrompre sa tournée après les frénétiques accusations cambodgiennes.

Ce ne sont là que quelques éléments qui peuvent être mis en évidence pour aider à mesurer le conflit en perspective. La situation n'en reste pas moins très obscure sur le terrain.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Association des nations du sud-est asiatique : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

INDONÉSIE : la révolte des Papous

II. — LA DESTRUCTION D'UNE CULTURE

par TONI MELLIVE

Les Papous de l'Irian-Jaya, la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, partie intégrante de l'Indonésie depuis 1963, sont en rébellion (« le Monde » du 3 janvier). Quella est la politique des autorités de Djakarta face à ce problème et quelles sont les chances de succès des combattants pour l'indépendance?

Jayapura. — La campagne électorale qui a eu lieu au printemps 1977 dans toute l'Indonésie a permis au mouvement de libération papou, l'O.P.M., d'exploiter le mécontentement des populations envers le gouvernement central et de déclencher une offensive d'envie. Ce mécontentement est aussi très ancien chez les Papous. Les premiers constats ont été faits par les Indonésiens, mais les premiers succès ont été obtenus par les Papous. Les premiers succès ont été obtenus par les Papous. Les premiers succès ont été obtenus par les Papous.

Les premières années de présence indonésienne en Irian-Jaya furent des années de pénurie.

« Opération caleçon »

Les Indonésiens sont d'un tempérament très prudent. Aussi ont-ils été très rigoureux dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya. Ils ont été très rigoureux dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya. Ils ont été très rigoureux dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya.

Les autorités de Djakarta ont commis les mêmes erreurs que les Indonésiens. Elles ont été très rigoureuses dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya. Elles ont été très rigoureuses dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya. Elles ont été très rigoureuses dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya.

Les responsables indonésiens ont commis les mêmes erreurs que les Indonésiens. Ils ont été très rigoureux dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya. Ils ont été très rigoureux dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya. Ils ont été très rigoureux dans la mise en œuvre de leur plan de développement de la province d'Irian-Jaya.

Inde

Mme Gandhi a provoqué une scission au sein du parti du Congrès

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — A l'issue d'une « convention » tenue à New-Delhi les 1^{er} et 2^e janvier, la faction du Congrès, l'ancienne formation gouvernementale, favorable à Mme Gandhi, a constitué un groupe revendiquant la légitimité du mouvement congressiste qui s'est bien entendu, d'après l'ancien premier ministre pour chef. Cette décision marque le point culminant de la guerre d'usure que se livrent depuis plusieurs mois partis et adversaires de Mme Gandhi. Elle consacre la scission du Congrès.

Les partisans de Mme Gandhi affirment avoir recueilli la « majorité » des voix lors de la dernière convention générale du Congrès — le « Parlement » du parti — mais ils ne fournissent aucun chiffre précis sur le nombre de participants à la « convention ». Ils n'auraient, en fait, réuni qu'un quart des députés nationaux. Sans doute la fille de Nehru tente-t-elle une fois encore de donner un sens politique à sa démarche, en arguant du manque de combativité de la direction du Congrès à l'égard du gouvernement ou en se présentant comme l'unique défenseur des désertés. Mais cela manque mal une volonté désespérée de reconquérir une position dominante. En ne parvenant pas à résister l'opération qui lui avait permis en 1969, au prix d'une rupture dans le parti et avec des raisons politiques plus solides, d'écartier les vieux barons conservateurs (tel que M. Desai, aujourd'hui chef du gouvernement), Mme Gandhi a subi un nouveau et grave revers. Cette fois, n'étant plus en position de force, qu'une minorité de personnalités, anciens chefs de gouvernement locaux, fidèles compagnons ou courtoisiers généralement compromis sous l'état d'urgence, mais elle a réuni que plusieurs honorables commentateurs indiens n'hésitent pas à qualifier de « comportement psychopathe ». Mme Gandhi, écrit un sociologue, M. A. Shourie, souffre

d'un sentiment d'insécurité si grand qu'on peut le qualifier de congénital; ce sentiment, explique M. Shourie dans le magazine *India Today*, a pour racines les doutes qu'il a eus sur sa propre compétence.

En avril, après sa déroute électorale, le Congrès, avec l'appui de Mme Gandhi, s'est donné comme président M. E. Reddy et comme responsable de son groupe parlementaire M. Y. O. Chavan, deux anciens ministres, personnalités routées et influentes. Au fur et à mesure cependant qu'ont été rendus publics les abus de pouvoir commis sous l'état d'urgence, la majorité des membres de la direction du parti, pour la plupart anciens ministres, ont tout naturellement tenté de se démarquer des hauts dirigeants de l'ancien régime. Simultanément, ils se sont efforcés de contraindre les efforts faits par Mme Gandhi pour revenir sur le devant de la scène, avançant que cela ne pourrait qu'affaiblir un peu plus leur formation. Ne pouvant ni rallier à sa cause la direction — dont seulement sept membres sur vingt et un se sont rangés à ses côtés — ni assurer le contrôle de l'appareil, Mme Gandhi a préféré précipiter une rupture. Le 18 décembre, elle a annoncé sa démission du poste de chef du parti, puis elle a ramené ses partisans, dont aucun ne possède une grande influence. Le résultat est « plus qu'une division. C'est l'éclatement défectueux du Congrès en tant que grande organisation homogène nationale », écrit le directeur de l'hebdomadaire *Maitreya*.

Même le parti communiste pro-soviétique, qui apporte son soutien à la politique autoritaire et répressive du précédent gouvernement, fait son autocritique. Invoquant des raisons de santé — il a près de quatre-vingts ans — le président du parti, M. Dange, a démissionné le 30 décembre. En fait, il s'identifiait à la position adoptée par le parti ces deux dernières années et celle-ci est aujourd'hui jugée « mauvaise » par le comité central. Le P.C. orthodoxe ne parvient pas en effet à se remettre du discrédit que cette attitude lui a valu et de l'échec électoral qu'il a subi en mars.

GERARD VIRATTE.

Pour vos
ÉTRENNES:
dans le cadre de sa
LIQUIDATION TOTALE

(par autorisation préfectorale loi du 20 décembre 1968)

BRADLEY'S
furs

18, avenue de l'Opéra, Paris

vous a
réserve un lot
de manteaux de
VISION RANCH 8.900^F
au prix incroyable de **8.900^F**

Nous offrons toujours une collection
extraordinaire de manteaux de
VISION A PARTIR DE
ALLONGÉ 13.900^F
DANS TOUTES LES TAILLES...
ET DANS TOUS LES COLORIS:
BLACKGLAMA, TOURMALINE, BOEUF, ETC.

EGALEMENT:

PRIX SACRIFIÉS SUR
toutes les
Fourrures
«Qualité et Prestige BRADLEY»

ZIBELINE, CHINCHILLA,
BREITSCHWANTZ, PEKAN, ASTRAKAN,
CASTOR, LOUP, RENARD, LYNX,
MARMOTTE, RAT, AGNEAU, LAPIN,
CHAT, ETC...

RAGONDIN, MARTRE, OPOSSUM

TRES BEAU CHOIX DE VETEMENTS

DU SOIR EN MANTEAUX ET CAPES

ouvert de 9h30 à 19 heures

مكتبة من الأصل

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

POINT DE VUE

Pourquoi ce silence ?

par VICTOR LEDUC (*)

Il y a un peu plus d'un mois, le bureau national du P.S.U. envoyait à la direction du parti socialiste une adresse dans laquelle il exprimait ses regrets de n'avoir pu établir de relations avec ce parti. Il demandait que s'instaure entre nos deux organisations un débat sur les grandes questions que se posent les travailleurs et sur le sens des aspirations qui se font jour dans le mouvement des femmes, des écologistes et des minorités nationales, auxquelles un gouvernement de gauche aurait à répondre. Non seulement nous n'avons pas eu la moindre réponse, mais encore nous avons de fortes raisons de croire que les membres du comité directeur du parti socialiste n'ont pas été saisis de notre démarche.

Une telle attitude, particulièrement dans le contexte politique actuel, soulève un certain nombre de problèmes. Le parti socialiste unifié tient dans le combat politique une place spécifique, que reconnaissent l'ensemble des autres organisations du mouvement ouvrier et démocratique. Dans les derniers mois, tour à tour, le parti communiste français, la C.F.D.T., la C.G.T., la F.E.N. ont tenu des débats et des rencontres avec le P.S.U. sur les problèmes que pose la situation de la gauche, comme sur les objectifs que se proposent les uns et les autres.

Si le P.S.U. est considéré par ces organisations comme un partenaire avec lequel il est utile de dialoguer et, le cas échéant, de unir, c'est parce qu'elles savent que, même si le chiffre de ses adhérents et ses pourcentages électoraux sont relativement modestes, il dispose d'un capital appréciable de militants présents dans toutes les actions significatives, de L.P. aux syndicats de soldats et jouant un rôle moteur dans les mouvements

socials qui ont l'autogestion pour horizon. Le parti socialiste se réclame lui aussi de l'autogestion et, tout récemment, le parti communiste lui-même. Le P.S.U. ne songe nullement à se plaindre de n'avoir plus, avec la C.F.D.T., le monopole du discours autogestionnaire. Il souhaite même que, au-delà du discours, se généralise une pratique qu'il continue d'être le seul, au plan politique, à promouvoir. Mais, entre forces qui se veulent autogestionnaires, l'échange d'expériences, l'approfondissement théorique et l'action commune ne sont-ils pas indispensables ? L'attitude négative du parti socialiste à cet égard pose un problème à bien des militants attachés à la cause de l'autogestion.

Mais il semble que la direction du parti socialiste ait choisi de nier l'existence du P.S.U. Pour comprendre ce parti pris, il faut remonter aux assises du socialisme qui se tinrent peu après l'élection présidentielle de 1974. Michel Rocard et ses amis, qui tentèrent d'entraîner le P.S.U. dans cette opération, c'est-à-dire dans l'intégration au sein du P.S., furent battus à une substantielle majorité. Le P.S.U. continua de vivre et d'agir en tant que force politique autonome aux côtés des autres partis de gauche et des formations d'extrême gauche.

Cette permanence d'une force politique autogestionnaire, révolutionnaire et unitaire résolument opposée tant à la social-démocratie qu'au stalinisme paraît gênante à plus d'un, et pas seulement au parti socialiste. Mais c'est de ce côté qu'on trouve le plus de résistance à admettre les faits, et l'on peut constater au cours de ces années une grande opacité dans la politique de

silence à l'égard du P.S.U. dont l'on s'efforçait d'effacer toute trace, tout signe de vie dans les moyens d'expression, où le parti socialiste dispose de quelque influence. Le P.S.U. ? Un mort ou un moribond. Telle est la vision que l'on s'emploie à accrédi- ter.

N'est-ce pas Michel Rocard qui, refusant la présence de candidats P.S.U. sur la liste d'Union de la gauche de Confians-Sainte-Honorine, déclarait : « On ne ressuscite pas un cadavre » ?

A persister dans cet ostracisme, le parti socialiste risque d'être la seule organisation de la gauche à vouloir ignorer le P.S.U. Il ferait ainsi naître une interrogation sur ses choix politiques réels. Car s'il a pour objectif la reconstruction de l'unité de la gauche, on ne comprend pas pourquoi il évite d'entrer en rapport avec une organisation qui, tout en poursuivant un débat politique avec le parti communiste, s'efforce d'engager avec lui des discussions de même type, afin d'aboutir à un constat de convergences sans dissimuler des divergences. Comment, la direction du parti socialiste ne voit-elle pas qu'il y a là une voie à explorer dans la recherche de l'unité et, si elle le voit, pourquoi s'est-elle jusqu'à présent refusée à l'emprunter ?

En prolongeant ce silence, le parti socialiste ne témoignerait-il de son caractère autogestionnaire ni de sa volonté unitaire.

M. Raymond Barre sera lundi 9 janvier, à 19 heures, l'invité du Club de la presse d'Europe 1. Le premier ministre commentera notamment les « objectifs d'action » qu'il doit présenter le samedi 11 janvier, à Blois.

L'Union des gauchistes de progrès (U.G.P., gauchistes d'opposition) que dirigent notamment MM. François Binoche, Jacques Dedu-Bridel et Dominique Gallet, après avoir dénoncé « la politique de conservation sociale et de renouveau national de la majorité », et rappelé que « un dialogue fructueux a été engagé avec la gauche », a lancé un appel, lundi 2 janvier, à « tous les gauchistes authentiques » pour qu'ils rejoignent l'U.G.P. dans une « véritable résistance ». L'U.G.P. a ajouté : « Derrière le péril grandissant de la domination germano-américaine existent les bases d'un grand rassemblement populaire. »

MORT DE M. PIERRE GAUDIN SÉNATEUR DU VAR

Nous apprenons le décès de M. Pierre Gaudin, sénateur du Var (P.S.), ancien député, maire du Luc, survenu le lundi 2 janvier. Il sera remplacé à la Haute Assemblée par son suppléant, M. Maurice Janetti, conseiller général, maire de Saint-Julien. (Né le 15 février 1913 à Fréjus (Var), M. Pierre Gaudin, agriculteur, était, depuis 1955, conseiller général du canton du Luc, commune où il a exercé les fonctions de premier adjoint de 1947 à 1959, date à laquelle il était devenu maire. En 1974, pour protester contre le transfert de la préfecture du Var de Orange à Toulon, il avait donné sa démission de maire, il avait été réélu quelques semaines plus tard. Pierre Gaudin, qui représentait la dernière circonscription du Var (Saignes-Orange) depuis 1962 à l'Assemblée nationale, dont il a été l'un des vice-présidents (1973-1975), avait été élu sénateur le 25 septembre dernier.)

A PARIS

LES LISTES ÉLECTORALES POURRONT ÊTRE CONSULTÉES DU 10 AU 20 JANVIER

Dans chaque arrondissement de Paris, les listes électorales dressées par les commissions administratives compétentes — et comprenant les tableaux des additions et des radiations opérées par ces commissions du 1^{er} septembre au 31 décembre 1977 — seront, à partir du 10 janvier, déposées à la mairie annexe de l'arrondissement où les électeurs intéressés peuvent en prendre connaissance jusqu'au 20 janvier inclus.

Le samedi 14 janvier, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; les autres jours ouvrables, aux heures normales d'ouverture des bureaux, c'est-à-dire de 9 heures à 18 heures.

Les décisions des commissions administratives, ainsi rendues publiques le 10 janvier, peuvent, jusqu'au 20 janvier inclus, samedi et dimanche exceptés, faire l'objet d'un recours devant le juge du tribunal d'instance de l'arrondissement, aux fins d'inscription d'électeurs omis, de radiations ou de rectifications d'erreurs matérielles (art. L. 25 du code électoral).

Ces réclamations sont formées par simple déclaration au greffe de ce tribunal.

MAINE-ET-LOIRE. — Candidat dans la troisième circonscription, M. Edmond Alphandery nous indique qu'il est soutenu par le C.D.S. bien que n'adhérant pas à la formation centriste. (Le Monde du 29 décembre.)

VENDEE. — A la suite de l'information parue dans le Monde du 31 décembre concernant « l'accord tacite » conclu, dans la première circonscription, entre MM. Paul Caillaud (R.P.), député sortant, et Alain Chenot (R.P.), ce dernier nous précise : « La négociation a été menée en accord avec les instances nationales du R.P.R. L'accord conclu reste, bien entendu, soumis à leur ratification puisque ces instances sont seules compétentes pour décider, en dernier ressort, des retraites de candidatures. »

Le travail des députés

« LA LETTRE DE LA NATION » CRITIQUE L'ENQUÊTE DU « POINT »

La lettre de la Nation datée 3 janvier 1978 juge « plus que contestable » l'enquête réalisée par l'Institut de mesures de l'activité parlementaire (I.M.A.P.) publiée par l'hebdomadaire Le Point (le Monde daté 1^{er}-2 janvier).

Le bulletin du R.P.R. écrit notamment : « A aucun moment cette enquête n'a fait apparaître le travail, généralement considérable, accompli par le député dans sa circonscription, ou bien auprès des administrations. Il est d'ailleurs symptomatique de voir que les députés placés en bas du classement sont souvent des parlementaires confortablement rétribués depuis quatre ou cinq législatures. Cette enquête présente un caractère nocif à deux mois des élections législatives dans la mesure où ce classement est arbitraire et où un certain nombre d'électeurs, peu informés des modalités du travail parlementaire, peuvent s'y laisser prendre. »

Certes, ce genre de pratique est monnaie courante aux Etats-Unis, mais ce n'est certainement pas une raison suffisante et valable pour l'adopter en France. »

Le mouvement des rapatriés du RECOURS prépare sa campagne contre les candidats de la majorité

Les dirigeants du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) doivent rencontrer prochainement plusieurs représentants du P.S. auxquels ils demanderont des engagements précis sur ce que fera leur parti en faveur des rapatriés, s'il parvient au pouvoir au terme des prochaines élections.

Le P.S. venant de déposer une proposition de loi d'indemnisation, ils souhaitent obtenir des éclaircissements sur son éventuelle application, compte tenu de la nouvelle loi adoptée par le Parlement. « Cette loi n'étant qu'un mitige pour les trois quarts des rapatriés, ainsi que l'ont souligné, à l'unanimité, toutes les associations et la plupart des députés et sénateurs, déclare M. Jacques Roseau, porte-parole du RECOURS, il est évident que si nous obtenions de l'opposition des assurances claires et précises sur la résouture de notre dossier après les élections, nous appellerions les rapatriés à sanctionner la majorité, qui a fait définitivement la preuve de son incapacité à régler notre problème. Nous leur demanderions de favoriser l'alternance politique en espérant que les partis de gauche, s'ils arrivent au pouvoir, auront se montrer plus conséquents et plus justes. »

Les rapatriés d'Afrique du Nord peuvent jouer un rôle déterminant dans vingt-six circonscriptions où ils sont assez nombreux. C'est ainsi qu'avec respectivement 15 000, 4 000 et 17 000 électeurs dans les troisième, quatrième et cinquième circonscriptions des Alpes-Maritimes, ils sont en mesure d'assurer la réélection ou l'échec de MM. Fernand Icart (P.R.), élu en 1973 avec 4 507 voix d'avance sur le candidat de la gauche, Emmanuel Aubert (R.P.), élu avec 2 552 voix d'avance, et Bernard Cornut-Gentille (non inscrit), qui l'avait emporté de 6 000 voix.

Dans les Bouches-du-Rhône, les 14 000 rapatriés de la première circonscription pourraient créer des difficultés à M. Joseph Comiti (R.P.), qui, en 1973, avait battu son rival socialiste de 3 622 voix, et, en revanche, ils pourraient assurer la réélection, dans la deuxième circonscription, de M. Charles Loo (P.S.), qui avait devancé de 1 200 voix le candidat de la majorité.

A Toulouse, dans la deuxième circonscription de la Haute-Garonne, les 8 000 « pieds-noirs » peuvent faire la différence entre l'opposition et le maire, M. Pierre Baudis (app. P.R.), député sortant, qui avait été réélu, il y a quatre ans, à 569 voix de majorité.

Dans la cinquième circonscription de la Gironde, M. Aymer Achille-Fould (rad.), élu avec 1 991 voix d'avance, ne peut se permettre de négliger les 1 500 électeurs rapatriés de même que M. Robert Boulin (R.P.), dans la neuvième, où l'on compte deux mille « pieds-noirs », alors qu'il avait obtenu sa victoire avec un écart de 1 548 voix par rapport à son principal rival de gauche.

Parmi les autres sièges dont l'attribution pourrait dépendre du vote des rapatriés figurent, notamment, selon le « pointage » du RECOURS, ceux de quatorze membres de la majorité, MM. Jean Paget (rad. Gers), Jean-Marie Commenay (app. rad. Landes), Edouard Schöbessing (rad. Lot-et-Garonne), Paul Alouy (app. rad. Pyrénées - Orientales), Henri Guillemin (R.P., Rhône), Jacques Limoux (R.P., Tarn).

Jean Bonhomme (app. R.P., Tarn-et-Garonne), Jacques Béna (R.P., Vaucluse), Jacques Médéric (P.R., Alpes-Maritimes), Pierre Savatier (app. R.P., Alpes-Maritimes), Raymond Rethoré (app. R.P., Charente), Roger Chénaut (P.R., Paris), Jacques Dominati (P.R., Paris), Claude Labbé (R.P., Haute-de-Seine) et ceux de quatre membres de l'opposition, MM. Jean Laborde (P.S., Gers), Georges Frèche (P.S., Hérault), André Lebarrière (P.S., Pyrénées-Alpes) et Francis Leenhardt (P.S., Vaucluse), qui ne se représentent pas.

Ne doutant pas d'obtenir les assurances qu'il demande, le mouvement du RECOURS se propose de mener contre la majorité une campagne électorale très active par voie d'affichage et par l'organisation de nombreuses réunions publiques afin de « mobiliser » l'électorat rapatrié.

Le P.S. prend l'engagement d'une négociation en cas de victoire de la gauche

Sans attendre la réunion qui doit avoir lieu le mois prochain, M. Jacques Riba, rapporteur spécial du P.S., a répondu favorablement à la demande des rapatriés. Il souligne notamment que la proposition de loi déposée par son parti est « fondée, en ce qui concerne l'indemnisation, sur une réparation immédiate et intégrale des pertes subies, avec réinvestissement dans les secteurs à stimuler de l'économie nationale. » M. Riba ajoute : « Si les élections permettaient à la gauche d'accéder aux responsabilités gouvernementales, le P.S. prend l'engagement d'ouvrir une négociation avec les rapatriés, sur la base de ce texte, pour chercher avec eux à mettre un point final au drame de ces Français qui ont trop souffert et à sceller leur réconciliation définitive avec le pays. »

Six associations de rapatriés : l'ANFANOMA, France-Afrique, le C.N.P.I., le RANFRAN, le M.A.F.A. et le F.A.V.E., demandent au gouvernement de publier « sans tarder » les textes d'application relatifs au décret du 7 septembre sur l'aménagement des prêts à la réinstallation et à la loi d'indemnisation. Elles rappellent également « la nécessité de relancer la commission de concertation sur les retraites privées ».

CORRESPONDANCE

Les positions du groupe « le Communiste »

A la suite de l'article intitulé « Le P.C.F. et la ligne italienne », paru dans le Monde du 24 décembre, et dans lequel nous écrivions que les militants communistes opposés au groupe « le Communiste » autour du journal le Communiste sont des tenants d'une orthodoxie néo-stalinienne, M. Matthieu Corvin, animateur de ce bulletin, nous écrit :

Cette qualification est purement mensongère et contraire à la plus élémentaire vérité historique. Nous vous rappelons que notre journal a été créé, notamment, par des militants de la IV^e Internationale ayant rompu avec cette organisation pour reconnaître le parti communiste français comme le leur.

Nous vous rappelons que notre journal a toujours affirmé sa condamnation de la ligne opportuniste telle qu'elle s'est manifestée du temps de Staline dans le mouvement communiste international et des crimes qu'elle a engendrés. De la même manière, nous combattons l'opportunisme tel qu'il se perpétue aujourd'hui sous d'autres formes, tout particulièrement dans le parti communiste français.

C'est si vrai que c'est bien la première fois, depuis nos vingt-cinq ans d'existence, que votre journal utilise ce terme à notre

encontre. Or nous n'avons pas, que nous sachions, modifié notre ligne dans la dernière période.

Alors faut-il croire que le fait de ne pas hurler avec les loups contre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes suffit pour nous accrocher l'étiquette « stalinienne » ?

Effectivement, et cela est vrai depuis notre fondation, nous sommes profondément attachés aux conquêtes du mouvement ouvrier dans le monde et, a fortiori, aux Etats socialistes comme aux acquis communistes des diverses classes ouvrières. Voilà qui est élémentaire pour qui lutte pour la révolution en France et, donc, pour les communistes révolutionnaires que sont les militants regroupés autour de notre journal.

Il est vrai qu'à l'origine le groupe « le Communiste » a été fondé par d'anciens trotskistes, il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui il s'attache à défendre la politique des Etats socialistes, et notamment de l'Union soviétique, ainsi que le reconnaît d'ailleurs M. Corvin. Il reprend intégralement dans son journal certains des articles de la presse soviétique condamnant la politique du parti communiste français. C'est donc par référence à ce qu'est aujourd'hui la politique du P.S.S. que nous avons cru pouvoir parler d'une « orthodoxie néo-stalinienne ». — T.P.]

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offrir un dossier complet sur :

LES PRIX ET L'INFLATION

Envoyer 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Jusqu'au 10 janvier.

SOLDES

Dans tous les rayons.

Printemps

Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie
Brummeil Rosny 2/Entrepôt de Fleury-St-Denis.

L'espérance de vie vers de nouvelles limites

Une certaine confusion règne depuis quelques années dans les idées concernant le bien-être des soins médicaux sur la santé. L'origine de ce doute tient en particulier dans l'affirmation, formulée parfois comme une accusation, qu'il n'existerait pas de corrélation entre la quantité de soins consommés et l'état de santé des populations, tel qu'il se reflète dans les indicateurs nationaux de mortalité ou de longévité.

En particulier, l'observation d'une stagnation pendant quelques années de l'espérance de vie aux États-Unis — considérée comme le modèle des pays industrialisés — a fait naître une critique fondamentale sur le bien-fondé de la croissance de la consommation de médicaments et de soins médicaux.

Or on sait maintenant (le Monde du 14 septembre) que des statistiques américaines récentes et indiscutables montrent une reprise spectaculaire de l'allongement de l'espérance de vie, due à la baisse de la mortalité générale et plus particulièrement à celle des maladies cardio-vasculaires (crises cardiaques et attaques). Plus précisément, c'est le groupe dont l'espérance de vie était restée stable depuis cinquante années, c'est-à-dire celui des hommes de quarante-cinq à cinquante-cinq ans, qui bénéficie des progrès les plus tangibles : entre 1963 et 1975, la mortalité par maladies ischémiques cardiaques a régulièrement diminué de 2,5 % par an (pour atteindre une diminution de 30 % au total depuis 1964) ; tandis que

celui des décès par accident vasculaire cérébral diminuait de 3 % par an pour le groupe d'âge de soixante-cinq à soixante-quinze ans.

Par le nombre de personnes concernées (un million de décès pour causes cardio-vasculaires en moyenne aux États-Unis, par an, jusqu'en 1975), ces progrès permettent largement de compenser l'augmentation de la mortalité par le cancer du poumon, dont le taux a été multiplié par quatre en quinze ans, et expliquent un allongement sensible de la longévité moyenne. Au total, l'espérance de vie globale aux États-Unis est passée de 70,4 années en 1970, à 72,8 en 1976, ce qui représente la plus forte taux de croissance jamais observé dans ce pays.

Comment peut-on expliquer cette nouvelle tendance ? On pourrait être tenté d'y voir un démenti formel à ceux qui mettaient en doute l'efficacité des techniques médicales. Mais peut-on avec certitude établir un lien causal entre certains progrès de la médecine et ces résultats ? D'autres facteurs, qui dépendent du mode de vie plus que de la profession médicale, doivent-ils être invoqués ? Enfin, ces résultats encourageants au sens de la santé publique peuvent-ils être espérés en France, et quelles conséquences peut-on en attendre ? Tel est l'objet du débat que permettront d'ouvrir les nouvelles données relatives à l'espérance de vie dans les pays à haut niveau technologique.

Dr J.-F. LACRONIQUE

EN FRANCE : l'alcoolisme explique la surmortalité masculine

UN Français né en 1978, et qui aurait des conditions de vie semblables à celles d'aujourd'hui, peut espérer vivre en moyenne soixante-neuf ans. Mais une petite fille, dans les mêmes conditions, vivra en moyenne soixante-dix-sept ans, soit huit ans de plus. Il y a quinze ans, l'espérance de vie à la naissance pour les hommes était de soixante-trois ans et de soixante-huit ans et huit mois pour les femmes. Ainsi, l'écart entre la longévité moyenne des hommes et des femmes a tendance à s'élargir, et rien n'indique qu'actuellement aucune réduction de cette fréquence puisse un jour être observée, sinon par l'augmentation de fréquence du tabagisme chez la femme, dont on n'observe l'incidence statistique qu'après plusieurs dizaines d'années d'exposition au risque. Le tableau, à l'inverse, qui tient compte des plus récentes chiffres disponibles en France, indique quelle est l'espérance de vie à différents âges.

est en augmentation régulière, mais faible, de l'ordre de 0,4 % par an. A l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), qui collecte certaines données de morbidité et de mortalité qui interviennent dans les prévisions à court terme, on estime que les variations conjoncturelles observées au cours des deux dernières années (absence d'épidémies hivernales de grippe notamment) provoqueront sans doute une remontée sensible de l'espérance de vie.

Mais ce phénomène serait alors transitoire et n'a pas la même signification que celle qui a été observée aux États-Unis sur une période de dix ans. En revanche, des campagnes d'éducation sanitaire telles qu'elles ont été lancées au cours des deux dernières années par le ministère de la Santé et de la Sécurité sociale pourraient vraisemblablement se traduire par des résultats à court

terme, à condition toutefois que la population française se montre « réceptive » à ce genre de mesure collective.

Il y a en effet noté que les deux seuls pays dans lesquels on observe une augmentation récente et notable de l'espérance de vie, les États-Unis et la Finlande, avaient des taux de mortalité par maladies cardio-vasculaires sensiblement plus élevés que les autres pays. Certains facteurs génétiques ont été invoqués pour expliquer cette caractéristique. Ces deux pays sont aussi les seuls à avoir entrepris des programmes nutritionnels, de telle sorte qu'il est tentant d'établir une relation causale entre ces mesures de prévention et la tendance nouvellement observée. En France, la mortalité par maladies cardio-vasculaires, qui explique 37,7 % des décès, est stable depuis cinq ans, avec un taux annuel moyen de 398,7 pour cent mille habitants.

A DIFFÉRENTS AGES ET PAR SEXE

	En 1968		En 1970		En 1974	
AGE	H	F	H	F	H	F
Naissance	45,3	53,7	53,1	60,8	59	75,9
20 ans	41	49,2	48,2	53,1	58,8	68,3
30 ans	33,9	39,4	39,1	43,8	41,5	48,6
40 ans	26,7	29,1	30,2	34,7	32,3	38,1
50 ans	19,2	21,6	22,2	25,8	22,9	28,9
60 ans	12,3	14,6	13,9	17,9	16,4	21,3
70 ans	7,9	8,7	9	10,3	10,3	12,5
80 ans	4,4	4,9	4,7	5,7	5,9	7,3

Source : INSERM (Mme le Dr Hattori, M. Garros), Le Vésinet, 1977

Ces chiffres concernent la France métropolitaine, et ne tiennent pas compte des départements d'outre-mer, qui ont des conditions de vie et de mortalité très différentes. Les données les plus récentes sur les principaux pays du monde : pour les hommes, l'espérance de vie à la naissance se situe en moyenne à 65 ans ; pour les femmes, elle se situe en moyenne à 70 ans. Les pays nordiques, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne) ; pour les femmes, la France n'est devancée que par la Suède (environ deux années de plus), la Norvège et les Pays-Bas. C'est l'alcoolisme, à forte prévalence masculine, qui est habituellement le facteur principal de cette différence.

D'une manière générale, en Europe, l'espérance de vie s'est très peu modifiée au cours des dernières années. En France, elle

Si l'on compare les chiffres de la première rangée entre eux, on constate que jusqu'en 1970 la mortalité par maladies cardio-vasculaires a diminué de 2,5 % par an, grâce au recul de la mortalité infantile. Depuis 1970, par contre, l'espérance de vie après la cinquantaine a plus vite augmenté, en valeur relative, que l'espérance de vie à la naissance. Cette constatation doit cependant tenir compte du fait qu'un gain de «*mean*» supprime, abaisse en bien plus sensible, en valeur relative, dans les tranches d'âge élevées qu'à la naissance, à cause de l'ampleur de la population résiduelle à laquelle il se rapporte.

POINT DE VUE

La recherche française : un amer sujet de réflexion

par le professeur GAUTRAY (*)

Le professeur Roger Guillemin, prix Nobel, est un grand chercheur et une grande joie pour lui et les siens, pour ses amis, mais aussi un amer sujet de réflexion à propos de l'université et de la recherche médicale en France. Les travaux du professeur Guillemin ont une cohérence étonnante : ils constituent un ensemble d'études physiologiques directement marquées par l'héritage de Claude Bernard. Il n'a pas cessé au cours de sa vie de s'occuper de la recherche, et il a employé les méthodes les plus élaborées et les plus modernes pour explorer des phénomènes physiologiques aux conséquences cliniques, à partir de faits d'observation. L'enchaînement de ces travaux a été abondamment décrit ces dernières semaines. Il faut y ajouter qu'il a toujours cherché une correspondance de ses recherches avec la réflexion médicale pratique : une de ses toutes dernières publications concerne le dosage d'endorphine dans le liquide amniotique humain comme indicateur de la maturation et de la souffrance fœtale. Il est donc très impliqué dans la recherche médicale et a toujours associé aspects fondamentaux et appliqués. C'est pourquoi un chef de service hospitalier universitaire dont la responsabilité est d'abord clinique se trouve intéressé par ces travaux quand il se préoccupe d'endocrinologie.

Le professeur Guillemin n'a pas cependant trouvé à s'exprimer en France. Il l'a dit récemment avec une grande dignité. Retenons seulement que par deux fois des oppositions mandarinisées irréductibles ont refusé cet être fascinant et généreux, longtemps tenu à l'écart ici malgré son talent, presque isolé

aujourd'hui depuis cette distinction éclatante. Par-delà ces attitudes, c'est l'occasion de s'interroger sur les conditions en France de la recherche, et du progrès médical. Certes, il est possible de faire de la recherche en France ; bien que les disponibilités financières ne soient pas suffisamment croissantes, des fonds sont accessibles ; la politique de personnel cependant est gravement restrictive. Mais les grandes personnalités ont peu de chances de s'épanouir. Elles apparaissent dans des disciplines nouvelles non encore érudites par la pesanteur des habitudes (la biologie moléculaire dans les années 60) et en des lieux où le carcan universitaire n'est pas l'Université Pasteur. Les autres membres de l'université médicale peuvent être brillants, certes, mais sont faits au moule, ils constituent des décalques de leurs maîtres et suivent le progrès médical, mais en sont rarement les précurseurs. C'est là une situation de fait qu'il faut considérer avec lucidité.

La France a brillé dans l'invention médicale jusqu'aux années 30. Elle semble bien s'être effacée depuis. Les États-Unis dominent au contraire depuis les années 40 alors que les grands nombres supérieurs ne sont pas aussi nombreux auparavant. Est-ce par hasard ? On semble ne pas avoir retenu le retentissement de la révolution américaine sur des bases entièrement nouvelles réalisées à partir de 1930, et refléchies à Princeton. Les grandes universités (Harvard, Californie...) s'en sont

d'abord inspirées, puis toutes ont suivi un modèle où la responsabilité intellectuelle individuelle est exaltée, où, dans cette perspective, des chances sont offertes très tôt à des jeunes qui collaborent activement à la vie du département, où la collégialité n'est pas toujours féminine mais réelle. Cette collégialité, cette ardeur et cette jeunesse intellectuelle permettant la dissociation du titre et de la fonction au sein de ces départements, permettent aussi de combattre la conformisme et d'imaginer des solutions souples de carrières et d'associations avec des organismes extérieurs à l'université. En France, la réforme de 1980 a eu la mérite indiscutable d'impliquer davantage dans la vie hospitalière et universitaire les membres de l'université médicale, du fait de leur activité à temps plein. Cependant, cette réforme a peut-être sacrifié ses propres limites.

Des restrictions budgétaires, un mathématisme ancien, ont limité le développement et le dynamisme des équipes hospitalo-universitaires, et surtout la difficile insertion des scientifiques non médecins dans les équipes médicales, une des forces du système anglo-saxon. L'autonomie sous tutelle des universités a conduit, jusqu'ici, moins à un effort d'innovation qu'à un népotisme provincial, à une opposition avec les habitudes américaines d'échanges possibles à tous les niveaux d'une carrière académique. Enfin, si l'inertie et sans aucun doute été autrefois un remarquable moyen de formation, son obsolescence actuelle est souvent reconnue. Il est très

éloigné de l'activité intellectuelle créatrice ou au moins dynamique d'un troisième cycle. Mais il est profondément incrusté dans la mentalité médicale française, et toutes les propositions récentes de sa rénovation ont rencontré des résistances telles qu'aucune n'a reçu de début d'application.

Ces phénomènes paraissent prédominants parce que structurels, mais d'autres anomalies ne facilitent la visibilité et la développement ni des propositions de recherche ni des équipes de biologie clinique et méritent correction. Telle est la toute-puissance et la pérennisation des commissions d'attribution des crédits et des postes de personnel ; telle aussi l'absence quasi totale d'échanges entre les rapporteurs des commissions et les demandeurs. Roger Guillemin en a parlé récemment comme d'une carence grave (le Monde du 10 décembre) ; telle encore l'impossibilité d'être déchargé des contraintes quotidiennes pour une activité intellectuelle plus efficace au cours d'une année sabbatique.

Ce sont là quelques éléments qui montrent à l'évidence que les structures de l'université médicale française méritent une réflexion et une réforme si l'on veut qu'elle retrouve sa capacité d'invention et de découverte. Il s'agit certes de lui donner des moyens, mais l'argent seul ne changera rien. Il faut qu'elle retrouve un dynamisme qui avait fait sa renommée ; celui-ci nécessite sans doute une volonté de changement, une transformation des relations à l'intérieur des équipes universitaires, faite de quel quelques brillantes et rares exceptions jailliront d'un triste marais.

(*) Obstétricien et gynécologue, université de Paris-VII-de-Meuse.

AUX ÉTATS-UNIS : un mode de vie qui change

ENTRE 1950 et 1963, la mortalité par crises cardiaques et attaques cérébrales avait augmenté de 20 % aux États-Unis, comme dans de nombreux pays industrialisés. En 1964 furent lancés deux grands programmes de santé publique, l'un destiné à réduire la consommation de tabac, l'autre à changer les habitudes alimentaires des Américains.

Le but recherché était précisément de s'attaquer à la première cause de mortalité, responsable chaque année de la mort de plus d'un million d'Américains. Le choix de cette stratégie était motivé par un précédent récent : on avait observé, dans les pays nordiques, un déclin sensible des maladies cardio-vasculaires immédiatement après l'imposition des restrictions alimentaires de la guerre. Ce changement était intervenu rapidement, en l'absence de toute innovation thérapeutique, et pouvait être attribué à l'appauvrissement du régime alimentaire.

Dès 1963, des mesures diététiques sévères furent conseillées aux Américains, en même temps que se généralisait l'affichage du contenu calorique et nutritionnel des produits alimentaires. Dès 1964, une tendance à la baisse de la mortalité cardio-vasculaire fut notée, et cet effet s'est affirmé régulièrement à l'accroissement chaque année depuis lors. Mais ce n'est qu'en 1974 que le premier bilan statistique complet fut publié, confirmé ensuite par des études du Centre national des statistiques de santé, qui montrent que la mortalité pour causes cardio-vasculaires, en pourcentage, est en décroissance rapide ; le nombre d'attaques cérébrales est passé de 124 pour 100 000 habitants en 1950 à 59 pour 100 000 en 1975, tandis que la mortalité par maladie ischémique cardiaque décroît au rythme de 2,5 % par an. Mais cette baisse de la mortalité n'est pas tout à fait l'évolution en matière d'espérance de vie : presque toutes les maladies, à l'exception du cancer

du poudron, diminuent de fréquence, et la mortalité infantile, en particulier, régresse d'une manière importante. Le nombre de morts par accident a lui-même diminué, grâce, en premier lieu, à la limitation de vitesse généralisée à 55 miles/heure (88,5 kilomètres/heure) sur les autoroutes.

La crème, le lait et les graisses animales

Dans ce dernier cas, il est possible d'attribuer à une cause identifiée l'essentiel de l'effet obtenu. En ce qui concerne la mortalité par maladie cardio-vasculaire, une telle relation causale est extrêmement difficile à établir. On peut, en effet, remarquer qu'entre 1963 et 1975 la consommation de tabac a diminué de 22 %, celle de crème et de lait de 20 %, celle de beurre de 32 %, et, surtout, celle de graisses animales de 44 %. Mais, en même temps, des progrès ont été obtenus aussi dans le domaine des traitements : hypertension (médicaments bêta-bloquants entre autres) dans les secours d'urgence et la réanimation (monitoring, défibrillateurs, ballon aortique...), dans les techniques chirurgicales... Il ne faudrait pas négliger, par ailleurs, la rôle de l'exercice physique, qui connaît une popularité nouvelle, ou encore celui, plus discret, de l'amélioration des conditions de travail. Ainsi, une conjonction de facteurs est ici en cause et rien ne permet actuellement d'attribuer à chacun d'eux la mesure exacte de son rôle dans l'ensemble.

Le rôle protecteur de certaines protéines

En septembre 1977, au cours d'un symposium international à Philadelphie, deux tendances s'opposèrent sur la philosophie des programmes de prévention des troubles cardio-vasculaires. Les uns considéraient que les résultats acquis justifient une intensification des interventions sur le mode de vie de l'ensemble de la population. Pour d'autres, au contraire, ces programmes ne tiennent pas compte de

l'hétérogénéité de la population ; certains facteurs prédisposants sont en effet inégalement répartis et ne justifient pas des mesures qui ne sont efficaces que pour une minorité.

La récente découverte du rôle protecteur de certaines protéines sanguines de haute densité, qui se trouvent en moindre concentration chez les malades athérosclérotiques, est un élément en faveur de cette position discriminatoire : dans l'avenir, la plaquette cardio-vasculaire pourrait ainsi être calculée de manière assez précise ; en même temps, de nouveaux traitements pourraient être dérivés de la maîtrise de la concentration de ce constituant normal du sérum humain.

Dans la discussion du rôle des techniques de soins dans ces résultats il faut noter que le nombre d'admissions à l'hôpital pour crise cardiaque et accident vasculaire cérébral n'a pas été modifié significativement au cours des cinq dernières années, malgré la baisse de mortalité. Cette indication permet de formuler plusieurs hypothèses, contradictoires à l'égard du moteur principal du changement : 1) l'efficacité des soins médicaux est la cause principale de la baisse de mortalité, puisque le nombre total de malades est resté inchangé. Dans ce cas, c'est vers une intensification des mesures « médicales » de prévention et de traitement qu'il faudrait s'orienter ; 2) la gravité « moyenne » des cas admis s'est abaissée grâce aux changements dans le mode de vie, et ce facteur explique les meilleurs résultats obtenus par les médecins. Dans cette hypothèse, c'est au contraire vers un « rationnement » des ressources médicales que l'on pourrait logiquement se diriger, puisqu'on sait que le seul disponibilité des lits hospitaliers suffit à en trouver l'usage, faussant ainsi l'adaptation naturelle de la demande aux besoins réels. C'est, en tout état de cause, cette dernière hypothèse qui a été retenue par les pouvoirs publics américains : l'Institut de médecine, branche de l'Académie des sciences, a même recommandé en juin 1977 que la capacité totale en lits hospitaliers soit diminuée de 10 % en moins de cinq ans.

POUR LA N° 3, JANVIER 1978

SCIENCE

édition française de
SCIENTIFIC
AMERICAN

AU SOMMAIRE

LE PROGRAMME DE LA RECONSTRUCTION.
La fusion d'un spermatozoïde et d'un ovule déclenche une série de changements transitoires des concentrations ioniques qui précèdent la fusion d'autres spermatozoïdes et engendrent le développement de l'embryon.

LA VIE SUR MARS.
Si les sondes Viking ont révélé des expériences biologiques sans précédent, elles ont aussi permis de mieux connaître la chimie de la surface de la planète.

LES OUTILS EN SILICAT AU PALÉOLITHIQUE.
MODE DE GROUPEMENT DES GALAXIES.
DIFFUSION DE LA LUMIÈRE PAR UN PLASMA.
CHATS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX.
L'IRRIGATION AU SOUTH AFRICA.
CONSEQUENCES D'UNE CRISE DE L'ÉNERGIE.

MENSUEL en vente chez les marchands de journaux.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

LE MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES AGÉES
Comment remplacer l'hospice ?

« **S**ON-CITY », « Young-Town », sont les noms de deux villes idéales, dans l'Arizona, à l'intersection de deux axes et qui permettent à des vieillards fortunés de prendre une retraite ensoleillée loin des cris d'enfants. Il ne faudrait pas que la disparition des hospices, en France, décidée par la loi sociale de 1975, s'accompagne de ces formes nouvelles d'aggrégation : ces villes-solaires idéales, véritables ghettos pour riches, ont peu à envier, en effet, aux ghettos pauvres que sont nos mouroirs actuels.

Les pouvoirs publics, conscients de ces dangers, mènent depuis plusieurs années une politique de maintien à domicile des personnes âgées. Celle-ci est-elle appliquée avec toute la rigueur voulue ? Les personnes âgées condamnées à vivre en institution sont-elles seulement celles qui ont perdu toute autonomie ? Tel n'est pas le moins l'avis du professeur Henrard, chef de service des consultations à Sainte-Ferrine (Paris) : « Si on voulait réellement maintenir chez elles les personnes âgées victimes d'une grippe, d'une insuffisance cardiaque ou d'une fracture, il faudrait, dit-il, un nombre beaucoup plus important d'aides soignantes à domicile. Mieux encore aurait été de constituer des équipes mobiles composées de médecins, de kinésithérapeutes, d'infirmières, comme dans le troisième arrondissement, à Paris. »

Guérir en quatre-vingts jours

Quelles que soient les mesures prises dans ce domaine, il demeure toujours des vieillards dont l'état nécessite une prise en charge de longue durée : alzheimer, les démences séniles et tous ceux arrivés au stade terminal et invalidant d'une ou plusieurs maladies. Les « maisons de cure médicale » conçues par le gouvernement pour se substituer aux hospices (le Monde du 17 août) sont-elles des établissements adaptés à ce type de population ?

« C'est une hypocrisie de parler de cure, par définition provisoire, pour des malades condamnés à vivre et mourir dans ces institutions », déclare le professeur Henrard. Et on a eu tort surtout de médicaliser ces établissements, alors que l'accent devrait être mis sur l'animation. Pour le docteur Leroux, chef de service à l'hôpital-hospice de Vézou : « On a ainsi créé une petite médecine à côté de la grande médecine de l'hôpital, alors qu'il n'y a que des vieillards malades et des vieillards bien portants. » Idéalement, pour ces deux médecins, il ne devrait rien exister entre l'hôpital et le maintien à domicile, sinon des établissements de

Dans le cadre même des mesures prises en faveur du maintien à domicile, il semble que l'on recrée incidemment des structures de ségrégation : pourquoi, souligne également le professeur Henrard, créer, à côté des maisons dites « de jeunes » et de la culture, des clubs du troisième âge, où les personnes âgées, elles-mêmes, se plaignent « d'entendre les vieux parler de leurs ennuis de santé » ? De même, les foyers-logements peuvent constituer pour ceux qui connaissent le charbon à la cave et les « sanitaires » au fond de la cour une sorte de havre ; mais il ressemble étrangement, sous un autre nom et avec un peu plus de confort, à ces maisons de retraite que l'on veut supprimer.

Il faut apporter, dira-t-on, des soins aux vieillards dont l'état se détériore : un décès, par exemple, en novembre 1977, a ainsi été dans les foyers-logements et les maisons de retraite des « sections de cure médicale », sortes d'infirmes permettant d'éviter des transferts traumatisants vers l'hôpital. Mais pourquoi n'a-t-on pas développé les centres de jour qui jouent ce rôle de soutien thérapeutique et d'animation pour des personnes âgées demeurant, cette fois, dans leurs demeures ? Pour quelle raison n'a-t-il jamais été envisagé de mener une politique préventive pour les personnes âgées bien portantes, afin de leur permettre de rester chez elles en bonne santé ?

NICOLAS BEAU.

LIVRES

■ Charles Doyat : **EST-CE NORMAL, DOCTEUR ?**, Presses de la Cité, 246 pages. Arrivé de l'anti-médecine dès la première heure, le Dr Doyat munit sa réflexion dans ce livre sur la « normalité », c'est-à-dire le besoin de santé, à la norme socialement admise : norme de travail à la limite du tolérable ; norme de consommation, à la limite de ce que le commerce et l'industrie peuvent faire acheter ; norme du plaisir, des loisirs, du bonheur. Malheureusement, les livres antiscientifiques dans son intention est scientifique par son thème et par le discours rationnel qui le guide : l'antiscience, le livre est purement moral dans ses conclusions, car elles ne remettent même pas en cause un ordre politique dans lequel une organisation sociale particulière, Est-ce normal, lorsqu'on ne se sent pas « normal » d'aller voir son médecin ? La question est légitime et mériterait un débat d'un peu plus d'ampleur. Est-ce normal, lorsqu'on ne se sent pas « normal » d'aller voir son médecin ? La question est légitime et mériterait un débat d'un peu plus d'ampleur.

■ André Comar : **L'AFFAIRE SOLOMONIDES**, Jean-Jacques Pauvert, 238 p., 47 F.

La couverture de ce livre fait état, en gros, de l'histoire d'un homme qui aurait inventé un traitement contre le cancer dont les meilleurs scientifiques ont toujours nié le valeur. Sans doute, mais le livre n'est pas une histoire de fraude. Il s'agit d'un homme, pourquoi pas héros à l'index, qui a fait une mise à l'index brutale et méprisante de la part des institutions officielles. Le Conseil de l'Ordre aurait-il eu la main trop lourde dans cette affaire ? Le cas Solomonides serait-il une « bavure » ? Le livre d'ailleurs rien de nouveau à cette affaire vieille de trente ans. Il part sans doute d'une bonne intention de la part de l'auteur, basé sur la reconnaissance et le sens de la justice. Mais l'« affaire » n'a pour autant pas été mal tournée pour l'intérêt, qui n'est pas celui de l'histoire, mais de la médecine, son propre laboratoire où il fabrique ses médicaments, son propre journal d'où il peut puiser des perspectives, chez des malades qu'on arrive rarement à faire rentrer chez eux, après un épisode aigu. Le manque d'intérêt des médecins pour la gériatrie est peut-être un signe supplémentaire de l'insuffisance de la politique de maintien à domicile des personnes âgées.

Dr J.-F. L.

CORRESPONDANCE

Une formation inadaptée

L'article que nous avons publié dans le Monde de la médecine du 7 décembre, sur l'aggrégation en médecine, a suscité de la part du professeur François Grémy (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) les réflexions suivantes sur le modèle actuel de formation des médecins hospitaliers. Le corps des hospitalo-universitaires, globalement (1), une triple fonction : soins, enseignement, recherche. La formation reçue permet-elle une bonne préparation à cette triple fonction ? Non. La situation est caricaturale dans le cas des disciplines cliniques, où le seul critère « objectif » de recrutement est l'internat — épreuve théorique et pratique — suivi de la faveur d'un ou de deux patrons. 1) Les fonctions de soins. — Les internes reçoivent pour la pratique, une formation convenable dans le domaine des soins. Celle-ci n'a d'ailleurs rien de spécifique aux C.E.U. (quelle différence entre soigner un abcès du pommier à la Pitié-Salpêtrière ou à l'hôpital de Saint-Brieuc ?). Ce qui manque à la formation des membres du corps hospitalo-universitaire dans le domaine des soins et nuit à la qualité de ceux-ci est l'hyperspécialisation :

ni dans la formation ni dans le recrutement ultérieur, n'est exigé un critère objectif de compétence en médecine générale, ce qui nuit à la capacité de synthèse, pourtant indispensable à toutes activités médicales. 2) La fonction d'enseignement. — Le chef de clinique est formé dans ses fonctions d'enseignement — souvent à contrecoeur, comme une corvée indispensable — sans aucune formation pédagogique, avec l'illusion qu'il suffit de savoir pour enseigner. Aucune formation dans le domaine de la définition des objectifs, des techniques pédagogiques, des méthodes d'évaluation, de la didactologie. Ce constat devrait amener à la constitution d'instituts de préparation à l'enseignement supérieur, où devraient passer tout candidat à des fonctions d'enseignement dans les C.E.U. et de départements de pédagogie dans les C.E.U. 3) La fonction de recherche. — Il est à remarquer l'absence absolue de critère objectif de formation scientifique lors de l'aggrégation : ni en méthodologie (statistique...), ni en techniques expérimentales, ni en connaissances théoriques. C'est d'ailleurs ce constat qu'a fait l'INSERM en

refusant très sagement d'attribuer systématiquement le droit de vote à tous les membres de rang A des C.E.U. pour les commissions scientifiques spécialisées. Tous les candidats à une aggrégation devraient satisfaire à des critères objectifs tels que (à débattre) : — Formation en statistique ; — Maîtrise de biologie humaine ou de sciences ; — Travail de recherche sérieux ayant donné naissance à une thèse (ce serait peut-être la place de la thèse de médecine) ; — Publication dans des journaux à comité de lecture ; — Séjour dans un laboratoire de recherche. C'est sur des critères de ce type que sont recrutés les professeurs de médecine américaine. Combien de candidats à l'aggrégation en biologie humaine exigés pour des postes de professeurs ? Pour les fondamentaux, le système actuel souffre des mêmes défauts, à ceci près que leur formation scientifique est mieux garantie (thèse de sciences ou de biologie humaine exigée pour des postes de professeurs). Pour ce qui est des soins, le caractère très spécifique de leur intervention rend peut-être moins inacceptable la spécialité de leur formation (clinique) en ce qui est-il contestable.

Leur formation pédagogique est très insuffisante, ce qui peut-être par une pratique très intense (dans les premières années).

(1) Plutôt qu'individuellement, car il est difficile d'exiger d'une même personne exerce les trois fonctions simultanément. Par contre un dédoublement dans le temps est envisageable.

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

FAUTE D'UN FINANCEMENT SUFFISANT

La base antarctique française pourrait être abandonnée

Trente ans après leur création, les expéditions polaires françaises (E.P.F.) vont-elles pouvoir continuer à fonctionner ? La seule base antarctique française ?

La question peut en effet être posée au seul examen de quelques chiffres : la subvention affectée à la base Adèle pour 1977 a été de 15 millions de francs. Celle de 1978 serait du même ordre. Or, à lui seul, l'entretien du navire polaire danois, indispensable à la relève et au ravitaillement de la base, coûte cette année 12 millions de francs, et le total des salaires versés au personnel est de 4 millions de francs.

Il est vrai que 2 millions de francs sont récupérés en sous-affrétant le bateau aux Australiens, qu'environ 800 000 francs supplémentaires destinés à l'équipement scientifique et à la maintenance du matériel sont fournis par l'« enveloppe-recherche », et que des opérations importantes mais ponctuelles bénéficient de crédits particuliers : ainsi, cette année, le forage qui est en cours au « Dôme C », sur la calotte glaciaire à quelque 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont-d'Urville, a-t-il reçu de l'enveloppe-recherche 1 million de francs.

Sans M. Paul-Emile Victor, il n'y aurait pas eu d'expéditions françaises, ni en Antarctique ni au Groenland. Le fait est certain. Le statut unique des E.P.F. ne porte la marque : elles ont été fondées par décision du conseil des ministres du 27 février 1947, qui a chargé M. Paul-Emile Victor d'organiser et d'effectuer des expéditions de recherches scientifiques dans les régions polaires (1). Une première subvention de 50 millions de francs fut attribuée aux E.P.F. et l'avis Comarand-Charrot partit dès le début de 1948 pour la terre Adèle... et n'y arriva pas, la glace de mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarctique.

Il fallut attendre l'été austral suivant pour qu'une première base, Port-Martin, capable d'abriter onze « hivernants » fut installée sur la côte de la terre Adèle. Le 20 janvier 1950, cent-dix ans jour pour jour après la découverte de Dumont-d'Urville — qui baptisa la nouvelle terre « Adèle » en hommage à sa femme Adèle — la France reprenait pied dans l'Antarctique.

A l'autre bout du monde

De 1950 à 1952, Port-Martin fut occupée en permanence, mais un incendie (qui ne fit aucune victime) détruisit la base. Une station fut installée immédiatement à 75 kilomètres à l'ouest, sur l'île des Pétales de l'archipel de Pointe-Géologie, tout proche de la côte. Fermée en 1953, la base de Pointe-Géologie fut rouverte en 1956 pour l'Antarctique géophysique internationale (A.G.I. 1957-1960), sous la responsabilité du sous-comité antarctique français de l'A.G.I., avec la participation des E.P.F., et baptisée alors Dumont-d'Urville. En 1958, une fois l'A.G.I. terminée, il fut décidé de maintenir Dumont-d'Urville comme base permanente antarctique française.

Peu à peu, Dumont-d'Urville a été agrandie, si bien qu'actuellement elle comprend une trentaine de bâtiments — une vie commune, logement, centrale électrique, laboratoires, entrepôts, hangars etc. — totalisant une surface de 3 500 mètres carrés couverts. Elle est occupée par trente-cinq « hivernants » renouvelés chaque année, auxquels viennent s'ajouter, pendant l'été austral, une vingtaine ou une trentaine d'estivants dont le nombre varie en fonction des besoins... et des crédits. Depuis la loi de 1955, mise pratiquement en application en 1959, la terre Adèle est l'un des quatre districts du Territoire d'outre-mer des terres australes françaises (TAAF), avec lequel les E.P.F. sont liées

par une convention. Dès lors, la tactique française (TAAF) plus grosse part de la subvention est inscrite au budget du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM. Cependant, depuis 1948, le contrôle de la gestion est placé sous la tutelle du C.N.R.S.

Pourquoi maintenir une base à l'autre bout du monde ? L'endroit est froid (de -25 °C ou -30 °C, -35 °C parfois, pendant l'hiver, à 1 °C ou 2 °C pendant l'été), très venteux (les vents de 140 à 150 kilomètres à l'heure y sont fréquents et peuvent dépasser, en pointe, les 300 kilomètres à l'heure), désolé (aucune végétation, à part de très rares et minuscules lichens). Toute la zone antarctique est une région privilégiée pour l'étude de l'activité solaire et des répercussions de celle-ci sur l'environnement terrestre. Les lignes de force du champ magnétique terrestre dessinent, en effet, au-dessus des régions polaires arctique et antarctique, une sorte d'entonnoir dans lequel tombent particules solaires et particules cosmiques.

L'Antarctique possède un deuxième atout scientifique : sa calotte glaciaire (25 millions de kilomètres cubes de glace, soit plus des deux tiers de toute l'eau douce de notre planète) qui existe probablement depuis une douzaine de millions d'années, constitue de véritables archives du climat (le Monde du 31 août). Sans le déchiffrement de celles-ci par analyses d'échantillons de glace prélevés dans la calotte, comment peut-on espérer comprendre les variations climatiques ?

Tel est le but du forage à 1 000 mètres qui est actuellement en cours sur le « Dôme C » à 3 200 mètres d'altitude et à 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont-d'Urville, et qui est entrepris dans le cadre du programme international de glaciologie antarctique groupant la France, les Etats-Unis, l'Australie, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S.

Retardé par des accidents survenus en janvier et décembre 1975 à trois avions C-130 américains, puis par le retard d'un mois subi par le bateau pendant l'été austral 1975-1976, le forage a commencé au début de décembre 1977. Selon les nouvelles parvenues à Paris, les cent trente mètres du névé superficiel ont déjà été traversés par un carotier électromécanique de conception nouvelle du laboratoire de glaciologie du C.N.R.S. à Grenoble. Au 19 décembre, on en était à 300 mètres, la glace étant forée par un carotier thermoelectrique.

Trente-quatre stations permanentes

Si tout se passe bien, le forage atteindra la profondeur de 1 000 mètres (l'épaisseur de la glace au « Dôme C » est d'environ 4 000 mètres) et permettra de remonter des échantillons de glace formée entre 0 et 25 000 ans. La période étudiée couvrira donc la dernière phase de la dernière glaciation, le réchauffement et le climat actuel avec ses variations. On espère aussi mesurer les teneurs en éléments traces et voir si celles-ci peuvent être reliées à l'activité industrielle récente et actuelle.

En dehors de tous ces intérêts scientifiques, le maintien d'une base antarctique peut être aussi justifié par la présence de trente-quatre stations que les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Chili, la République d'Afrique du Sud et le Japon entretiennent sur le continent austral ou sur les îles antarctiques. Laisser vide la place française serait d'autant plus regrettable que de nombreux pays du tiers-monde manifestent un intérêt grandissant pour les ressources minérales (éventuelles) et vivantes (réelles) de la zone située au sud du 60° parallèle sud.

En l'état actuel des connaissances et des techniques, l'exploitation de ces ressources relève largement d'un futur lointain et imprécis. Il serait dommageable que la France se retirât de l'Antarctique, d'autant que la France — en compagnie de l'Argentine, du Chili, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège — revendique une portion du continent austral.

YVONNE REBEYROL.

Des chercheurs élaborent un programme interdisciplinaire d'études volcaniques

Le comité scientifique du Programme interdisciplinaire de recherches sur la prévision et la surveillance des éruptions volcaniques (PIRSEV) du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) vient de se réunir pour la première fois. Il s'agit d'un comité d'experts mis en place nécessaire à l'élaboration d'un programme centré sur la recherche volcanologique de base. Le comité, très conscient des insuffisances actuelles et des difficultés des études volcanologiques, en est, pour le moment, au stade de la réflexion. Les connaissances volcanologiques sont extrêmement réduites. Il faudra donc mettre au point des méthodes de mesures et accumuler les données avant d'être capables d'interpréter celles-ci dans une échelle de temps telle que l'on puisse — un jour — prévoir le début et l'évolution à

court terme des éruptions volcaniques. Pour l'année 1978, le PIRSEV devrait disposer de 800 000 francs.

Parmi les grands thèmes de recherches du programme placé sous la direction de M. Michel Treuill figureront en premier lieu :

- Les propriétés structurales et la thermodynamique des silicates fondus (les lavas sont, dans leur quasi-totalité, des silicates) ; les relations entre les silicates fondus et les gaz magmatiques. Les membres du comité espèrent nouer des contacts fructueux avec les laboratoires des industries du verre (les verres sont aussi des silicates) et la métallurgie (pour les problèmes thermodynamiques des laitiers et des gaz), aussi bien qu'avec les équipes spécialisées dans l'étude des hautes températures ;
- La mécanique des roches et la tectonique, en surface et en profondeur ;
- L'expérimentation sur les volcans actifs. Il faut, en effet, « tâter le pouls » de volcans actifs pour mettre au point les méthodes de mesures et d'observations, décomposer les paramètres et comprendre les processus liés directement à l'activité volcanique. Autrement, il est inutile d'espérer mettre en corrélation les variations de la composition des produits gazeux, liquides et solides émis par un volcan, les déformations du sol, les variations de la composition des eaux, celles du champ magnétique local et de l'activité sismique locale, etc. avec l'évolution à court terme d'une éruption volcanique ;

Un travail statistique basé sur l'étude détaillée l'égologie, structure, chronologie, nature des produits... de l'histoire des volcans et des événements historiques. Ainsi pourra-t-on, peut-être, repérer des relations séquentielles et des corrélations qui pourraient permettre l'élaboration de modèles d'éruption et la définition des zones de risque. Le comité est prêt à favoriser toute recherche dans les voies ou selon les approches les plus variées. Outre la définition d'un programme, son rôle consiste, en effet, à coordonner les études et à comparer et diffuser les résultats obtenus. Dès février prochain, le comité devrait participer à Toulouse à une « table ronde » sur les propriétés des silicates fondus. — Y. R.

UN COMITÉ DE TREIZE MEMBRES

Placé sous la présidence de M. Jean Treuill (directeur scientifique au C.N.R.S. pour les sciences de la terre et directeur de l'Institut national d'aéronautique et de l'espace), le comité est composé de treize membres : M. Jean Treuill, directeur du Centre des tables radiométriques (C.E.A. et C.N.R.S.) ; Bernard Tinturier, spécialiste de la magnétisme et de l'activité des gaz (C.E.A.) ; Claude Guillemin, directeur du service géologique national (B.R.G.M.) ; Guy Aubert, directeur adjoint de l'Institut de physique du globe (Paris) et directeur des observations volcanologiques de l'I.P.G. ; Jacques Varet, chef du département de la géothermie (B.R.G.M.) ; Georges Joubert, géologue (I.R.G.), dont il fut directeur de 1971 à 1976 ; Paul Sauvalier (D.G.R.S.T., sciences de la terre) ; Michel Louis, spécialiste du séismisme et de la géologie (Institut géographique national) ; François Cornet, spécialiste de la mécanique des roches (I.P.G.) ; Pierre Vincent, professeur de pétrologie et de volcanologie (université de Clermont-Ferrand) ; Michel Treuill, spécialiste de géochimie (I.P.G., chargé de mission à l'INAG).

CONFÉRENCES EN JANVIER AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

17, à 15 h. : Conférence sur les énergies nouvelles, par M. Magnien.
18, à 15 h. : Les vitraux anciens et leur sauvegarde, par Louis Groddeck.
21, à 15 h. : Problèmes de l'apprentissage des relations sémantiques.
22, à 15 h. : La fusion thermonucléaire contrôlée, par Jean Teillac.
Avenue Franklin-D. Roosevelt, 75008 PARIS

هكذا من الأصل

AULD REEKIE
SOLDES
dominique

LE JOUR
DES ARTS

Brayer graveur
à la Bibliothèque
nationale

Yves Brayer à la Bibliothèque nationale, où le dépôt légal possède la totalité de son œuvre gravé. Le soixante-dixième anniversaire du peintre (récentement nommé conservateur au musée Marmottan, qu'il a renoncé et réaménagé), est l'occasion de présenter un choix de ses monotypes, gravures et lithographies, albums et illustrations de livres. C'est un aspect moins connu de l'œuvre d'Yves Brayer, dont on retiendra la peinture et surtout le trio de l'aquarelle.

Coloriste, il est contraint à l'économie dans ses œuvres sur papier. Et souvent il se suffit du noir et blanc, qui rendent rigueur et sobriété. Les motifs de Brayer sont ceux de toujours : le paysage, le portrait, le nu et les chevaux. Naturellement, on y retrouve la Camargue et l'herbe maigre de son pays, dont il sait rendre les splendeurs sèches qui mêlent les oliviers baroques aux solides rochers blancs.

Mais Brayer a été partout, et partout il a dessiné puis gravé des scènes prises sur le vif, à Venise, en Castille, à Rome, à Jérusalem, à Fes, à Ispahan, à Mexico, etc. Et partout il lui a fallu d'abord voir et ressentir avant d'inscrire et composer.

■ Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, jusqu'au 3 janvier.

La Biennale de Paris
à Nice.

Pour la seconde fois la Biennale de Paris est à Nice. La galerie des Fouchettes expose les œuvres d'une trentaine d'artistes, choisis parmi les cent vingt-cinq qui avaient été réunis en septembre 1977 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris pour illustrer l'art des jeunes de moins de trente-cinq ans. (Le Monde du 30 septembre 1977.)

Avec des peintures dans la tradition du mouvement support-surface, des sculptures, des photographies et des films vidéo, le panorama fait par les musées n'apporte pas les grandes options de cette manifestation d'art d'avant-garde dont on avait remarqué qu'elle poursuivait, comme les autres manifestations similaires à Kassel et à Venise, le grand courant international qui tente d'intégrer les médias dans l'activité artistique.

Zoum Walter
au musée de Besançon.

Le Musée des beaux-arts de Besançon rend hommage à l'œuvre de Zoum Walter, avec une exposition qui réunit plus de quatre-vingts peintures et pastels ainsi que des pierres de plâtre gravé. Plusieurs de ces œuvres n'avaient jamais été exposées.

Fille et petite-fille de peintres, Zoum Walter avait poursuivi une longue tradition d'artistes belges en France. Sa vie et le cadre de son œuvre se situent en Flandres et en Provence, via Paris. Née à Izelles en 1902, morte à Paris en 1974, on peut dire que jusqu'à la guerre l'œuvre de Zoum Walter avait été fortement influencée par la peinture de son père, Jean Vanden Beldouck.

C'est dans ses grandes toiles d'après 1946, paysages, compositions abstraites très architecturées et fleurs géantes, que s'affirme un tempérament de peintre extrêmement intérieur et mu par une poésie picturale toute musicale.

Une salle
d'art nouveau
à Beauvais.

Une nouvelle salle, consacrée à l'art nouveau et de l'entre-deux-guerres, est ouverte au musée départemental de l'Oise, à Beauvais, installé dans l'ancien palais épiscopal. Aménagé comme un intérieur, avec meubles, tableaux et objets, elle présente la salle à manger que Gustave Serrurier-Bovy réalisa pour l'hôtel Bauwens à Bruxelles, et des vitrines de grès et de porcelaine du potier Auguste Delaherche, des panneaux décoratifs de Devambez, des peintures de René Ménard, Lévy-Dhurmer, Maurice Denis...

Centre Pompidou

La création orpheline ?

(Suite de la première page.)

Un musée, par définition, est tourné vers le passé : conservation, recherche et exposition des acquis artistiques. Je ne crois pas non plus que l'idée, peut-être positive, d'une « grande surface » culturelle lui semblait justifier les importants crédits mis à la disposition de l'entreprise. Il avait plutôt la vision d'un Centre qui, outillé et conçu de la façon la plus moderne, créerait des conditions adéquates et fournirait les moyens pour stimuler la diffusion et la « création artistique d'œuvres d'art et d'esprit » comme le précise la texte de la loi d'ailleurs le mot « musée » n'y figure pas.

Pourtant dans aucun décret d'application de cette loi, il n'est fait mention claire et précise des intentions et dispositions aboutissant directement à favoriser la création contemporaine, autrement dit celle d'artistes vivants et actifs. Force est de reconnaître que cette gigantesque entreprise culturelle n'avait jusqu'ici en rien favorisé ou ombragé la création ou contribué quoi que ce soit à son renouveau. Malgré les énormes investissements, il n'existe actuellement pas un seul lieu, aussi modeste et obscur qu'il soit, avec un équipement minimal et des structures d'accueil pour assister les créateurs dans la réalisation et l'exécution de certaines œuvres conçues et imaginées par eux, et cela dans une société dont le niveau technologique élevé fait que rien d'important ne peut être réalisé sans le support d'un équipement et de structures techniques et scientifiques. Ainsi, on bloque les forces créatrices en mouroirs.

Les artistes ont le sentiment qu'on a créé une immense « forteresse » que l'art vivant doit forcer ou lieu d'y être accueilli. Quel contraste entre les grands moyens techniques et techniques mis à la disposition de l'IRCAM pour la recherche acoustique et l'absence de toute structure, aussi minime soit-elle, pour permettre la recherche visuelle ! Cette recherche est urgente et indispensable de par la caractéristique même de notre société où la communication visuelle devient un rôle primordial et où toute création visuelle a une répercussion

immédiate sur l'économie, l'industrie et le développement du patrimoine culturel.

Pour l'instant donc, il semble que seul l'IRCAM réponde à la vocation souhaitée par Georges Pompidou, car son intention, semble-t-il, était autre et le projet initial comportait la perspective d'ateliers de recherche et de création visuelles similaires à ceux de l'IRCAM. La mort du président Pompidou a-t-elle changé l'optique des responsables ? L'actuel directeur du Centre, M. Jean Millier, est conscient de la nécessité de remettre la création à l'honneur.

A la disposition de la Cité

Mais qu'est-ce au juste encourager la création artistique ? S'il est vrai qu'un Etat moderne doit assurer aux créateurs la possibilité de développer leurs créations spirituelles et les aider à s'exprimer publiquement, il ne paraît pas que ce soit là que se situe la tâche primordiale du Centre Pompidou. Les artistes, peintres et sculpteurs, continueront à œuvrer comme auparavant dans leurs ateliers et à essayer avec les mêmes difficultés de réaliser leurs phantasmes, visions ou rêves, qu'un Etat-providence leur aide ou pas. Promouvoir la création artistique veut dire mettre résolument le créateur à la disposition de la Cité qui lui fournit les moyens les plus perfectionnés pour qu'il puisse être un médiateur entre une civilisation complexe et parfois acrobate et le peuple.

Tout le monde reconnaît qu'un des facteurs essentiels de la qualité de vie est la réalité visuelle de la ville. Pourquoi ne fait-on pas appel aux créateurs ? Pourquoi n'associe-t-on pas la force de création et l'imagination poétique pour résoudre les problèmes récents de l'urbanisme ? Ceci paraît urgent que nécessaire et naturel. Ainsi, il y a quelques semaines, au cours d'une réunion de la commission de la mairie de Paris, une haute personnalité ayant détenu des fonctions éminentes dans le domaine culturel proposait qu'on demandât à l'atelier de création du Centre Pompidou de faire des recherches et de développer un type nouveau d'équipement et mobilier urbain.

On lui fit vite savoir que malheureusement il n'existait pas un atelier de création au Centre Pompidou et que le C.C.I., s'occupant d'expositions, n'avait pas les moyens de réaliser des études et des projets créateurs. Pourtant il s'appelle Centre de création industrielle...

Georges Pompidou souhaitait que le Centre qui porterait son nom permit aux Français de vivre en parfaite et naturelle harmonie avec l'art et la culture, qu'il ne fussent pas des spectateurs occasionnels et parfois ébahis d'un environnement artistique, mais qu'ils s'y sentent solidaires de l'expression de leur temps, que la civilisation moderne et technologique ne soit pas en contradiction avec l'art et l'homme mais son allié. C'est là la vocation du Centre et le rôle des créateurs. Si le président Pompidou aimait le Salon que j'ai créé à sa demande au Palais de l'Elysée, c'est parce qu'il mettait l'homme au centre d'un environnement total qui lui enseignait qu'on vivait dans une réalité sans cesse changeante.

Le président Pompidou était conscient de la nécessité de remédier à la carence de notre éducation qui nous rend visuellement illettrés, ombragés à l'image et trop dépendants du mot. L'apprentissage des concepts doit être complété par la connaissance de l'univers des formes. La mise en œuvre d'un Centre de recherches visuelles est donc impérative. C'est une structure indispensable pour une politique d'ouverture envers les artistes créateurs, tant sur le plan national qu'international, qui, seule, pourra préserver à Paris la position de capitale de la création artistique mondiale.

Si l'on veut être fidèle à la vision de Georges Pompidou et au prestige culturel de la France, il est grand temps d'agir.

YAACOV AGAM.

■ Volodimir Panso, principal metteur en scène du théâtre du drame de Tallin, en Union soviétique, est né le 29 décembre à Vitebsk de cinquante-huit ans. « So lant qu'acteur et metteur en scène, rappelle l'agence Tass, il a toujours affirmé les principes de l'art réaliste socialiste. »

Variétés

TÉMOIGNAGE

Guy Bedos, pied-noir et « rouge »

SPECTACLE de variétés ou campagne pré-électorale ? La tournée que poursuit actuellement Guy Bedos dans les banlieues de la région parisienne est une suite de regards déstabilisés sur l'actualité et la rupture de l'union de la gauche.

Refusant de jouer la carte gros rouge-bleu chère à Coluche, Guy Bedos substitue un humour mili-

tant à la facilité récupératrice. Guirlandant pour une chapelle mal définie, il renvoie dos à dos le P.C. et P.S., les intellectuelles à la Bréchet et la fameuse tentation « école-démagie-jean ».

Pendant deux heures et quart, et à chaque fois devant une salle comble, Bedos donne des airs de Mutualité aux théâtres et gymnases de la « ceinture rouge ». Démarche de casseur, costume noir de prêt-à-porter, mine de clown, Guy Bedos provoque d'entrée un public composé en majorité de sympathisants. Avec une délectation un peu suspecte, il démythifie la caste des intouchables : Brel, Gabin ou Armand, se roule dans Mireille Mathieu et Danielle Gilbert, se vautre sur Guy Lux.

Pris à partie, le public réagit à chaud : succès total ou départ discret. Mais ce sont surtout les prises de position politiques qui déconcertent : « C'est terrible tout ce qu'on peut trouver dans les prisons allemandes... C'est vrai, tous ces gens suicidés à bout portant... Applaudissements de l'extrême gauche, ou sourires gênés : le terrorisme comme les grandes calamités suscite encore le respect. « En France, nous avons un fascisme à visage humain... » Une voix anonyme chuchote : « Peut-être quand même pas exagérer ! » Oui, Bedos exagère ; à plaisir, comme un fan déçu par son idole : l'union de la gauche. Et il glisse, ames : « On aurait dû faire une union de la gauche. Une union des partis de gauche qui se seraient entendus sur un programme commun... Je me mets à la place de ceux qui y ont cru : l'en était là ! »

Dénouant la démission afin de mieux recoller les morceaux, la démarche de Guy Bedos n'est pas exempte d'un idéalisme à la limite de l'utopie. Est-ce la manœuvre consciente qui le pousse, chaque soir, à remettre en cause sa situation de contestataire ? Un contestataire de luxe dans une société qui le privilégie. « La culture et les idées de manifestant sont exorcisées », s'insurge-t-il à dire. Ironie adroite ou honnêteté suicidaire ? Peut-être plus sûrement la culpabilité de ceux qui dénoncent et profitent en même temps. La culpabilité d'un Bedos qui s'avoue pied-noir et « rouge ».

ISABELLE DE WANGEN.

UNE CHARTE
POUR LA HAUTE-LOIRE

A défaut d'une charte régionale pour l'Auvergne à l'exemple de l'Alsace et de la Picardie, une charte culturelle vient d'être conclue entre le département de la Haute-Loire et le ministère de la Culture et de l'Environnement (1). Elle prévoit notamment la création d'un lycée d'enseignement professionnel de facteurs d'instruments de musique à Clermont-Ferrand, qui serait installé dans un bâtiment convenant de l'abbaye de la Chaise-Dieu affectée jusqu'ici au presbytère paroissial. Il pourrait recevoir soixante-dix élèves préparant un brevet de technicien supérieur en trois ans. Pendant les vacances, les locaux pourraient accueillir des stages de musique, d'école d'orgue, etc. Un centre d'Europe, ce lycée coûterait environ 7500 000 francs à la charge de l'Etat.

Deuxième volet de l'opération, la création d'un centre de formation de musiciens chorales dans les dépendances du château de Saint-Vidal, qui depuis quelques années, accueillait, en juillet, les « chorales » du même nom, animées par le mouvement. A cœur joie, il permettrait l'organisation de stages de formation avec une capacité d'hébergement de cent cinquante personnes.

La charte aurait également pour ambition de protéger, restaurer et faire revivre le patrimoine architectural en milieu rural, les arts et traditions populaires en pays de moyenne montagne. — (Corresp.)

(1) A l'heure actuelle des chartes ont été passées avec onze villes, quatre départements et deux régions.

Expositions

Peintures de cour dans le Japon du XVI^e siècle

Le chatolement de la cinquantaine de peintures japonaises réunies par Jennifer Oetler, et dont plus de trois siècles n'ont pu tirer réclat ni la fraîcheur, ne saurait être le fait d'un fantaisiste plus ou moins anarchique. A scruter par le détail les merveilleuses miniatures, et aussi les manuscrits, paravents, éventails, l'é-maki-mono — en partie déroulé — et les gros plans photographiques de Laurent Chastel, maître d'œuvre du catalogue, à eux confrontés vous y aidiez puissamment — on constate à quelle stricte discipline les artistes devaient se soumettre : aux règles esthétiques de leurs écoles comme à la fidélité absolue au texte à illustrer. L'enchantement alors redouble.

Car il s'agit bien d'un texte, du plus grand roman court japonais, le Genji Monogatari, de Dame Murasaki Shirô, que René Stietert vient de traduire intégralement sous le titre de Dit du Genji. Le premier volume est sorti aux Publications Armand Colin (France) en même temps que s'ouvrait l'exposition. Le deuxième volume qui paraît le 15 décembre peintures exécutées au seizième siècle n'en trahit pas l'esprit : les murs raffines de la cour impériale du haut Moyen Age, où les intrigues sentimentales plus ou moins alambiquées se nouent en vase clos. Mais, comme un carillonier français du Grand Siècle qui réinterprète les protagonistes d'un roman de chevalerie en costumes Louis XIV, les personnages japonais sont vêtus à la mode des courtois de cette Renaissance japonaise, la période Momoyama.

Particularité plus caractéristique encore, c'est la nouvelle architecture nipponne, le plupart du temps aux toiles enlées, à ciel ouvert, qui sert de cadre rigide à ce (grand) monde quelque peu mythique. Il ne présente pas seulement pour l'historien un intérêt documentaire : ses espaces à la fois ouverts et fermés font un constant appel d'air, ses chapiteaux rectilignes obligent le peintre, par le jeu des diagonales, à toutes les écarts graphiques, à des compositions souvent divisées en deux scènes, avec un mouvement suggéré d'une vers l'autre, comme une phrase musicale. La difficulté est d'ailleurs accrue par le format du « sixishi » à peu près carré imposé aux miniatures qui

figurent en écrasante majorité dans cette exposition.

Rien n'est laissé au hasard. Tout est mis en code. Les nuances d'or, c'est le temps qui passe. Leur couleur brillante est placée sur le fond d'or du papier, ils servent à indiquer la transition d'un moment à un autre, d'un épisode à un autre, ils enchaînent le récit. Chaque lieu a son langage propre de joie ou de mélancolie. Elle est choisie selon le saison où se passe l'événement. Quant à la matière de brocart, leur état ne rompt pas l'harmonie de la composition. C'est là que, par le secours de la loupe, ou plus simplement des agrandissements photographiques, on peut suivre le travail d'un pinceau peignant qui a superposé des pigments amalgamés à la colle, en obtenant des mini-reliefs s'ils sont justifiés : vermillon du cinabre, vert diaphane de la malachite, rouge brun de l'hématite, etc. Le moindre détail concourt à créer l'ambiance totale du roman. A en respecter scrupuleusement le déroulement et les nuances.

René Stietert a pris la peine de rechercher et de trouver les passages du Dit du Genji qui correspondent aux images rassemblées et les textes sont accolés à chacune d'elles. On voit répartis en trois séries : celles (vingt) qui sont attribuées à Tose Mitsuyoshi, les plus vives ; celles (sept) d'un artiste inconnu qui contrastent par leur sobriété et leurs tons plus sourds avec la rutilance des précédentes ; enfin les peintures qui sont attribuées à Sotatsu, toujours enrichies de poèmes calligraphiques.

Ainsi assiste-t-on à la résurrection d'un monde — d'un « âge d'or » où l'exercice des arts était la suprême raison d'être et où les princes eux-mêmes s'adonnaient en « professionnels » à la poésie, à la musique et à la peinture. Société raffinée de la période Heian dont les joies et les dangers se reflètent dans la noblesse à travers les descriptions méticuleuses d'un livre qui, lui, avait survécu à des siècles de désordres sanglants.

JEAN-MARIE DUNOYER.

■ Galerie Jacques-Oetler, 25, place des Vosges.

Le vitrail au microscope

C'EST à la cathédrale de Chartres qu'en France nous avons pris conscience du mal des vitraux. Grâce aux peintres (1). Un jour, il est apparu que le bleu de Chartres avait changé, ce bleu qui avait autrefois alimenté la pensée mystique avant de fournir aux peintres abstraits contemporains un peu de mystère dans la recherche de la lumière picturale, sans lequel elle ne serait que vaine activité décorative. Il était devenu plus clair, et, en même temps, l'ensemble de l'accord chromatique des vitraux. Men installés dans notre sensibilité, s'était modifié.

Que s'était-il passé ? Les vitraux avaient tout simplement été restaurés. Sans la patine du temps, les « peintures translucides » paraissent éblouies, étrangères aux habitudes esthétiques des peintres qui venaient de temps à autre contempler pour recharger leur inspiration et presque trouver une certaine justification à leur peinture. Si l'en est ainsi, disoit-il, pérorant les « restaurateurs de vitraux ». Il faut empêcher que de trop lourdes mains touchent à ces « peintures de lumière ». Or celles-ci ne font que « sauver » des vitraux menacés d'un dépérissement fatal.

TROIS BALTHUS A TROYES...

Marseille n'est pas le seul musée en province à posséder une peinture de Balthus, après sa récente acquisition, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 30 décembre 1977. La ville de Troyes en possède trois, grâce à la donation récemment faite par M. Pierre Lévy. On sait que cette importante collection d'art moderne, destinée à être installée en permanence dans les beaux bâtiments restaurés de l'ancien évêché de Troyes, sera comme nous le précise M. Michel Hoog, conservateur, exposée à l'Orangerie des Tuileries en février prochain.

Les plus anciens, ceux de Chartres, ont huit cents ans. A plusieurs reprises, ils ont, au cours de leur longue histoire, été restaurés, déposés et remis en place. Mais aujourd'hui, c'est la première fois qu'on peut mesurer de visu, comme on dit la détérioration interne qui les rongent invinciblement. Car, au-delà de la réalité du pouvoir esthétique de ces créations d'art, il y a aussi la réalité de leur état physique. La première se perçoit de loin, à travers le jeu des lumières qui viennent d'en dehors et éclairent l'espace des cathédrales ; la seconde, c'est de près qu'on peut la déceler.

Un regard d'entomologiste

L'exposition du Palais de la découverte sur le vitrail, ses maladies, sa restauration (et aussi sa fabrication), nous invite à poser pour ainsi dire un regard d'entomologiste (le Monde du 28 décembre 1977). A travers des vues grossissantes à la loupe, ou de photographies au microscope, on y voit les beaux vitraux de lumière comme on ne les verra jamais dans une église. Les petits morceaux de verre cernés de plomb sont des paysages lunaires ravagés par des cratères. La masse même du verre se désagrége, forme un dépôt blanchâtre friable. Dépoussière, il laisse apparaître des pustules proliférantes.

Depuis vingt-cinq ans, un organisme international, le « corpus des vitraux » (corpus vitrearum medii aevi), s'est consacré au sauvetage de ce trésor artistique en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie et en Espagne. Un ouvrage, qui vient de paraître aux éditions Seghers (2), raconte l'épopée de cet art fondé sur la relation du verre coloré et de la lumière changeante selon sa direction et son intensité.

Pour nous, le vitrail est peut-être la première manifestation d'une peinture cinétique avant la lettre. Mais son apparition et son extraordinaire développement appartiennent à l'architecture

qui, au XII^e siècle, venait d'inventer une construction révolutionnaire. La colonne et l'ogive gothique, structure autoportante rationnelle, permettaient d'élever les murs de pierre pour y mettre des cloisons de verre. Et, plus les solutions structurales de l'architecture étaient audacieuses et sophistiquées, plus il était possible de faire appel aux murs de verre. Sur ce plan, l'architecture contemporaine de verre et de béton n'a rien inventé. Tout a été dit, souverainement, dans l'architecture de la Sainte-Chapelle. Chartres, la cathédrale aux cent-soixante-quatre vitraux, compte 2 600 mètres carrés de verre coloré. Et c'est logiquement que chaque vitrail est devenu une « page ouverte » des Saintes Ecritures offertes aux foules du Moyen Age. Avant de savoir lire, elles avaient appris à « voir » dans les vitraux. Premier langage de symboles, d'emblèmes, d'effigies de saints et de rois. Miroir de la pensée du temps. De son art aussi. Le vitrail dans une cathédrale, c'est le grand écran d'images où le peuple lisait les dogmes. Et, dans le langage actuel, le « médium » de communication de masse.

Pour sauver les vitraux du Moyen Age, à Chartres comme à Evreux, à Strasbourg, Metz ou Bourges, à Canterbury comme à York, à Cologne comme à Arezzo, diverses solutions ont été adoptées. Aucune n'est totalement satisfaisante, aucune n'offre de garantie absolue. A long terme, les vitraux sont donc condamnés à périr si l'on ne parvient pas à interrompre l'invisible processus de détérioration mortelle qui menace toutes les « peintures de lumière » du monde.

JACQUES MICHEL.

(1) Manessier, Bazaine, Singier, Barthele et bien d'autres, qui ont créé une association pour la défense des vitraux de Chartres.

(2) Le Vitrail, la merveilleuse Histoire. Texte de Laurence Lee, Georges Segon, Francis Segon. 208 pages grand format, 500 photographies en couleurs et en noir. Editions Seghers.

CONCERTS

Radio France

MUSIQUE POUR TOUS

Salle Pleyel
Jeudi 5 janvier
à 20 h 30
Stravinsky - Ravel
Sol. : Eric HEDSIECK
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Gilbert AMY

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Lundi 9 janv.
à 20 h 30
Quatuor TALICH
SCHUBERT - MILHAUD
JANACEK

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Mardi 10 janv.
à 20 h 30
Dir. : Marc SOUSTROT
Sol. : A. et J. PARATORE
BACH - POULENC - ROUSSEL

SAISON LYRIQUE

RADIO-FRANCE
Grand Auditorium
Jeudi 12 janv.
à 20 heures
Dir. : Christof PERICK
BOSONI
DOKTOR FAUST
K. RYLL, K. CLARKE, R. DRENE
ORCH. NATIONAL DE FRANCE

RÉCITAL DE CHANT

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Samedi 14 janvier
à 20 h 30
Birgit NILSSON
au piano : Lars BODS
Wagner, Schubert, Grieg, Strauss

MUSIQUE AU PRÉSENT

RADIO-FRANCE
Auditorium
14 janvier
à 17 heures
Dir. : Gilbert AMY
Scherchen - Hsiao
Metano - Bartok
A. et J. PARATORE
C. LEMAIN, H. KATZ
ENC. INSTRUMENTAL DE H.L.P.

Location : RADIO-FRANCE, Salle et Agence

MARIGNY

A partir
du 13 janvier

JEAN LE POULAIN
ALAIN MOTTET
JACQUELINE JEANNEUF
et
RENE CLERMONT

MIAM - MIAM

OU LE DINER D'AFFAIRES

de JACQUES DEVAL
Mise en sc. Jean LE POULAIN
Décor Roger HARTER
avec
ROBERT LE BEAL
CYRILLE BERNARD
BRUNO NETTER
NOELLE MUSARD
Location ouverte

EN JANVIER AU PALAIS DES ARTS

du 2 au 7 - du 16 au 21
bernard haller
Un sacré bonhomme !
(G. Duran, Nagent Observateur)
La perfection même...
(B. Mabillet, Quotidien de Paris)
du 10 au 14 - du 24 au 28
francesca solleville
pierre tisserand
325 rue Saint-Martin Paris 3e
278.04.68 et 272.62.98

LE CALENDRIER DES CONCERTS

THEATRE DE LA MADELEINE
Samedi 7 janvier
à 17 heures
(P.A.)
(Mogon.)
Amis Musique de Chambre
Christine WALEVSKA
Martin IMAZ
Violoncelle - piano
Chapelle, Gluck
Frascati, Prokofiev

L'ENSEMBLE 12

Vieux solo : PHILIP SRIE
VIVALDI
L'ESTRO ARMONICO (1re partie)

ORCH. de CHBRE des CONCERTS

LAMOUREUX
« Un soir à Vienne »
Sol. : J. ESTOUMET
Dir. : Ph. GONDAMIN
Mozart - Schubert - L. Strauss

QUATUOR VEGH

Amis Musique de Chambre
Mozart - Bartok - Beethoven
Mozart - Bartok - Beethoven

SCHUMANN

par VENTISLAV YANKOFF

Le Maître du soir

Ravi SHANKAR
Aila RAKHA au tabla
Musique de l'Inde

théâtre de gennevilliers

793.63.12
les temps nouveaux...

TAMBOURS DANS LA NUIT

de bertolt brecht
mise en scène d'yvon davis

MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX

Place de l'Hôtel-de-Ville - 94000 CRETEIL
Tél. : 899-90-50

JAZZ : Samedi 7 janvier, à 20 h 30

ARCHIE SHEPP QUARTET
Musique : Dimanche 8 janvier, à 16 h.
Pierre PETIT présente l'école normale de musique de Paris.
Bertrand MOLLA et Alko OKAMOTO (pianistes)

THEATRE : Vendredi 13, samedi 14, à 20 h 30,

et dimanche 15 janvier à 16 h.
VOYSEK, de Georg BUCENER.
Première présentation en Europe
du Centre national des arts du Canada.

THEATRE-ENFANTS : Mardi 17, mercredi 18, jeudi 19

et vendredi 20 janvier, à 14 h.
LA GRANDE MAIN DE FARAGALADON, de Raymond GERRAL,
par le Théâtre Roméo-Bolland de Villejuif.

CINÉ-CONFÉRENCE : Mardi 17 janvier, à 20 h 30

LA TRAVERSEE DE LA PIERRE SAINT-MARTIN
Première mondiale de spéléologie.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Petit Odéon, 18 h 30 : Le Feuillage ;
21 h 30 : Le Village d'Arctur ;
YEP, 20 h 30 : La Tragédie Eléonore
d'Hannu, prince de Danemark ;
Petit YEP, 20 h 30 : Francis
Lemaire.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h 30 : Macbeth ;
Théâtre de la Ville, 18 h 30 :
Gustave Rinaldi.

Les autres salles

Aire libre, 20 h 30 : Décret secret ;
22 h : Pinot et Matho ;
Ankora, 20 h 30 : Raymond Devos ;
Rochefort-Opéra, 21 h : Solenn le
constructeur ;
Bouffes-Parisiens, 20 h 45 : Le Petit-
Fils du chahk ;
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium,
20 h 30 : Les Clowns Macdonna ;
Théâtre du Soleil, 20 h 30 : David
Copperfield ; Théâtre de la Tem-
pête, 20 h 30 : Don Juan ;
Gymnase, 21 h : Coluche ;
Il Restera, 20 h 30 : Louisa la
Pérola ;
La Bruyère, 20 h 45 : La Rose et la
Chou-fleur ;
Le Lucernaire, Théâtre Noir, 18 h 30 :
la Belle Vie ; 20 h 30 : Les Écarts
de la Laure ; Théâtre Rouge,
20 h 30 : Boite Mao boite ;
Mathurins, 20 h 45 : La Ville dont
le prince est un enfant ;
Michel, 21 h : Les Vignes du
Seigneur ;
Michoudière, 20 h 30 : Pauvre
sacristain ;
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
huit ;
Mouffetard, 20 h 30 : Les Précieuses
ridicules ;
Orsay, grande salle, 20 h 30 : Harold

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 3 janvier

et Manda. — Petite salle, 20 h 30 :
Albert Nobbs ;
Palais des arts, 18 h 30 : Les Jeanne ;
20 h 45 : Bernard Haller ;
Palma, 20 h 45 : Adieu Supermac ;
Saint-Georges, 20 h 30 : Topaze ;
Théâtre d'Orsay, 20 h 45 : Sylvie
Joly ;
Théâtre du Marais, 20 h 30 : Tuer
sans pitié ;
Théâtre Marie-Stuart, 21 h : Elle,
elle et elle ;
Théâtre Oblique, 10 h 20 : Les Der-
nières Hommes ;
Théâtre de Paris, 21 h : Vive
Henri IV ;
Théâtre Paris-Nord, 20 h 45 : la
Princesse de Clèves ;
Théâtre de la Fénice, 20 h 30 : la
Psychopompe ;
Théâtre Présent, 20 h : le Nouveau
Locataire ;
Théâtre 347, 20 h 30 : la Ménagerie
de verre ;
Tristan-Bernard, 21 h : Ovi soit
qui mal y pense ;
Tropédyte, 21 h : l'Amithostrate.

Les cafés-théâtres

At. Ben Im, 20 h 45 : Hiroshima
Paradise ; 22 h : Youth ; 23 h :
Soleil dans la boîte ;
Blanc-Manteaux, 21 h 45 : Au
niveau du chou ; 23 h 15 : les
Autriches ;
La Bretonnière, 20 h 30 et 22 h 15 :
Célestine ; Dialogues ;
Café d'Edgar, 1 20 h 15 : Douby ;
21 h 45 : Popek. — II, 20 h 30 :
Deux Suisses au-dessus de tout
suspçon ;
Café de la Gare, 30 h : Plantons
sous la table ; 22 h : Une pitoyable
mascarade ;
Le Comptable, 20 h 30 : le Petit
Prince ; 22 h : Lewis et Alice.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 4 au 11 janvier)

Centre Pompidou, petite salle (277-
12-23), mer. jeudi, ven., sam., dim.,
de 15 h à 20 h. Théâtre à bre-
selles : la Légende du bâtiment C ;
la Légende du banc ; mer. et ven.,
15 h : Potée de la ville ;
Cirque Bouglione, 130, Avenue F-
Faure (92-05-14), sauf jeudi, 15 h
et 21 h ; dim. 14 h, 17 h et 21 h ;
Cirque à l'ancienne au Nouveau
Carré, 20 h 30 : Émile-Chautemps
(277-88-40), mer., sam., dim.,
15 h 30 ;
Cirque Jean-Richard, Hippodrome
de la porte de Pantin (205-22-34),
mer., 17 h ; jeudi, ven., 20 h 45 ;
sam., 14 h, 17 h et 20 h 45 ; dim.,
14 h et 17 h ;
Cirque de Paris, jardins du Rame-
lagh (224-00-12), mer., jeudi, ven.,
sam., dim., 15 h : la Famille
Pépino ;
Ménageries du Luxembourg (326-
44-77), mer. et dim., 14 h 30 et
15 h 30 ; sam., 15 h 30 : les Méta-
morphoses du prince charmant ;
Café d'Edgar (324-18-80), mer., 18 h
et 16 h ; sam., 15 h : Fantômes
et fantoches ;
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-
88-30), lun., mer., ven., sam.,
20 h 30 ; sam., dim., 15 h 30 :
David Copperfield.

THÉÂTRE OBLIQUE

76, Rue de la Roquette (11^e)
métro Bastille et Voltaire 355.02.94

du 4 au 28 janvier

BLAISE PASCAL

par le
RIDEAU DE BRUXELLES
Direction : Claude ETIENNE
Spectacle conçu et réalisé par
Pierre LAROCHE

GRANDE SALLE 21H

relâche lundi

Musique

THEATRE DE LA VILLE

18 h 30

une heure sans entracte 14F

du 3 au 7 janvier

SUSANA RINALDI

tangoes argentins

du 10 au 14 janvier

JESSY NORMAN

du piano

DALTON BALDWIN

Schubert - Brahms

Negro Spirituals

2, place du Châtelet

tél. 274-71-24

A partir de demain aux cinémas

UGC BIARRITZ - UGC ERMITAGE - DANTON - CAMEO - MIRAMAR - REX - MAGIC CONVENTION - UGC Gobelins - MISTRAL - 3 SECRETAN - UGC GARE DE LYON - 3 MURAT - CYRANO Versailles - FRANCAIS Enghien - C2L Saint-Germain - PARINOR Aulnay - ARTEL Créteil - ARTEL Port Nogent - CARREFOUR Pontin - LES' ULIS Orsay - MELIES Montreuil - Cergy-Pontoise - BUXY Boussy-St-Antoine - NORMANDY Montes

Meaux - Corbeil - PARAMOUNT La Varenne

Les trois PERSONNAGES CLES de "La Part du Feu"

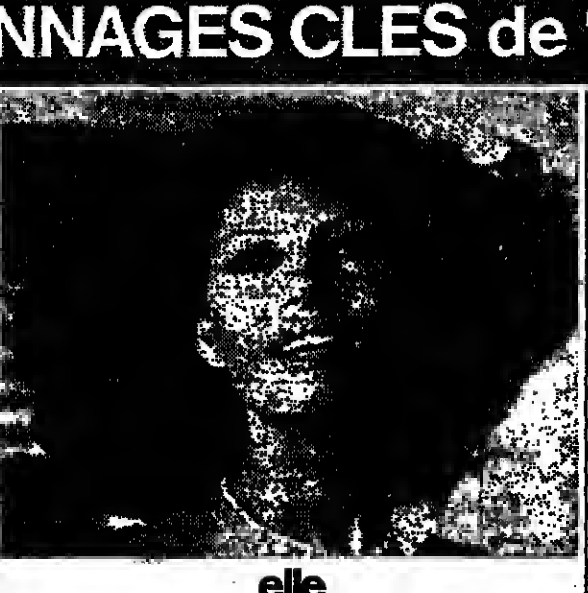
un arrivé



MICHEL PICCOLI

Contrairement aux apparences, ce ne sont pas les affaires pour les affaires ou l'argent pour l'argent qui intéressent Bob Hansen, il a fait fortune dans l'immobilier (il aurait pu aussi le faire dans toute autre industrie) mais sa vraie passion, sa drogue, c'est le pouvoir qu'il exerce sur les êtres et les événements.

Comme tous ses semblables, il lui est nécessaire, pour que son plaisir soit complet, de contaminer ses proches, à commencer par son collaborateur, Jacques...



CLAUDIA CARDINALE

Catherine Hansen est sans calcul. Elle est vraie dans un monde peuplé d'êtres faux. Elle a aimé Bob, son mari. Elle a participé à sa réussite.

Par amour, elle a accepté sa soif de puissance. Elle a accepté de le voir s'élever d'elle au fur et à mesure qu'il succombait à la drogue du pouvoir. Et puis, Jacques est entré dans leur vie. Catherine aussi a vu en lui un autre Bob et quinze ans plus tard, il arriva l'inévitable : elle l'aima et crut pouvoir réussir avec lui là où, avec Bob, elle avait échoué.



JACQUES PERRIN

Jacques Noblet a été détourné d'une situation (normalement médiocre), de fonctionnaire au ministère de la Construction, moyennant un coup de pouce administratif : il s'est vendu à Bob Hansen comme on vend son âme au diable.

Ce garçon brillant, à la personnalité encore mal définie, ressemble-t-il, autant que son patron veut le croire, au jeune loup sans scrupule que lui-même fut en son temps ? Ou bien ne va-t-il pas un jour dépasser son pygmalion ?

Chacun des trois va faire la part du feu : sacrifier une partie pour sauver l'essentiel.

LA PART DU FEU

تكملة من الأصل

	Le type	Le type T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROF. COMM. CAPITAL	80,00	91,82

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m. col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

FABRICANT FRANÇAIS matériel minier

Nous exportons 60% de notre C.A. dans le monde entier en bénéficiant du réseau international du groupe auquel nous sommes rattachés pour représenter nos intérêts auprès de la :

FILIALE ANGLAISE

du groupe, nous recherchons jeune

INGENIEUR

Mines Centrales, E.T.P., Arts et Métiers

3 à 5 ans d'expérience en exploitation ou entretien en mines ou travaux souterrains. Anglais courant, fortes qualités relationnelles.

Il assurera des missions multiples de prospection, négociations, suivi technique, après-vente et liaisons administratives. Poste basé à NEWCASTLE, déplacements fréquents. Rémunération départ : environ 100 000 F.

Env. C.V., photo s/réf SYS-11 à COMPÉTENCES 2, rue Childebert, 69002 LYON

SOCIÉTÉ MINIERE AU NIGER (ZONE FRANC)

Filiale d'un très important Groupe Français (8000 personnes), recherche pour son usine de concentration, un

CHEF DE DEPARTEMENT TRAITEMENT MINÉRAIS

Il faut un Ingénieur, Grande Ecole ou ENSI, ayant de préférence opté pour une spécialisation géologie chimique. Son expérience sera celle d'un homme de production dans une industrie de process du type hydrometallurgie, pétrochimie ou sidérurgie. Il aura au moins 35 ans.

Contrat ferme - avantages et garanties « Expatriés » - Scolarisation des enfants assurée jusqu'à 25 ans.

Envoyer C.V. explicite sous référence STM à :

CETAGEP 100, avenue Général Leclerc, 92000 Nanterre 1

offres premier emploi

INSEGE

proposé à

40 JEUNES DEMANDEURS DE PREMIER EMPLOI

(moins de 25 ans, 3 ans min. d'études sup.) UN STAGE REMUNERE

Durée : Cycle de 6 mois dont stage en entreprise.

Objectifs :
• Connaissance pratique de l'entreprise ;
• Entraînement à la recherche d'emploi ;
• Contact avec entreprises ;
• Orientation personnelle.

CYCLE AGREE
REMUNERATION ASSUREE PAR L'ETAT
Env. lettre motivée et C.V. à n° 8210, Le Monde, Publicité, 5, rue des Italiens - 75001 PARIS (9)

GROUPE Insep

PREMIER EMPLOI

nous offrons

DEUX STAGES REMUNERES D'INSERTION DANS LA VIE PROFESSIONNELLE (janvier-juillet 1978)

aux jeunes demandeurs d'emploi de 18 à 25 ans.

• Contraintes budgétaires (niveau requis : Bac + 2 ou 3).
• Inspecteurs commerciaux et animateurs (niveau requis : Bac + 1).

Candidatures : I.O.S., 2, r. de la Paix, 75002 Paris - Tél. : 280-10-30.

Vous désirez devenir

CADRE DU TRANSPORT

après un stage gratuit, rémunéré par l'Etat, du 15-1 au 28-7, des postes sont offerts

• Conditions : moins de 25 ans ;
• Formation : Ecole de commerce, Licence, DEUG, DUT, Droit Gestion, Sciences Eco.

AFT CESTRAL

23-34, quai National - 92 Puteaux, tél. 718-43-34, poste 33-37.

Sociétés en pleine expansion appartenant à un Groupe International spécialisé en Chaudronnerie et montage industriel recherchent pour postes en

AFRIQUE NOIRE 2 adjoints au chef d'exploitation (Cameroun et Sénégal)

• Jeunes Ingénieurs (28 ans minimum) diplômés Grande Ecole
• Expérience dans le montage industriel apprécié
• Anglais indispensable.

1 technicien

pour service chiffage devis (Sénégal)

• Expérience dans fonction similaire indispensable.
• Formation Bureau d'Etudes, dessin soigné.

1 technicien

30 ans minimum pour service étude et chiffage devis (Siège Social Parisien)

• Expérience dans fonction similaire indispensable.
• Formation Bureau d'Etudes, dessin exigé.

Transmettre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 12.974 M à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOI outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. Ecrire : CLIVIER-MIR MUTATIONS, S.P. 141-09 Paris.

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche pour ses activités à l'étranger

INGENIEUR GÉNIE CIVIL

Ayant une expérience en travaux de terrassement et ASSAINISSEMENT. Ce poste correspond à un ingénieur diplômé, titulaire d'un diplôme français, en anglais. Veuillez écrire (Joindre C.V. en précisant votre dernière rémunération annuelle) sous la référence 5.901, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, 4, 1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris, recherche

INGENIEUR ROUTIER

Diplômé d'une Grande Ecole ayant une expérience professionnelle acquise pour partie à l'étranger, les candidats intéressés voudront bien prendre contact en écrivant (Joindre C.V. en indiquant votre dernière rémunération) s/réf. 4.888, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.



emplois régionaux

sportswear

région lyonnaise

Notre entreprise (1000 personnes) est spécialisée dans la fabrication et la vente de vêtements sportswear se situant dans une gamme moyenne. Notre développement est régulier et constant. Nous recherchons :

1. UN DIRECTEUR DE PRODUCTION, En liaison avec le P.D.G., il définit la politique industrielle (investissements, choix des matériels) et dirige nos unités de production aussi bien sur le plan de la rentabilité que de la gestion du personnel. L'homme retenu aura 35 ans minimum, une solide connaissance technique du vêtement sportswear et une expérience production confirmée. Il est prévu des déplacements de courte durée dans les établissements. Réf. 71256/M
2. UN RESPONSABLE EXPORT Nous recrutons ce poste dans le but d'intensifier notre pénétration à l'export. Ce cadre définit la politique export (objectifs et moyens), met en place et entretient les relations avec les clients. Une expérience confirmée des techniques export acquise et prouvée dans l'habillement est recommandée. La connaissance de l'allemand et de l'anglais est appréciée. Réf. 71256/M

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe) à J.P. VELLA - Responsable Secteur Habillement. Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1 RUE D'ANTON 75003 PARIS CEDEX 05

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE 120 km Est de Paris

recherche SON FUTUR

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

La société, internationale, en croissance rapide, cherche un homme capable d'assurer une transition de courte durée en tant qu'adjoint, d'assurer la direction administrative et financière :

- Contrôle de gestion,
- Comptabilité et trésorerie,
- Juridique et fiscalité,
- Informatique.

Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans min., diplômé d'une grande école commerciale, compétente par un DECS, ayant acquis une solide expérience au sein d'entreprises industrielles et commerciales.

Les dossiers de candidatures (C.V., lettre manuscrite et prétentions) seront traités confidentiellement par :

Bonvard, Gauthier, Martichoux & Associés Consultants de Direction 56, rue Jacob, 75006 PARIS CEDEX 06

Jeune HEC, ESSEC, Sup de Co

LILLE

Un important groupe pétrolier recherche pour sa Direction Régionale de Lille, en JEUNE HEC, ESSEC, Sup de Co, diplômé en ses études à la

DISTRIBUTION.

Après une période de formation au Siège de la Direction Régionale, il sera affecté sur le terrain en tant que responsable "au 1^{er} terrain" ou de gestion des ventes.

Ses évolutions de carrière sont à envisager au sein du Groupe.

Les premières expériences professionnelles seront appréciées.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2140-34 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 2, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

CADRE COMPTABLE

Le Groupe BSN-Gervais-Danone recherche un jeune cadre comptable, disposant au moins du DECS complet et de 3 ans d'expérience comptable acquise en Cabinet ou en Entreprise.

Au sein des Services Comptables de la Société des Eaux Minérales d'Evian (C.A. 700 millions de francs), il sera chargé d'assister les responsables pour la définition et la mise en place de nouvelles méthodes et procédures comptables et fiscales, de diffuser et mettre en place les procédures préconisées par le Groupe dans ce domaine, d'assurer la centralisation périodique de tous les éléments comptables, consolidés et de gestion, de 10 Sociétés.

Ce poste est à pourvoir à Evian.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. 4.21 M. à Jean Bünckel, BSN-Gervais-Danone-7, rue de l'Éclair, 75008 PARIS.

bsn, gervais danone

comptable confirmé

60.000 F +

Importante Société de Conseil implantée en FRANCE et en AFRIQUE, recherche pour ses services internes un COMPTABLE CONFIRMÉ.

Sous la responsabilité du Chef Comptable, il prendra en charge la comptabilité analytique et la comptabilité générale (jusqu'à l'établissement du bilan, des états financiers et des déclarations fiscales) de plusieurs établissements décentralisés.

Ce poste, évolutif, convient à un candidat de formation supérieure et de niveau DECS ayant acquis une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction. Lieu de résidence NANTES.

Adressez votre dossier de candidature sous référence 21.90-M à

ouest recrutement

S.P. 2291 - 49022 Angers Cedex. Les entretiens pourront avoir lieu à Nantes ou à Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche

GÉRANT de RESTAURANTS DE COLLECTIVITÉS

LE CANDIDAT DEVRA ÊTRE :

- Un dirigeant et un animateur (équipe de 30 personnes) ;
- Un homme d'action et d'initiative ;
- Capable d'initiative au sein d'une structure décentralisée.

AVOIR :

- Une expérience de restauration d'entreprise ou de restauration commerciale ;
- Rémunération en rapport avec la responsabilité confiée ;
- Intéressement aux résultats.

Lien de travail : Ville de CENTRE-OUEST.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 41.618 à CONTEXTE Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

4 000 personnes - 8 usines recherche pour sa

DIRECTION DU PERSONNEL

Région SENS (89)

RESPONSABLE

PROBLÈMES RÉMUNÉRATIONS

Bonne formation comptable + expérience quelques années dans service payé.

Maîtrisant parfaitement problèmes de paye - informatique, déclarations fiscales et sociales, régime de retraite, mutuelles, etc.

Libre très rapidement - Possibilité de logement. Rémunération C.V. et prétentions sous le réf. 410 à :

CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

ENTREPRISE DE MECANIQUE (130 PERSONNES) IMPLANTÉE EN ZONE RURALE 100 KM NORD DE PARIS

recherche pour sa

DIVISION HORLOGERIE INDUSTRIELLE

CHEF DES VENTES

— Collaborateur direct du responsable de la division horlogerie.

— Sera responsable de l'atteinte des objectifs et de la gestion des moyens ;

— Expérience développement et animation de réseaux indispensables.

Envoyer curriculum manuscrit détaillé, photo, salaire actuel et prétentions sous le réf. 410 à :

St. J. GAUSSIN, 104, rue de Richelieu, 75002 Paris.

diriger et développer un centre de formation d'apprentis

situé dans une ville importante de Normandie C'est ce que nous proposons à

diplômé de l'enseignement supérieur long

TECHNIQUE DU GENERAL 78000

Il :

- organise et gère le centre,
- anime l'équipe de formateurs, suit et développe la formation des jeunes auprès des entreprises de la profession (Haute et Basse Normandie, Picardie).

Il a au moins quatre ans d'expérience industrielle ou/et pédagogique (coopération plus poste opérationnel en entreprise, par exemple).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 7524 à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI 3315, rue Henri-Monier 75009 PARIS

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	45,00	45,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emplois régionaux

emplois régionaux

130.000 F. Création de poste
Société de béton - prêt à l'emploi - regroupant plusieurs centrales - 200.000 m³/an - effectif 80 personnes - recherche son

Directeur Général

Ingenieur T.P. Diplômé d'Ecoles Commerciales ou Equivalent
Dans le cadre d'une gestion décentralisée, il sera responsable du C.A., du développement et de la rentabilité de sa région.
Disposant d'une large autonomie, il devra prendre en charge tous les aspects de cette fonction sur les plans :
- technique : équipement, méthodes, approvisionnement, planning, transport ;
- commercial : définir et contrôler les objectifs et les moyens commerciaux dans le cadre de la politique définie par le Groupe, animer la force de vente ;
- gestion : coordonner et gérer l'ensemble des activités et assurer les relations extérieures.
La réussite de ce poste reposera davantage sur la personnalité, les qualités d'animateur, sur l'expérience et les compétences techniques que sur la seule formation.
L'étendue du secteur contrôlé exige une grande disponibilité.
Lieu de travail : Sud de la France.

Séle CEGOS Adresser lettre man. CV détaillé + photo et rémunération souhaitée, sous réf. 73423/M à Mme CLERE - 334-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

directeur des ventes

140.000 F

Région EST

Société française solidement implantée sur son marché, et spécialisée dans la Distribution de produits alimentaires par vente directe, recherche dans le cadre de son expansion un **DIRECTEUR** pour la région EST, susceptible de prendre progressivement la Direction d'une force de vente de 500 représentants dont il devra assurer l'encadrement, l'animation et le contrôle.
Issu d'une grande école commerciale (HEC de préférence) le candidat sera un homme de terrain et un gestionnaire ; une expérience spécifique d'au moins 3 ans de la vente directe (Ind. Alim., Edition, Electro-Ménagers) est indispensable.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSZYC sous la référence 71261/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75253 PARIS CEDEX 06

SEREG **DEPARTEMENT ROBINETTERIE HAUTES PERFORMANCES**
Schlumberger recherche

UN CHARGE D'AFFAIRES

DE FORMATION INGENIEUR MECANICIEN
ayant 2 à 5 ans d'expérience industrielle au sein d'une fonction études ou production.
Il s'occupera de gérer, promouvoir et faire évoluer les produits existants.
Ce poste basé à LYON suppose une certaine disponibilité pour des déplacements en France ou à l'étranger joints à une pratique de l'anglais.
Adresser C.V. et prétentions à **SEREG SCHLUMBERGER**
100 rue de Paris - 91302 MASSY.

NORMANDIE
Fabricant et Distributeur Produits
SECOND-ŒUVRE du BATIMENT
recherche

analyste-programmeur

IBM 34 - LANGAGE GAP
Responsable de la maintenance des systèmes déjà existants (commandes, pds, comptabilité), le candidat engagé sera, en outre, chargé de concevoir et mettre en place un système de gestion de production.
Envoyer C.V., photo et prétentions, sous référence 411 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
42, rue Legendre - 75017 PARIS

SOCIÉTÉ IMPORTANTE
ACCESSOIRES AUTOMOBILE
Leader dans sa branche
4.000 personnes - 5 usines
recherche pour son

SERVICE CENTRAL ACHATS
Région SENS (89)

ACHETEURS EXPÉRIMENTÉS

Connaissances approfondies dans les domaines suivants :
- matières plastiques et métalliques ;
- moulages métaux ;
- traitements de surfaces.
Envoyer C.V. et prétentions sous la n° 42.280, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er})

Très importante société industrielle française secteur aéronautique recherche pour usine **ALSACE**

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

diplômés grandes écoles : A.M. Centrale, Mines, DEBUTANTS ou ayant quelques années d'expérience.
Adresser CV et prétentions à n° 12238 EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour **GRANDE VILLE** ou **SUD-OUEST**

CHEF D'ÉQUIPE EXPLOITATION ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur Iris 80.
Disponible immédiatement.
Nationalité française exigée.
Envoyer C.V. détaillé, récent, et photo sous n° 41.495, CONTEXTE PUBLICITÉ, 23, av. de l'Opéra, 75002 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institution Saint-Joseph, 74200 THONON, tél. (30) 77-55-13, ch. PROFESSEUR D'ANGLAIS, 1^{er} cycle, rentrée janvier.

Import. entreprise coque renforcée en **JURISSE**
Niv. : maitr. en droit, avec, si possible, une formation complémentaire. La connaissance d'une langue étrangère serait appréciée.
En tant que collaborateur direct du chef de serv. juridique, il sera particulièrement chargé des études juridiques dans le domaine commercial, fiscal et social et aura également la charge de la documentation juridique.
Lieu de travail : MULHOUSE
Adresser C.V. à l'Alsace HAVAS PUBLICITÉ, 4200 MULHOUSE, sous chiffre n° 75454.

Sie de Construction à **NANCY** recherche

2 CONDUCTEURS DE TRAVX confirmés, tous corps d'état, 20 ans minimum.
Etude de pbs, projets, coordination et surv. chantier.
Formation souhaitée : Ecole des conducteurs de trav. de TOULOUSE.
Adr. candidat et C.V. man. et prêt. à n° 6.186, « la Mende » publicité, 5, rue des Ballons, 75427 Paris-14, qui transmettra

Nous prions instamment nos on-neurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

offres d'emploi

"controller"

Une entreprise industrielle française, liée à l'un des premiers groupes nationaux, cherche pour l'un de ses départements (2 000 salariés, CA : 400 MF dont près de 80 % à l'étranger), siège Paris banlieue est, un controller. Sous l'autorité du directeur du département, il dirige la comptabilité générale et industrielle, le contrôle de gestion, l'organisation et l'informatique, soit une cinquantaine de personnes. De formation HEC, ESSEC, Sup. de Co. complétée, si possible, par un DECS ou un MBA, il a, à 35 ans minimum, acquis l'expérience de la fonction dans une grande entreprise industrielle française ayant des filiales à l'étranger, ou dans une multinationale, et maîtrise l'anglais.
Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3306 LM.

chef de fonderie

pour une importante et moderne fonderie d'acier moulé produisant des petites pièces en série, dans l'est, faisant partie d'un groupe industriel important. L'ingénieur cherché, AM ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, a au moins cinq ans d'expérience de fabrication (ferroux) : moulage de série, sables de fondaria, direction d'atelier. Il prend en charge, avec la maîtrise, 90 collaborateurs (moulage, fusion, noyautage) avec le souci constant de la qualité (sable, moulage), de la productivité, de l'organisation et de l'encadrement des hommes. La réussite dans ce poste l'amène à prendre en charge d'autres responsabilités au sein du groupe. Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est souhaitable.
Ecrire à Y. CORCELLE, réf. 3301 LM.

ingénieur génie civil - Alger

Notre société d'ingénierie (française) réalise en Algérie des complexes minotiers. Nous cherchons, pour résider à Alger et assurer la coordination de dix chantiers dans toute l'Algérie, un ingénieur de génie civil, de 30 ans minimum, célibataire de préférence, qui donne des références solides de son expérience de chantier ; une expérience outre-mer en général et en Algérie en particulier est très appréciée.
Nous offrons un contrat de deux ans, une rémunération assortie d'avantages particuliers, une villa, une voiture de fonction et la possibilité de prolongation ou de reclassement pour un ingénieur qui aura prouvé sa valeur.
Ecrire à G. BARDOU, réf. 3305 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PRODUITS PETROLIERS
recherche son

directeur financier

180 000 F. + par an
Membre à part entière de l'état-major, il prend en charge des services déjà bien encadrés : comptabilité générale et analytique, trésorerie, montages juridiques, fiscaux et financiers, organisation administrative et informatique.
Homme de synthèse, il sera le conseil avisé du P.D.G., l'animateur d'une équipe devant faire passer aux différents niveaux de l'entreprise les améliorations comptables et informatiques nécessitées par sa forte croissance.
De formation solide en finances, comptabilité, ce « patron », âgé de 38 ans minimum, justifie d'une expérience approfondie de la Direction Financière acquise en entreprise. Anglais apprécié.
Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous référence 755 M à notre Conseil :

centor **DEPARTEMENT EMPLOI**
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

Nous sommes un Groupe Industriel Français d'importance internationale.
Notre Direction administrative et financière recherche son

directeur du plan

Agé de 32 ans minimum, de formation supérieure (X, Mines, Centrale, Ponts, T.P., A.M., INSEAO, ISA, MBA), parlant anglais couramment, de bon contact, rigoureux, ayant un bon esprit d'initiative, il aura 7 ans d'expérience professionnelle dans la Grande Industrie, dont 2 ans minimum de service fonctionnel (planification, contrôle de gestion).
Sa MISSION sera : de participer avec les Directions concernées (Production, Commerciale et Relations Sociales) à l'élaboration et à la mise à jour du plan à long terme avec tout ce que cela comporte de relations extérieures (Commissariat au Plan, INSEE, Collectivités, Banques), d'études économiques et financières. Très rapidement, le candidat retenu bénéficiera d'une large autonomie.

LOCALISATION du poste : Banlieue Ouest.
REMUNERATION : elle sera intéressante en fonction de l'âge et de l'expérience du candidat.
Envoyer C.V. + photo + prétentions sous référence 551-M - 25 rue du Renard - 75004 Paris.

PROSSEL international
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

WANG FRANCE recherche un

INGÉNIEUR-ANALYSTE

de niveau universitaire type MIAGE qui, après une première expérience, désire faire évoluer sa carrière. Une connaissance approfondie de la mini-informatique, des télécommunications et des procédures de transmission est indispensable. L'expérience des langages BASIC, COBOL, RPG 2, ASSEMBLEUR est un atout.
Le candidat aura en outre des actions de caractère technique et commercial d'avant-vente ou d'après-vente.
L'évolution vers de plus gros systèmes est la suite logique pour ce poste.
- Basé à PARIS.
- Anglais souhaité.
- Déplacements occasionnels en France.
Envoyer C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel
WANG France - 78/80, avenue Gallieni - 93170 BAGNOLET

28 ans mini. Création de poste
Entreprise en cours de lancement, bénéficiant de l'appui financier de ses sociétés mères, recherche un homme présentant les potentialités d'un

Manager Commercial

pour promouvoir les produits industrialisés, très compétitifs, dans les secteurs Bâtiment, Travaux Publics et Industries.

Missions :
- Il participera à la définition de la politique commerciale qu'il sera chargé d'appliquer.
- Il assurera, d'abord seul, le lancement des produits sur le marché, puis il définira les moyens commerciaux les plus adaptés et les mettra progressivement en place pour, enfin, animer la force de vente.
L'objectif étant de réaliser, en quelques années, un chiffre d'affaires de 30 à 50 millions de francs.
Ce poste est largement évolutif, il convient à un homme dynamique, concret, ambitieux, aimant le terrain et la négociation mais sachant aussi préparer et planifier son action.
Il sera directement rattaché au Directeur Général.
Il est indispensable d'avoir une expérience commerciale de terrain d'au moins 2 à 3 ans, complétant ou non une formation de base type Ecole de Commerce.
Résidence obligatoire dans l'Ouest.

Séle CEGOS Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 73423/M à Mme CLERE - Séle-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	48,10
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Rowntree Mackintosh
Groupe International Chocolaterie Confiserie implanté sur le marché français avec Smarties, Nuts, Quality Street, Kit Kat, After Eight, Menier, Chocorève, Lanvin, etc...

2 chefs de produits
qui seront chargés de :
- proposer et assurer l'exécution de la politique marketing pour une gamme de produits
- assurer la gestion des budgets et la réalisation des objectifs de profit
- être l'interlocuteur des agences de publicité.

chef de promotion
Rattaché au Directeur de la Promotion des Ventes, il définira, organisera, suivra, en liaison avec les chefs de produits et la Direction Commerciale, les promotions Circuit Court et Circuit Long de l'ensemble de la Gamme.
Il devra faire preuve de créativité et de méthode, et être capable de travailler en équipe.
Ce poste convient à un homme ou une femme de 27 ans minimum, de formation ESCA ou équivalente, justifiant d'au moins trois ans d'expérience en promotion des ventes, marketing ou publicité. Une bonne connaissance des différents canaux de distribution serait un atout supplémentaire. (Référence CPO)

La pratique courante de l'anglais est indispensable pour ces postes.

L'un des leaders mondiaux de son marché, le Groupe offre de grandes opportunités d'évolution.
Lieu de travail : MARNE LA VALLÉE, 15 mn Porte de Bercy par A 4.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence à Jacques Houbert, ROWNTREE MACKINTOSH SA - 77420 NOISIEL.

ASSOCIATION recherche
DIRECTEURS DIPLOMÉS DE CENTRES DE VACANCES
SÉJOURS PAQUES ET ÉTÉ 78
87, rue T. 10220 St. Rémy-François, 87 045, r. Réaumur, 75002 Paris.

STE D'INGENIERIE recherche
JEUNE INGENIEUR DIPLOME
1 à 2 ans d'expérience en AUTOMATISME et MICRO-INFORMATIQUE pour études et suivi de réalisations.
Expérience temps réel appréciée.
Adr. C.V. et prétentions, à :
SOMEPST
74, rue d'Arcueil - Bld 210
9318 RUNGIS Cedex

Organisme de Formation recherche
ANIMATEURS (TRICES)
STENO-DACTYLOS
Téléphone : 27-48-34.

Importante Société recherche
JEUNE TITULAIRE MAITRISE INFORMATIQUE
pour son département INFORMATIQUE GESTION
Ecr. av. C.V. et prétentions sous réf. 467 SPERAN 12, r. Jean-Jaures, 92017 PUTEAUX, qui tr.

CHRYSLER FRANCE
recherche
LE RESPONSABLE DE SON CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Le titulaire du poste est chargé :
- de diriger et contrôler la production du centre d'exploitation doté de 3 ordinateurs IBM 370,
- de concevoir et planifier les moyens logistiques en traitement de l'information.

Il supervise un effectif de plus de 100 personnes.

Les candidats, âgés de 35 ans minimum devront posséder :
- une formation supérieure de haut niveau
- une grande expérience des problèmes d'exploitation liés à un très grand centre
- une aptitude à diriger et animer des équipes
- une très bonne maîtrise de la langue anglaise.

Outre la formation et l'expérience, l'accent sera mis au cours du recrutement sur les qualités d'initiative et de prise de décision et la capacité à assumer une responsabilité opérationnelle dans un contexte international.

Adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo et rémunération souhaitée) à CHRYSLER FRANCE Administration du Personnel Cadres et ATAM, 45, rue Jean-Pierre Timboud 78307 POISSY.

IMPORTANT GROUPE PETROLIER
cherche à pourvoir 2 postes à plein temps de

médecins du travail

POUR LA DIRECTION MEDICALE
du siège situé à Paris, nous recherchons un médecin titulaire du CES médecine du travail et prêt à assurer, en tant qu'adjoint au Médecin Chef de la Direction Médicale, la surveillance médicale du personnel au siège et dans les établissements de la région parisienne.
Ce poste peut offrir à l'intérieur de notre Groupe de réelles perspectives d'avenir.

POUR UNE RAFFINERIE (effectif 1000 personnes environ)
située en Normandie nous recherchons d'urgence un médecin titulaire du CES Médecine du Travail, afin de lui confier la responsabilité du SERVICE MEDICAL AUTONOME.

La nature des interventions qu'il devra assurer - soit totalement (surveillance médicale, évacuation des urgences) - soit avec l'assistance d'un spécialiste d'hygiène industrielle (toxicologie, ergonomie, hygiène industrielle), les hautes responsabilités qui s'y rattachent ainsi que les relations qu'il devra entretenir avec la hiérarchie et le personnel, supposent - en plus des compétences professionnelles - de larges facultés d'adaptation et de décision, une personnalité parfaitement autonome.

Une expérience de quelques années dans une fonction similaire serait évidemment très souhaitable.

Pour ces postes qui n'imposent aucune contrainte nuit ou week-end - la connaissance de l'anglais serait un atout très apprécié.

Les candidats à l'un ou l'autre de ces postes sont invités à adresser rapidement leur dossier sous référence 14.279 à SNPM-PA - 100 avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui le transmettra.
(le cas échéant, préciser de façon claire le nom des Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en relation)

INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

Augmentation minimum annuelle du C.A. : 30 %
INTERTECHNIQUE, qui est bénéficiaire du plan de croissance du Ministère de l'Industrie, recherche :

1) Pour la Direction des Etudes du Département Informatique :

- **INGENIEURS LOGICIEL** (Grande Ecole)
Débutant ou ayant 1 ou 2 années d'expérience. Connaissance en transmission de données et en logiciel indispensables. (REF. 659).
- **PROGRAMMEURS** (REF. 660)
Titulaires du DUT, débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en logiciel.
Ces postes nécessitent des connaissances, soit en traitement des données et logiciel, soit en systèmes de gestion temps réel.

2) Pour la Direction des Etudes du Département Informatique :

- **AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS** (REF. 661)
Titulaires BTS ou DUT, débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en Informatique.
- **AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS** (REF. 662)
Titulaires BTS ou DUT, débutants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en Informatique.
Nombreux avantages sociaux par seconde d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restez entreprenants. Service quotidien de cars à partir de :
Porte d'Anteuil - Porte de Saint-Cloud - 3 gares de Versailles, Colombes, Porte d'Orléans - Gares de Nanterre - Gare de Trappes.
Adr. C.V. avec photo, en précisant réf. annonce, à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

90.000 F. +
Société de participations (40 filiales en province) elle-même filiale d'un groupe leader dans sa branche, recherche un

Audit Interne
Directement Rattaché au Président Directeur Général

Il aura pour missions :
- audit comptable des filiales,
- assistance, soit à l'amélioration des procédures existantes, soit à la mise en place de nouvelles procédures.

L'objectif étant la mise en place progressive d'un système de contrôle à distance.

Pour réussir dans le poste, il est indispensable d'avoir une formation BTS - BP, ou équivalente, une expérience de niveau chef comptable, ayant compris des missions d'audit, ou une expérience de cabinet comptable.

Lieu de travail : Puteaux - De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir.

SÉLÉ CEGOS
Adresser lettre man. + C.V. détaillée, et photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73420/AM à Mme CLERE - SÉLÉ-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

chef du personnel

Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il sera chargé de la gestion du personnel pour le Siège Social (1000 personnes), tant sur le plan administratif que sur celui des relations individuelles et collectives. Il lui sera demandé aussi de collaborer à l'informatisation de la paye et de mettre en place l'horaire variable.

Le candidat que nous recherchons est un jeune diplômé d'études supérieures, âgé au minimum de 30 ans et ayant une expérience de 3 à 5 années dans un poste similaire.

Adresser lettre man. + C.V. détaillée, et photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73420/AM à Mme CLERE - SÉLÉ-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

steria
recherche plusieurs
ingénieurs informaticiens

pour travailler sur des systèmes temps réels ou des logiciels de base :
- compilateurs et moniteurs sur mini-ordinateurs
- systèmes de communication téléphonique (public et privé)
- applications spatiales : lanceurs de satellite, systèmes d'armes.
- télétransmission et réseaux à commutation de paquets.

Une expérience professionnelle de 1 à 4 ans est nécessaire.

Prière d'adresser C.V., photo et prétentions à :
Michel RITOUT
25, av. de l'Europe
78140 VELIZY

Une Société assurant le « management technique » des filiales d'un groupe international diffusant des véhicules (VL et FL) et des biens d'équipements en Afrique francophone recherche :

UN CHEF DE SERVICE ASSISTANCE PIÈCES DE RECHANGE
90.000 F. +

Sous l'autorité du Chef du Département Pièces de Rechange et avec l'assistance d'inspecteurs itinérants, il sera chargé d'analyser les magasins pièces de rechange des filiales. A partir de l'analyse des différents tableaux de bord, il pourra être amené à implémenter ou restructurer un magasin, à étudier une situation particulière, à assurer un itinéraire, à former le personnel local, à diriger un inventaire.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation technique, devra être un spécialiste de la pièce de rechange dans le secteur automobile ou mécanisme agricole. Il pourra également avoir été inspecteur « pièces de rechange » auprès des concessionnaires de ces mêmes secteurs. Ce poste implique 40 % du temps en déplacements.

Poste réf. 144/AL

UN CHEF DE SERVICE ASSISTANCE ATELIERS
90.000 F. +

Sous l'autorité du Chef du Département Après-Vente, il sera chargé de contrôler et assister les chefs d'ateliers ou de garages des filiales. Il devra être un gestionnaire capable de définir et faire appliquer des procédures techniques et administratives, d'organiser et implémenter des ateliers ou bien encore de superviser la facturation ou les comptes analytiques d'exploitation. Il devra si besoin assurer des itinéraires. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation technique type IPT option mécanique auto, devra obligatoirement posséder une expérience mécanique auto VL et si possible FL acquise en tant qu'inspecteur chez un constructeur ou un importateur d'automobiles ou de machines agricoles. Ce poste implique 40 % du temps en déplacements. Il pourra éventuellement être basé en Afrique.

Poste réf. 145/AL

Pour ces deux postes, écrire en spécifiant la référence à :
GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

ALSTHOM-ATLANTIQUE
ÉTABLISSEMENT LE SOURGET

Recherche pour Mises en Service et Essais, en France et à l'Étranger de Groupes Turbines et Alternateurs de grande puissance, pour combustibles Fossiles et Nucléaires, et de Centrales Complètes de production d'Énergie Électrique

jeunes ingénieurs

X, Centrale, Supélec, écoles de Paris, ENSTA, Arts & Métiers, Centrale Lyon, ICAM, ECAM, IDN, Mines de Nancy, ENSEGP Grenoble, ENSEM Nancy, ENSMA Poitiers, Poly. Zurich...

Formation complémentaire et mise au courant en usine et sur chantiers, avant prise de responsabilités de Mises en Service.

Déplacements de longue durée principalement, en France et à l'Étranger.

Évolution de carrière assurée à l'intérieur de la Société.

Adresser C.V. détaillé à : ALSTHOM-ATLANTIQUE Relations Sociales 55, av. Jean Jaurès 93350 Le Bourget.

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche
Ingénieurs Grande Ecole

Pour applications de l'informatique aux calculs d'ingénierie (calcul de structures, mécanique des fluides, thermique).
Travaux d'études et développements.
Contacts clientèles.

Adresser curriculum vitae et prétentions à
CISI, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

مكتبة من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

8 animateur de formation
PARIS 50 - 60 000 F

- Pour BOSSARO INSTITUT, Département du GROUPE BOSSARO, spécialisé dans les problèmes de formation et de communication sociale au sein des entreprises.
- Le titulaire sera intégré dans une équipe centrée sur la conception et la réalisation de stages de formation utilisant les techniques audiovisuelles. Son rôle sera essentiellement et dans une première phase, d'animation de stages destinés aux employés et à la maîtrise du secteur de la Distribution.
- Il est requis un diplôme d'études supérieures (licence : psychologie, sociologie, sciences économiques ou école supérieure de Commerce) ; une expérience de 1 - 2 ans de la vie de l'entreprise, si possible sur les problèmes de formation ; du goût et des compétences pour le métier de Conseiller et de la disponibilité pour des déplacements fréquents.

Adressez un C.V. détaillé et une lettre motivée sous réf. 2573/M à : **Hervé LE BAUT - ORES - GROUPE BOSSARO**
105, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

dernier appel EMPLOI des JEUNES

Pour donner une suite pratique à la loi du 5 juillet 1977
les services commerciaux
(Vente ou Management)
du Groupe de Sociétés d'Assurances
le plus important du secteur privé.

offrent 20 stages

à des jeunes de 21 à 25 ans, sans emploi actuel, du niveau baccalauréat au moins, dans les conditions prévues par les décrets et arrêtés d'application de la loi.

Les stages de formation seront d'une durée de 6 mois et débuteront le 16 Janvier 1978

Ils comprendront une formation d'un minimum 200 heures. A l'issue du stage les stagiaires pourront présenter leur candidature pour les postes correspondant à la qualification acquise.

Ces postes font appel à un sens aigu des relations humaines et de la responsabilité personnelle dans l'évolution du plan de carrière en fonction exclusive de l'efficacité.

Ils bénéficient d'une rémunération moyenne parmi les plus élevées du monde industriel et commercial.

Toutes précisions sur les modalités de fonctionnement des stages et sur les postes et carrières auxquels ils préparent seront fournies aux candidats (tes) qui auront été convoqués individuellement.

1re lettre manuscrite à PUBLI-BANS, réf. MA 1203
13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir rappeler la référence)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Proche PORTE D'ORLÈANS

**ADJOINT AU CHEF
DU PERSONNEL**
HOMME

Débutant ou ayant deux à trois années d'expérience professionnelle.
Formation juridique exclusivement.
NIVEAU MAÎTRISÉ

Adresser C.V. et prétentions sous n° 42.121 à CONTEXTE
Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75009 Paris cedex 01.



Agip
Agip française s.a.

proposé postes
attachés commerciaux

pour affectations :
• REGION PARISIENNE
• BASSE SEINE
Attributions impliquant une expérience récente de plusieurs années en :
• prospection et vente de tous les produits pétroliers auprès de l'industrie, des négociants, et des autres consommateurs ;
• prospection et vente lubrifiants moteurs auprès notamment patrons de l'automobile ;
• connaissance domaine Stations Service appréciée.

Profil :
• âge minimum : 28 ans,
• formation supérieure commerciale
Ces postes nécessitent la volonté d'atteindre des objectifs fixés. Ce travail impose des déplacements fréquents chaque semaine et l'acceptation de mobilité future.

Conditions fixées selon qualification acquise.
Ecrire avec C.V., photo et PRÉTENTIONS ANNUELLES à AGIP Française S.A., Service Personnel-Juridique - 4, Quai des Étroits - 69321 LYON Cédex 1.
Réponse et discrétion assurées.

Ingénieurs Grandes Ecoles secteur informatique

Pour réaliser d'importants projets informatiques dans le secteur bancaire, le CAM, filiale informatique d'un des plus puissants groupes financiers mondiaux recherche des ingénieurs grandes écoles débutants et des ingénieurs ayant quelques années d'expérience en informatique de Gestion. Ces postes sont destinés à des candidats de valeur qui participeront au développement d'un secteur.



Les dossiers de candidatures (C.V., photo et prétentions) sont à adresser à : Robert ENSCHI
Service du Personnel - CAM - 113, rue Jean-Marie Naudin - 92220 BAGNEUX

La direction financière adjoint au chef de service contrôle comptable interne

réf. 41350 A
ayant de très bonnes connaissances en comptabilité analytique et générale et des connaissances générales en informatique, plusieurs années d'expérience professionnelle en usine et une expérience de l'Audit. Ce collaborateur participera à l'évolution des méthodes de comptabilité analytique.

attaché informatique

Réf. 41350 B
INGÉNIEUR ayant complété, si possible, sa formation par IAE ou ICG, possédant au minimum 5 ans d'expérience de l'informatique, ayant assumé la fonction de chef de projet.

Il interviendra au titre de formateur, conseil, chef de projet dans les domaines informatiques intéressant la Direction Financière.
Ces deux fonctions nécessiteront des déplacements en Province 2 jours par semaine environ.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous réf. correspondante CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ingénierie Nucléaire & Calculs de Structures

En Ingénierie nucléaire, les calculs de structures sont une phase essentielle à la démonstration de la fiabilité des équipements. Outre l'exploitation de programmes informatiques, destinés à établir les rapports de contraintes thermiques ou mécaniques, les "équipes calculs" réalisent les essais expérimentaux ou en situation réelle de fonctionnement, et conduisent les actions de développement de nouvelles méthodes d'analyse. Cherchant à offrir responsabilité individuelle et créativité collective, elles doivent donc être pluridisciplinaires et de taille humaine.

C'est dans cet esprit que Société en forte expansion, nous créons plusieurs postes dans les domaines suivants :
• Calculs de tuyauteries (Réf. 1110)
• Encastres sous pression (Réf. 1111)
• Comportement vibratoire de structures mécaniques (Réf. 1112)
• Tenue au séisme (Réf. 1113)

Ces postes conviennent à des ingénieurs ECR, EMP, ENSAE ou équivalent possédant une expérience d'environ deux années en calculs dynamiques et statiques par la méthode des éléments finis.

Envoyer dossier de candidature en précisant la référence choisie à SWEETS B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

POUR POSTES IMMÉDIATS

BASIC
recrute
A.T. 2 AUTOMATISME
OPLACEMENTS

POUR BANQUE OUEST
A.T. 3
CIRCUITS NUMÉRIQUES

A.T. 3 ÉLECTRONIC.
B.T.S. ou O.U.T. LABORAT.

A.T.P.
CIRCUITS LOGIQUES

A.T. 3
OPTION ÉLECTRONIQUE
OU AUTOMATISME

A.T. 3
TECHNOLOGIE
LABORATOIRE COMPOSANTS

A.T. 2
MAINTENANCE
APPAREILS DE MESURE

Se présenter 74-76, rue M.-Angé,
PARIS (XVIII) - 75014-48.
M. EXELMANS.

International Company Requires
PLANT MANAGER for new
nearby packaging factory at
FOURMIES. Proven ability,
commercial instincts and good
English essential. Salary 120 000
+ with many fringe benefits.
Send application with C.V. to:
HOWARD ORGANISATION, 3, r.
Cardinal - Mercier, 7200 Paris.

ORGANISME SYNOICAL
PATRONAL recherche
STENOGRAPHES AIGES
COMPTABLES P. achel.
Ecrire avec C.V. détaillé, à
Boîte Postale M. du MAZET
18-2002 PARIS. CROIX de
service n° 32, qui transmet.

VERADYNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES PARIS

Notre siège est situé aux U.S.A., mais notre marché s'étend, bien sûr, à toute l'Europe où notre filiale française joue un rôle important.
Notre activité concerne, comme vous le savez peut-être, les systèmes de tests pour composants et sous-ensembles électroniques.
De votre côté, votre formation d'ingénieur et votre expérience vous ont certainement permis de bien connaître le domaine des semi-conducteurs, télécomm. ou calculateurs.
Vous êtes en effet d'abord un excellent technicien mais votre finalité est la vente et la négociation de très grosses affaires (plusieurs millions de dollars).
A noter que nous créons un nouveau poste. Il est évolutif. Nous sommes dans un contexte multinational où parler anglais est évidemment très souhaitable.
Nous serions heureux de vous rencontrer très prochainement et de faire équipe avec vous.
Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3571 à

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

A qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ECHAFAUDAGE MÉTALLIQUE ET ÉTAIEMENT

**jeune ingénieur E.T.P.
ou similaire**

- Après une période de formation, il devra être capable d'assurer un poste de Technico-Commercial sur la Région Parisienne.
- une expérience de 2 à 3 ans en chantiers est souhaitable pour connaître le milieu Entrepreneurs, T.P., Architectes etc.
- poste largement évolutif pour tout élément dynamique.
- la connaissance de l'anglais serait appréciée.

**technico-commercial
export**

- 30 ans minimum.
- formation ingénieur ETP ou similaire.
- anglais courant.
- appel à travailler sur l'Afrique et le Moyen-Orient, il devra consacrer 50 % de son temps en déplacements.
- son rôle sera de prospecter, de vendre, de négocier des contrats, d'élaborer les ingénieurs réalisant ces places et d'assurer une assistance technique.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence correspondante.
Réponse et discrétion assurées.

guillon selection

22, AV. DE LIVRY - 93240 LE BAINEY

banque

BANQUE INTERNATIONALE recherche pour son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

**CADRE
Classe V ou VI**

Adjoint au responsable du secteur Crédits Internationaux.

Ce poste comporte :
• des négociations,
• le montage et le suivi des opérations,
• des études économiques,
• le contrôle du service gestion des crédits en euro-devises.

Le candidat devra avoir :
• une expérience de plusieurs années dans ce secteur,
• des connaissances juridiques, économiques et comptables.

Anglais courant.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2200-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

UNIVERSITÉ PARIS I



vous propose du 13 au 18 juin 1978

UNE FORMATION GRATUITE ET REMUNÉRÉE
(90 % du S.M.I.C.) PRÉPARANT AUX FONCTIONS
D'ASSISTANT DE GESTION.

Conditions : être âgé de moins de 25 ans.

Niv. d'études : Bac + 3 ou Bac + 4.

Renseignements :

IFAPE : 162, rue Saint-Charles

75015 PARIS

Tél. : 578-02-28

578-61-30

578-91-16

postes : 325 et 327

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,16
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chefs de produits

90 000 F +

Un jeune laboratoire pharmaceutique en rapide expansion recherche de jeunes hommes ou femmes capables de prendre en charge l'un ou l'autre des spécialités suivantes : l'autre, une ligne de produits écran public à orientation cosmétologique.

Responsable de son budget, le chef de produit aura pour mission de définir la stratégie marketing et publicitaire, fixer les objectifs, superviser les ventes pour sa ligne de produits, assurer le lancement des produits nouveaux.

Les candidats doivent posséder 3 à 5 ans d'expérience marketing acquise au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou en cosmétologie. Ils doivent être dotés d'un tempérament personnellement au sein d'une équipe dynamique et fortement motivée.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous le réf. 71275/M (Chef de Produit) grand public (à mentionner sur l'enveloppe) à Christiane MONTEIL.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE OANTON 75263 PARIS CEDEX 06

No 1 du travail temporaire

Dans le cadre de son expansion recherche pour compléter ses équipes sur PARIS et REGION PARISIENNE dont MANTES LA JOLIE

chefs d'agence

Ils seront responsables à part entière de la gestion d'une petite unité d'exploitation et devront assurer :

- la promotion de nos services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.
- le recrutement et l'effectif d'un personnel ouvrier, technicien d'atelier et de chantier.

Ces postes conviendront à des hommes de 28 ans minimum, possédant une solide formation technique et ayant exercé des fonctions technico-commerciales dans des entreprises industrielles.

Large perspectives d'évolution, assurées pour candidats de valeur grâce au développement permanent du Groupe, première centrale de services nationale.

- Formation rémunérée assurée
- Salaire fixe + remboursement frais de déplacement.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et prétentions s/réf. 6005 au Service Recrutement 7, avenue George V - 75008 PARIS

LA SOCIÉTÉ AVERY, siège à CHILLY MAZARIN (Seine-et-Oise de Paris), leader international système d'équipement, de maintenance et de distribution auxiliaires recherche

chef des services financiers et comptables

Ce poste en création, nécessiteur de la rapidité de la Société, sera placé directement sous la responsabilité du Directeur Général.

Missions : Diriger les services de comptabilité générale et analytique, superviser la comptabilité et préparer la mise en place de l'ordinateur.

Il sera capable de : se déplacer et d'encadrer les procédures de gestion comme d'assurer la direction et l'animation d'une équipe de 10 personnes, et résoudre les problèmes juridiques et fiscaux, et évaluer les budgets et plans, et superviser la trésorerie de la société et de ses filiales.

Le titulaire, de formation supérieure juridique et comptable (type DCG), sera une personnalité professionnelle en rapport avec les responsabilités.

Il aura également une personnalité de dialogue et de communication.

Parler Anglais serait un atout.

Adresser lettre manuscrite et C.V. en indiquant niveau actuel de responsabilité, sous référence 4923-M à :

CONSEIL EN RECRUTEMENT
CNPQ 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

MATRA

recherche pour sa division équipements électroniques

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Grandes Ecoles

(E.S.E. - ENSERG - ENSEIHT...)

Il a une responsabilité d'étude et de développement réalisé en laboratoire de systèmes avec micro-processeur.

Ce poste concerne un ingénieur ayant une expérience de 2 à 3 ans des micro-processeurs.

Connaissances en calculateur temps réel souhaitées.

Adresser C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence NK 24 :

MATRA à Monsieur KOFAN BP N° 1 - 78140 VELIZY

benson

Machines à dessiner automatiques, périphériques d'ordinateurs, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX

France - Export

Ils seront chargés de promouvoir la vente, soit en France - Paris ou Province, soit à l'étranger, d'une gamme originale d'équipements périphériques pour ordinateurs.

Ces postes s'adressent à des hommes ou à des femmes, possédant une expérience réussie dans la vente de biens industriels, connaissant les systèmes informatiques. Pour les postes parisiens, formation appréciée dans le domaine de la mécanique, de l'électronique ou du bâtiment.

Pour les postes de province, lieu de résidence souhaité : LYON ou RENNES. Pour l'exportation, grande disponibilité nécessaire pour de nombreux déplacements à l'étranger (connaissance de l'anglais courant exigée).

Adresser CV détaillé à la Direction du Personnel - Z.I. des Petites Halles - 1, rue Jean-Lemoine 94015 CRETEIL.

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF

91.000/104.000 F

Nous sommes une société multinationale américaine. Sur la France, nous avons un certain nombre d'unités de la taille d'une PME, et c'est pour assister le Directeur de l'une d'elles que nous recherchons un jeune 250, ESSBO ou équivalent.

Votre rôle peut se définir comme suit : vous contribuerez par le support de votre service (une quinzaine de personnes) au bon fonctionnement de cette unité et à l'atteinte des objectifs commerciaux.

Au départ, nous vous formerons à notre siège parisien. Par la suite, suivant votre disponibilité et vos goûts, vous pourriez exercer la responsabilité d'un service administratif en province.

La Société évoluant rapidement, une bonne pratique de l'anglais et la capacité de pouvoir converser avec la Direction Administrative de l'entreprise sont des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 2573 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
25, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

SAT Groupe C.G.E.

vous propose à l'agence de PARIS du département accumulateurs un poste d'

ingénieur commercial

Dans votre domaine de responsabilité vous serez :

- prospector et suivre la clientèle,
- assurer la promotion des produits,
- établir les devis et suivre les affaires,
- évaluer la potentialité du marché.

Pour réussir il vous faut :

- une formation d'ingénieur, électricien, électronique,
- une première expérience de vente de produits techniques,
- une attirance vers la fonction commerciale,
- la connaissance de l'anglais sera appréciée.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence A9-45.

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Prêt Wilson
92300 LEVALLOIS-PERRET.

INDUSTRIE ELECTRONIQUE

recherche pour région parisienne et province

ASSISTANTES SOCIALES

avec diplômes d'Etat INFIRMIERE

Oblastées ou confirmées.

Écrire avec C.V. sous référence 3844 à :

Organisation et publicité

GERER, PROSPECTER, NEGOCIER, CONCLURE

constituent l'essentiel de la fonction de nos

INGENIEURS COMMERCIAUX

SYSTEMES DE GESTION

Votre mission, si vous choisissez de rejoindre l'équipe OLIVETTI à PARIS ou en PROVINCE, sera double :

- gérer un portefeuille clients
- intervenir pour nouvelles entreprises pour lesquelles vous établirez un diagnostic complet des besoins en matière de traitement de l'information, préviendrez et proposerez des solutions adaptées, à finalité de la négociation étant la vente des matériels correspondants.

Si vous aimez gérer, prospecter, négocier et conclure des affaires.

Si vous êtes diplômé d'une ESC, adressez votre candidature sous référence Ga OLIVETTI-France - DPH - 91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Une première expérience commerciale, sans être indispensable, serait très appréciée.

olivetti

Filière d'un Groupe Pharmaceutique International

recherche

MEDECIN ou PHARMACIEN

Il est responsable :

- de la création publicitaire,
- des relations médicales.

Cette mission exige une solide expérience dans les domaines considérés et une très bonne connaissance de l'anglais.

Écrire avec CV détaillé sous réf. 12.977 à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

JEUNE X, CENTRALE, A et M

Un important groupe pétrolier français aux activités diversifiées, propose à un JEUNE INGENIEUR GRADUÉ (Ecole X, Centrale, A et M) de commencer sa carrière en tant que responsable d'un poste d'exploitation.

Il pourra ensuite évoluer vers d'autres fonctions au sein du Groupe en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2155-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising
3, RUE D'AUTREUIL - 75010 PARIS

GRANDE BANQUE PRIVEE

recherche pour son réseau d'Agences, de

futurs cadres

ayant une vocation commerciale affirmée et une formation supérieure

- une préférence sera accordée aux diplômés des Ecoles Supérieures de Commerce, parlant anglais et âgés de 24 ans environ,
- à l'issue d'une année de formation, les stagiaires pourront être affectés dans n'importe quelle grande ville française.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence M 613 à :

SOFAF
11, rue Troyon - 76017 Paris.

Toute candidature à laquelle aucune réponse n'aura été donnée dans un délai de 3 semaines devra être considérée comme non retenue.

ÉDITEUR PHONOGRAPHIQUE INTERNATIONAL

recherche

CHEF DE VENTE

Paris et Région Parisienne

Souhaitons J.H. passionné par cette branche, mais également spécialiste du contact et excellent gestionnaire. Il devra s'intégrer rapidement à une équipe commerciale qu'il devra entraîner et assister dans la réalisation de ses objectifs. Anglais souhaité. Possibilité d'évolution. Discretité assurée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à : THIVILLIER DARRAS (330), Mme LAMY 104, r. du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8^e), qui tr.

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS recherche

ingénieur grande école

(X - MINES - CENTRALE - HEC)

avec formation solide en économie de l'entreprise ayant une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine. Le candidat animera des études, liées à la planification et participera à des analyses d'impacts économiques.

Lieu de travail : Paris

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6356 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

INGENIEUR D'AFFAIRES

Filière d'un Groupe International, nous avons acquis une grande notoriété dans le domaine des TECHNIQUES DU VIDE.

Nous cherchons un Ingénieur âgé de 28 ans minimum. Outre de solides connaissances en Physique, il aura deux ou trois ans d'expérience technico-commerciale ou scientifique, une bonne maîtrise de l'allemand ou de l'anglais.

Il sera responsable du développement des ventes d'une gamme de matériels concernant le cryogénie, l'ultra-vidé, l'analyse de gaz. L'activité, basée à Paris, impliquera des déplacements de courte durée dans toute la France. Un stage de formation est assuré.

Ecrivez sous réf. M 3895 à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

giser 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

SELECTION

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIEURIE PARIS

RECRUTE pour son département chargé des domaines de gestion (budget, planning), d'organisation et d'administration des contrats liés à la réalisation d'importants investissements industriels

UN INGENIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Possédant une formation complémentaire juridique ou de gestion.

Langue anglaise (lue, écrite, parlée) indispensable.

Ce poste implique des déplacements de longue durée à l'étranger.

Ad. candidature C.V., photo, présent. à n° 4.613, SPERAR PUBLICITE 12, rue Jean - Jaurès 92807 Puteaux qui transmet.

ITT.OCEANIC recherche

un analyste

pour son service budget et analyse financière.

Formation : école supérieure de Commerce, complétée d'un diplôme comptable O.E.C.S., certificat supérieur expert-comptable, très bonne connaissance de l'anglais, si possible.

Il sera chargé notamment de l'analyse des données d'exploitation et des données financières de la société qu'il comparera avec les prévisions et participera à l'élaboration du budget et du plan de 3 ans.

Ce poste permet de connaître et de maîtriser les méthodes américaines modernes de gestion et ouvre pour une personne ambitieuse des perspectives d'avenir intéressantes, soit dans la société, soit dans le groupe.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Madame Le May Service du Recrutement 87, avenue de Verdun 92330 ROMAINVILLE

RECHERCHONS AU 1^{er} FEVRIER UN VENDEUR

Minimum 28 ans, EXPERIMENTE EN EXPORTATION DE PRODUITS SIDERURGQUES ET NEGOCES INTERNATIONAL.

PARLANT PARFAITEMENT ANGLAIS. CONNAISSANCE EN ALLEMAND APPRECIÉE. PRÉVOIR DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER. SIEGE PARIS

Envoyer C.V. et prétentions à SEREX FRANCE, 40, rue des Mathurins - 75008 PARIS.

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	45,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne ml.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recrute
ingénieur grande école
ayant nécessairement 2 à 3 ans d'expérience dans les 2 domaines suivants :
INFORMATIQUE : traitement de base de données
STATISTIQUE : plans de sondage, organisation et dépouillement d'enquêtes, modélisation.
Il lui sera confié la conduite des études statistiques nécessaires à l'exploitation et au développement d'un important système d'informations.
Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 6385 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

BURKE MARKETING RESEARCH
recherche
UN (E) CHARGÉ (E) D'ETUDES JUNIOR
à dominante quantitative
UN (E) CHARGÉ (E) D'ETUDES JUNIOR
à dominante qualitative
Rémunération annuelle : 55.000 francs.
Si vous avez :
• Une première expérience des études de marché ;
• Une facilité certaine de rédaction ;
• Le goût des contacts ;
• La pratique de l'anglais (souhaitée).
Adresser votre candidature avec C.V. et photo à :
BURKE MARKETING RESEARCH
159, rue Nationale, 75013 PARIS.

Importante société d'Engineering implantée à Paris, recherche
spécialiste recrutement
de formation supérieure avec une expérience de 2 à 3 années du recrutement de techniciens, dessinateurs, administratifs et ouvriers qualifiés acquis soit en milieu industriel soit en cabinet spécialisé.
L'expansion de notre société autorise de très grandes possibilités d'évolution.
Ecrire à No 42.158 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Factory Mutual System
Nous sommes associés à l'un des plus importants groupes d'assurances en risques industriels du monde
Dans le cadre de notre programme de développement continu, nous recrutons pour notre bureau Ingénierie de Paris
JEUNES INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE
L'anglais courant est indispensable, les autres langues sont appréciées. Les postes impliquent des contacts humains à tous les niveaux hiérarchiques de l'industrie et des déplacements en France et pays limitrophes pour environ 40 % du temps.
Si vous êtes intéressés par une carrière dans l'ingénierie de prévention des sinistres industriels, écrivez en joignant un curriculum vitae à :
M. A.J. Remond
FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL
Avenue Charles-de-Gaulle
75150 Le Chesnay, France.

DIVISION STOCKAGE
IMPTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
Lieu de travail : AUBERVILLIERS (93)
recherche
1) ATTACHÉS TECHNIQUE-COMMERCE
formation technique de base indispensable. Quelques années d'expérience de vente de biens d'équipement.
2) CONDUCTEUR DE TRAVAUX
formation B.T.S., E.N.P.,... pour coordonner et suivre approvisionnement chantiers.
3) DESSINATEUR
formation B.T.S., pour devis clients
Pour tous ces postes, l'anglais et/ou l'allemand sont souhaités.
Ecrire avec C.V. et photo, n° 41.965, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui tr. Il sera répondu à toutes candidatures correspondant aux exigences ci-dessus.

Importante Société de régulation industrielle
PARIS BANLIEUE SUD recherche
INGÉNIEUR
POSITION II
CHEF DE PROJET
SYSTÈME TEMPS RÉEL
Solides connaissances logicielles et matérielles T 1600 SOLAR
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
EXPÉRIMENTÉ SOLAR
(Assembleur - FORTRAN)
Expérience matériel appréciée
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 42.389 CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra

SOPAD (NESTLÉ)
recherche
pour son Service Informatique
INGÉNIEUR ANALYSTE
Grande École Scientifique ou Commerciale
ayant quelques années d'expérience dans la fonction, pour lui confier des travaux d'informatique de gestion.
— Matériel IBM 370/158 ; système OS/VSII ; Environnement IMS.
— Langage COBOL ANS.
Ecrire avec C.V. détaillé à Direction du Personnel, 17-18, quai Paul-Doumer, 92401 COURENVOIE.

TECHNICIEN DU CUIR
Nous sommes une chaîne de grands magasins.
Nous recherchons pour notre siège à Paris
UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR EXPÉRIMENTÉ
pour effectuer tests et essais en laboratoire.
Le candidat devra :
— avoir au moins 27 ans
— avoir suivi les cours du centre technique du cuir à Lyon
— avoir 4 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de la chaussure
— avoir de bonnes qualités de négociateur et de bonnes capacités rédactionnelles.
Envoyer votre C.V. manuscrit, prétentions à No 42.272 Contesse Publicité, 20 av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

ADJOINT au CHEF du DÉPARTEMENT REPRÉSENTATIONS INDUSTRIELLES
90.000 F + Proche banlieue Nord-Ouest
Un groupe international diffusant des véhicules et des biens d'équipement en Afrique francophone recherche un Adjoint au Chef de son Département Représentations Industrielles (matériels agricoles, forestiers, mines, T.P.). Il sera chargé de tenir à jour une documentation commerciale et technique et de préparer des réunions d'offres. Il suivra sa clientèle afin d'accroître auprès d'elle la pénétration des matériels représentés par son groupe. Il assurera les responsabilités commerciales des filiales africaines : études de marché, de la concurrence, recherche de nouveaux débouchés... Le candidat devra, âgé d'au moins 27 ans, de formation technique, ingénieur, B.T.S. ou IUT option mécanique, posséder au moins 3 ans d'expérience professionnelle acquise dans la vente de ces types de matériels. Ce poste implique 30 % du temps en déplacements, avec des possibilités de développement de carrière en Afrique francophone. Ecrire s/réf. 145/M à :
GRH Conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE MATÉRIELS THÉRIQUES ET NUCLÉAIRES
OONT LES BUREAUX SONT SITUÉS À PROXIMITÉ DE PARIS recherche
CHEF DE SERVICE MONTAGE
— Ingénieur diplômé A.M. ou similaire ;
— 35 ans minimum ;
— Langue anglaise parlée et écrite ;
— Posséder l'expérience dans ce domaine.
Le candidat idéal devra animer :
— D'importantes chantiers en FRANCE et dans le monde entier ;
— Des déplacements de courte durée sont à effectuer assez fréquemment.
Adr. C.V. présent, sous réf. 1128 M & SWEET'S, B.P. 269 - 75426 Paris-Cedex 09, qui transmettra.

TECHNIP - GEOPRODUCTION
recherche
INGÉNIEURS DE PROJETS
INGÉNIEURS DE STRUCTURE
Expérience minimum 5 ans acquise dans l'ingénierie des :
PLATES-FORMES PÉTROLIÈRES EN MER
Anglais indispensable, Possibilité affectation longue durée à l'étranger.
Adresser cur. vitae et niveau de rémunération à :
TECHNIP-GEOPRODUCTION, 147, av. Paul-Doumer, 92001 RUEIL-MALMAISON - Tél. : 977-52-54.

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER
Une société industrielle de fabrication mécanique (CA 80 millions) implantée dans la proche banlieue Ouest de Paris, filiale d'un important groupe international recherche un jeune cadre capable d'assurer ce poste. Dépendant directement du directeur financier et pouvant être appelé à collaborer avec lui dans tous les domaines financiers, il sera plus particulièrement chargé du reporting, de la comptabilité analytique, de l'établissement et du contrôle des budgets.
Ce poste conviendrait à une personne diplômée de l'enseignement supérieur et du niveau D.E.S. ayant déjà acquis l'expérience de plusieurs années d'un poste similaire dans une société anglo-saxonne ou dans un cabinet d'audit international.
Le candidat idéal devra avoir une excellente connaissance écrite et parlée de la langue anglaise. Il devra faire preuve de qualités intellectuelles et humaines qui lui permettront de faire aboutir les idées et les innovations que l'on attend de lui. La rémunération sera fonction de l'expérience déjà acquise.
Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et prétentions à Christian Nivier, 2, avenue Montaigne, 75008 Paris, sous réf. 71212. Discretion assurée.

G.I.S.
GESTION INFORMATIQUE SYSTÈME
recherche pour ses propres besoins et ceux de ses clients
1) ANALYSTES-PROGRAMMEURS
confirmés (R.A.F. AP 49) CII HP 94 ou 86
2) ANALYSTES-PROGRAMMEURS
expérimentés ou débutants (R.A.F. AP 50) pour développement d'applications en GAP, RPG ou COBOL.
Envoyer C.V., 48, rue du Ranelagh, 75018 Paris

GAP SOGETI SYSTEMES
RECHERCHE POUR EMBAUCHE IMMÉDIATE
DES SPÉCIALISTES EN INFORMATIQUE
Jeunes ingénieurs formés aux méthodes d'accès et procédures de transmission.
Spécialistes des réseaux d'ordinateurs et des techniques de communication de messages et de paquets.
Ingénieurs justifiant d'une expérience dans la programmation des terminaux « intelligents ».
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. S. 300 à :
F. BEHR - CAP SOGETI SYSTEMES
5, rue des Mathématiques - 92138 PARIS CEDEX 15

directeur administratif et financier
recherché par F.M.E. Paris
Secteur Tertiaire
Il a charge les comptabilités, les budgets, la trésorerie et l'ensemble de la gestion. Expérience confirmée et anglais courant nécessaires.
Ecrire avec prétentions et photo sous réf. BVK à I.C.A. qui transmettra.
ICA International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Nous sommes une Société de Distribution de
GROS ÉLECTROMÉNAGER
de tout premier plan et recrutons
INSPECTEUR COMMERCIAL
NOUS OFFRONS : Position cadre, Rémunération moyenne 80.000 F/ao. Indemnités de déplacements. Possibilité de promotion ultérieure.
NOUS DEMANDONS : Age minimum 25 ans. Formation niveau SUP. de CO. ou équivalent. Goût du commerce, de la négociation et des responsabilités. Dynamisme et mobilité. Véhicule personnel en bon état.
Envoyer C.V. et photo sous référence 3.886 à :
ORGANISATION ET PUBLICITÉ
2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE
— rattachée à un groupe très important —
recherche son

IMPORTANT GROUPE DE SERVICES
PARIS-8 recherche
ADJOINT SERVICE DU PERSONNEL
Le candidat recherché doit avoir 30 ans minimum. Une expérience de quelques années dans un service de personnel et plus particulièrement des problèmes de gestion administrative et sociale du personnel.
Des connaissances dans le domaine de la comptabilité-matériaux seront appréciées.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prêt sous référence 6910 à :
P. LICHAU S.A., B.P. 220
75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

ORGANISME PUBLIC
CHERCHE POUR PARIS
COLLABORATEUR
POUR CONSEIL-ASSISTANCE
P.M.J.-CREATION D'ENTREPRISE
PROFIL :
2 diplômes d'études supérieures du 2^e cycle (formation d'ingénieur souhaitée), esprit professionnel, maîtrise d'au moins 1 an dans entreprise industrielle.
Conditions :
75.000 à 90.000 F annuel. Brut + avantages sociaux
Env. lettre man. + C.V. + photo sa le n° T 2058 M à :
REGIK-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A.
recherche pour son Département
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
à (92) CLICHY (Métro Porte de St-Ouen)
un ingénieur technico-commercial
Age de 28 ans minimum.
Connaissance soignée de l'allemand.
Expérience vente composants électroniques industrie ou grand public exigée.
Travail à PARIS avec de fréquents déplacements à envisager en province.
Salaire fixe + intéressement sur objectifs.
Adresser C.V., photo et prétentions à :
Direction du Personnel
AEG TELEFUNKEN FRANCE S.A.
6, bid du Général-Lecierc 92115 CLICHY.

responsable commercial des relations avec l'étranger
Ce poste, d'un niveau minimum CLASSE V, ne peut convenir qu'à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, 32 ans minimum, ayant une solide expérience bancaire, de préférence dans un Département Étranger, parlant couramment ANGLAIS et ALLEMAND ou ESPAGNOL, et désireux de s'intégrer dans une banque de taille moyenne développant vigoureusement ses opérations avec l'étranger.
Déplacements à prévoir : 2/3 du temps environ.
Veuillez écrire sous référence M378M, à :
INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75007 Paris

GROUPE ANGLAIS D'ASSURANCES
recherche
ANALYSTES
qui seront chargés de l'analyse fonctionnelle et organisation de nouveaux traitements. Les candidats devront posséder une expérience de 2 ans minimum de cette fonction ainsi qu'une bonne connaissance du réassurance.
Faire acte de candidature sous réf. 5.052 M à :
Jean PORRACCHIA.
CHARGES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
10, rue SAINT-HONORE 75001 PARIS

IMPORTANT ORGANISME A CARACTÈRE SOCIAL
recherche pour son bureau régional de ROUEN
UNE ASSISTANTE
ou
UN ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL
Les candidats titulaires du diplôme d'Etat auront l'expérience et la maîtrise du service social et devront avoir le goût et les aptitudes aux relations extérieures.
Envoyer C.V. manuscrit et photo sous n° 4705 PARFRANCE, 4, rue Robert-Satienpe, 75008 Paris, qui transmettra.

STE DYNAMIQUE DE MOYENNE IMPORTANCE
recherche pour son laboratoire de développement
INGÉNIEUR EN TÉLÉPHONIE
5 ans minimum d'expérience en conception de systèmes logiques, pour diriger équipe de conception de nouveaux produits. Lieu de travail : BOULOGNE-SUR-MER.
Adresser C.V. + lettre man. à JEP CONTINENTALE sous réf. M/3 - 178, av. Victor-Bugo, 75116 PARIS, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	49,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PRDP, COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La m/n col.	T.C.
ANNONCES ENCAISSEES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Important Groupe Industriel
Région Parisienne
recherche pour son
DEPARTEMENT AUTOMOBILE
INGÉNIEUR
ÉLECTRO-MÉCANICIEN
SUPELEC, A. et M., etc...
Au moins 5 ans d'expérience - Service Méthodes
ou Services Études pour fabrication produits très
grande série. Habitude milieu non tertiaire et
matériaux thermoplastiques.
Adresser C.V. photo et prétentions à n° 42.375,
COFFRETS Publicité,
20, avenue de l'Opéra, Paris (2^e), qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (8^e)
équipée d'un IBM 370/138 DOB/VS temps réel
base de données recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS
Expérience pratique du PLI d'un à deux ans
Formation D.O.T. ou équivalent
Connaissances WARNIER apprises
Salaire 4.600 F x 13
Adr. C.V. détaillé sous réf. 6.003 à P. LICHOU S.A.,
B.P. 220, 75003 Paris cedex 02, qui transmettra.

COMPAGNIE D'ASSURANCES
Centre de Paris
Matériel IBM 370 - VM/CMS - OS/VS 1
CICS/VS - DL/I - VTAM/NCP - 37.90
recherche
HOMME SYSTÈME
connaissant tout ou partie des logiciels précités
PROGRAMMEURS COBOL
confirmés
Envoyer C.V. et prétentions sous n° T 002.003 M à
REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Réaumur, Paris (2^e).

spécialistes du recouvrement
de créances commerciales
(Hommes ou Femmes)
recherchés par entreprises secteur financier.
Postes sédentaires et mobiles.
Expérience indispensable.
Adresser C.V. et prétentions sous référence 9630 à
Axial Publ., 91, Fg St-Honoré 75008 Paris, qui tr.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
DIRECTION INFORMATIQUE
SERVICE DES APPLICATIONS DE GESTION
recherche
2 INGÉNIEURS
Formation supérieure, 2 à 5 ans d'expérience.
3 ANALYSTES - PROGRAMMEURS
Niveau L.U.T., 2 à 5 ans d'expérience.
Pour participer à la conception et à la réalisation
d'applications de gestion et à la maintenance sur
gros matériels et mini-ordinateurs en batch et
T.P.
Env. C.V. sous réf. 484 à Créations Dauphine,
51, av. Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

Société ANGIO-SAXONNE
Implantée région MELUN (77)
recherche
1 ASSISTANT
pour contrôleur financier.
Il devra si possible comprendre
et parler anglais, être rompu
aux méthodes de gestion
anglo-saxonnes.
Diplôme requis : D.E.C.S.
Ce poste est à pourvoir pour
le mois d'avril ou plus tard.
Env. C.V. + photo (non retourn.)
et prétention à n° 22.145 B BLEU
17, rue Labat,
93008 VINCENNES, qui transmettra.
Périodique Genre Citronnelle
Ch. journaliste technique plein
temps, anglais/allemand us
aperçus. Ecr. C.V. S.V.N.,
51, rue Vivienne, Paris-2^e.
SERVICE SOCIAL PRIVE, h.m.l.
Ouest Paris, rech. URGENT
ASSISTANTE SOCIALE
Tél. pour rendez-vous : 204-08-76
Centre hospitalier Courbevoie,
30, rue Kléber (92), recrute
INFORMATICIENS D.E.
de jour et de nuit.
Tél. : 788-82-32.
Société expertises comptable
ABIKIAN recherche
DEUX COLLABORATEURS
niveau CERTIFICAT
SUPERIEUR
COMPTABLES
HAUTEMENT QUALIFIES
Techniciens à PARIS 9^e.
Adresser C.V. photo et prétention
sous réf. 1.000 INTER P.A.,
B.P. 206, 75006 Paris cedex 06,
qui transmettra.

Importante Société recherche
JEUNE E.S.C.
pour ses SERV. COMPTABLES
Ecr. av. C.V. et prétention, sous
réf. 4.644, S.P.E.R.A.S., 12, r. Jean-
Jaurès, 92007 PUTEAUX, qui tr.

Société de Documentation
Technique recherche
A.T.P.
et INGÉNIEUR
EN ÉLECTRONIQUE
pour rédaction notices
techniques. Ecrire à S.E.O.,
4, rue du Docteur-Gosselin,
94200 CACHAN.
APSIDE
40, rue de la Panthéon
75008 PARIS, recherche
disponibles rapidement
D.U.T. + 2 ans.
ANALYSTES
PROGRAMMEURS
- PLI DOS/OS, DLI appréciés.
- COBOL, DOS/OS, CICS appr.
- ASAB - Cobol OS.
- Assemblage mal temps réel.
Tél. : 225-12-44/229-27-30
ou envoyer C.V.
à 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante Société
recherche
JEUNE CADRE
30 ans minimum
ayant exp. ou droit des af-
faires et excellentes connais-
sances de l'anglais us, écrit et
parlé, pour poste de gestionnaire
contrats et accords.
Travail dans Paris
avec déplacements à l'étranger.
Ecrire avec C.V. sous réf. 483
à Créations Dauphine,
51, av. Friedland, 75008 Paris,
qui transmettra.

LE DÉPARTEMENT
DES LABORATOIRES
BIOTROL
dans le cadre de son expansion
recherche
PHARMACIEN
Adjoint au responsable
des Contrôles
Diplôme option « biologie » ou
industrie - 27-30 ans.
BIOCHIMISTE
DE RECHERCHE
Niveau maîtrise ou I.U.T.
Connaissances protéines et
macromolécules.
Ces activités s'exercent
dans le cadre de son centre
de recherche et de production
à CHENNEVIERES-LES-
LOUVRES (Val-de-Loire,
proximité Tours-en-France).
Il est demandé de solides
compétences techniques pour
s'insérer dans une équipe
jeune et dynamique.
Adresser C.V. au
Directeur de la Recherche
et des Contrôles,
Laboratoire Biotrol,
Bâtiment n° 5
93300 LOUVRES.

SIEGE PARISIEN
d'un groupe international
recherche
STANDARDISTE
NOTES
BILINGUE ANGLAIS
- Pratique de la dactylogra-
phie soustractive.
- Bonne présentation exigée.
Adresser C.V. et prétentions à :
MINET Publicité, n° 4.121/3,
40, rue de la Chapelle, 75018 PARIS, qui transmettra.

PERSONNES
DE CARACTÈRE
capables, après un
STAGE REMUNERE
d'atteindre en quelques mois
de 4.000 à 6.000 F MENSUELS
Spectacle etc.
Nous leur offrons :
- Une formation complète ;
- SOIT de bonnes études ;
- Un plan de carrière précis.

STEIN
SURFACE
Société d'ingénierie
de four de séchage ayant
à réaliser nombreux contrats
à l'exportation recherche
TRADUCTRICE BILINGUE
FRANÇAIS - ALLEMAND
ANGLAIS
Sachant dactylographier et apte
expérience langues techniques.
- PRIME
- LÉGITIME
- CANTINE
- AVANTAGES SOCIAUX.
Tél. à Mme FERON,
07-42-14, poste 311,
Ecr. sous réf. 2778.
SERVICE DU PERSONNEL,
Z.A.I. de la Gare de l'Est,
Courrier d'entreprise 1107,
91615 EVRY CÉDEX.

MARKET
Habitué connu
DIRECTEUR
DES VENTES
confirmé pour recruter et
gérer un grand groupe
réseau V.P. monétaires. Ecrire
à B.L.E. sous la réf. 2202
17, rue Labat, VINCENNES.
Proche banlieue Sud Paris
société spécialisée recherche
DÉLÉGUÉ
TECHNICO-COMMERCE
pour vente dans secteurs indus-
triels et agricoles à base optique.
Formation technique (I.U.T. ou
équivalent) et première ex-
périence de la vente. Activités :
30 % rég. parcs, 70 % province.
S.O.P. Tél. 66-52-72, poste 260.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
proche banlieue Nord-Ouest
réalisant pour l'exportation des
systèmes de télécommuni-
cations. Cof. et main
recherche
UN COLLABORATEUR
chargé de la gestion d'affaires,
ou seul, pour assurer la res-
ponsabilité d'un
CHEF D'AFFAIRES
Les principales activités seront :
- l'ordonnement et le suivi
des affaires ;
- l'approvisionnement des ma-
tières ;
- le suivi des dépenses et l'ana-
lyse des résultats ;
- les relations avec les chan-
tiers.
Qualité requises : esprit d'équi-
pement, polyvalence.
Ce poste conviendrait à un té-
chnicien d'un D.U.T. fonction
généraliste ayant quelques années
d'expérience de ces activités
dans l'industrie.
Ecr. avec C.V., photo et prétention,
sous réf. 485 à CRÉATIONS
DAUPHINE, 41, av. Friedland,
75008 PARIS, qui transmettra.

Société de services
et conseils en informatique
filiale d'un grand groupe
industriel français recherche
pour assurer le développement
de ses activités de ses domaines
suivants :
- Conception et réalisation de
systèmes temps réel ;
- Logiciel de base.
Des Ingénieurs
débutants
expérience minimum deux ans,
diplôme d'ingénieur (généraliste,
spécialisé, université), inté-
ressés par les problèmes techni-
ques, ils travailleront principa-
lement au niveau des systèmes
d'exploitation, intégrés dans des
équipes existantes, ils seront
responsables de sous-ensembles
complets.
Envoyer lettre manuscrite, C.V.
et prétentions sous référence
DYLL (mentionner sur enveloppe)
EMPLOIS ET CARRIÈRES, 10,
30, rue Vernet, 75008 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITÉ
CHEF DE GROUPE
DU
CHEF DE PUBLICITÉ
CONFIRMÉ (E)
CAPABLE DE :
- concevoir en équipe
des campagnes complètes,
- les mener à leur terme en
toutes leurs réalisations,
- être convaincant mais aussi
de commerce agréable
dans ses relations
avec clients et co-équipiers,
- gérer ses budgets.
Expérience solide
en agence indispensable.
Ecrire avec C.V. photo et pré-
tentions, sous le n° 4.695 à :
SPERAR, 12, rue Jean-Louis,
92007 PUTEAUX, qui transmettra.

SECRETAIRES
bilingues anglais-français.
Régime prévoyance, 12 mois
participation, possibilité d'obtenir
un poste de direction, vertes,
présence, Harp, Person. Moyens
d'écouter aises par train et bus.
Adr. C.V. sous réf. 2778.
Tél. à Mme FERON,
07-42-14, poste 311,
Ecr. sous réf. 2778.
SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
(IPORTE)
recherche
SECRETAIRES
STENOGRAPHE
bilingue anglais-français.
Régime prévoyance, 12 mois
participation, possibilité d'obtenir
un poste de direction, vertes,
présence, Harp, Person. Moyens
d'écouter aises par train et bus.
Adr. C.V. sous réf. 2778.
Tél. à Mme FERON,
07-42-14, poste 311,
Ecr. sous réf. 2778.

Important organisme
professionnel quartier Géra
recherche
une **SECRETAIRES STENOGRAPHE**
TYLD qualifiée pour emploi
temporaire de longue durée,
bilingue anglais-espagnol, à Chaussée
d'Antin, 3^e étage, PARIS-P.

représent.
offre
Pour prospection clientèle exis-
tante et développer PARIS et
SAINT-ETIENNE - LYON - GRENOBLE
recherches agents experts
bilingues anglais-espagnol, à
Chaussée d'Antin, 3^e étage, PARIS-P.

capitaux ou
proposait.com.
COMMERCANTS AVISES
VENDEZ VOTRE CLIENTÈLE
22-25 - 64-74-42.
traductions
Demande
Traducteur technique ESIT 75,
angl., allemand, français, étud.
tr. prop. anglais salarier ou ind.
Ecr. sous réf. 486 à la Mairie de P.
3, r. des Italiens, 75007 Paris-P.

formation profession.

JEUNES de moins de 25 ans
POUR FACILITER VOTRE ACCÈS A LA VIE INDUSTRIELLE
ceficem
Organisé
dans son Etablissement de
LOUVRES-LEZ-TOURS
rue Monseigneur-Qiry - 35420
UN STAGE DE
RESPONSABLE DE
SERVICE D'ENTRETIEN
D'une durée de 6 mois (1.040 heures)
Remunéré par l'Etat
Accès du stage ouvert à tous
candidats possesseurs
• d'un B.E.P. de mécanique
• d'un C.A.P. de mécanique avec
justification de 4 ans d'exercice
dans la profession
RESEIGNEMENTS :
• 134, avenue de Villiers, 75017 PARIS
• 18, avenue du Sergent-Magniot
35100 RENNES, tél. : 79.16.16

Vous propose des stages de
SPECIALISTE
DU TRAITEMENT DES SOLS
A L'EXPLOISIF
Travail en carrières ou sur chantiers en France
ou à l'étranger. Pendant la durée des stages, les
candidats sélectionnés recevront une formation
professionnelle gratuite et une rémunération
s'élevant à 90 % du S.M.I.C.
Stage cadre (960 h) - Bac + 2
Stage maîtrise (1.020 h)
Fin du 1^{er} cycle secondaire.
INSCRIPTIONS :
134, avenue de Villiers, 75017 PARIS
763.12.05

demandes d'emploi

DÉCLARANT EN DOUANE
traffic administrateur (grade 20)
38 ans, an d'expérience, 400
ch. recherche travail sur chan-
tiers en ALGERIE. Ecrire à :
n° T 02.087 M, REGIE-PRESSE,
83 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.
JEUNE NOMME - 25 ANS
2 ANNEES DE DROIT
PLUSIEURS ANNEES D'EXPE-
RIENCE DANS L'INDUSTRIE
recherche poste
ATTACHE COMMERCIAL
Ecr. n° T 02.083 M, REGIE-PRESSE,
83 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.
J. F. - 38 ans - BILINGUE
AMERICAIN - FRANÇAIS
Cherche place
Archiviste-Documetiste
dans Presses, Publicité,
J.M. Delarue, 144, rue du
Point-du-Jour - 92100 Boulogne.

PROJETEUR
COMPOSITEUR
ARCHITECTURE
30 a., 6810, ch. empl. Paris,
France ou étranger. Ecrire à :
J.M. Delarue, 144, rue du
Point-du-Jour - 92100 Boulogne.
Homme, 58 ans, licencié en
droit, v. 1940, 1945, 1950, 1955,
fait toutes propositions comme
HOMME DE CONFIANCE
30 ans, expérience, 400 ch. empl.
Paris, France ou étranger. Ecrire à :
J.M. Delarue, 144, rue du
Point-du-Jour - 92100 Boulogne.

ARCHITECTE D.P.L.G. 15 ans
exp. urbanisme, chantiers,
projets, ch. empl. Paris, Ecr.
à M. DRYCH, 4 S.I.P.E.P. réf. 994,
3, rue de Châteaufort, 75002 Paris.
J.H. 26 ans, L.C. Droit Privé,
Maîtr. Droit Privé, ch. 1^{er} empl.
Ecr. n° 8.279, le Monde + P.,
7, rue des Italiens, 75007 Paris-P.

COMPTABLE - GESTION
AFRICAIN ou CANADIEN
Certificat sup. organ. gestion,
Service réor. Libre rapide
cherche situation région Paris
ou Rhône-Alpes ou Sud-Est.
Ecr. n° 8.250, le Monde + P.,
7, rue des Italiens, 75007 Paris-P.

COMMISSAIRE - PRISEUR
40 ans, disponible, étudierait
toutes propositions.
Ecr. n° 41.823, Contesse,
20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).
Ex-HUSSIERS de Justice
COMMISSAIRE - PRISEUR
40 ans, disponible, étudierait
toutes propositions.
Ecr. n° 41.823, Contesse,
20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).
COLLABORATRICE
24 DISTRI. FILMS et PUBL.
Ecr. Mme BERAT, 5, rue
Hauteville, 75006 Paris.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGÉNIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parée)
CADRE 43 ans - Bonnes contacts à tous
niveaux. Expérience relations commerciales
et ventes.
RECHERCHE : poste avec responsabilité
toutes missions (Section B).
CADRE SUPERIEUR 39 ans - Docteur en
Sciences naturelles. D.P.I. et 2^e dro.
Connaissances en arabe, allemand,
anglais, français. Expériences professionnelles
de directeur général de P.M.S. Directeur
commerciale, marketing, contrôle gestion et
exportation.
RECHERCHE : poste à responsabilité en
France (Section BCO).

JEUNE FEMME 28 ans - Maîtrise d'écono-
mie appliquée. Maîtrise gestion ou cours.
Bilingue anglais-espagnol. Nombreux stages.
Début expérience bancaire services finan-
ciers.
RECHERCHE : poste stable, préférence
finances, études économiques (Section D).
CADRE TECHNIQUE-COMMERCE 35 ans
- 25 ans expérience vente études de mar-
ché lancement et promotions de produits.
Spécialiste export Bilingue anglais, bonnes
notions allemand et espagnol.
RECHERCHE : poste de vente ou export sur
la région parisienne (Section BCO).

AGENCE SPECIALISEE DES INGÉNIEURS ET
CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 Tél. : 280.61.48 poste 71.
ANPE
s'adresser à :
AGENCE SPECIALISEE DES INGÉNIEURS ET
CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 Tél. : 280.61.48 poste 71.

propositions diverses

CADRES AYANT UN PEU SERVI...
...Vous qui avez dans les 30, 40 ou 50 ans, en a-
toujours besoin de vous dans l'industrie ou les
Affaires. Les clients de CHUSID trouvent constam-
ment, que ce soit la les années de travail les plus
riches et les mieux rémunérées de leur carrière.
Pour avoir comment les Cadres ayant un peu
servi ont abordé la tournure de leur vie profes-
sionnelle (et personnelle), vous êtes invités à ren-
contrer l'un de nos Conseils en carrière, sans enga-
gement ni aucun frais. Téléphones ou écrivez pour
prendre un rendez-vous personnel et confidentiel.

Frederick CHUSID et Co.
FRANCE
Conseils internationaux en évaluation
de Cadres et en avancement de Carrières
6, rue de la Harpe - 75005 PARIS - Tél. : 205-31-80
35-37, Fitzroy Street, LONDON W 1 P 5 AP
800-70-61
Sociétés affiliées à l'étranger
Nous ne faisons pas de recrutement.

autos-vente
divers
SELECTION B.M.W.
316, 318, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

EXPRESS - ASSISTANCE
LOCATION VOITURES
à partir de 46 F T.C. par jour.
65, RUE LAURISTON
PARIS 11^e
504-01-50
motoc
Urgent, particulier vend Honda
CB 135, état impeccable,
1.400 km, 2.800 F à débattre.
Téléphone : 430-19-00.

VOIR NOTRE
IMMOBILIER
PAGE SUIVANTE

مكتبة من الأصل

Le Monde

régions

Midi-Pyrénées

Un constat avant le grand rendez-vous du POS
TOULOUSE MALADE DE L'AUTOMOBILE

De notre envoyée spéciale

Toulouse. — Au pont des Demoiselles, à Toulouse, un seul plateau est tombé. Les autres sont restés au garage. On ne construira pas — en tout cas pas maintenant — le passage sous le pont qui aurait évité les embouteillages aux heures de pointe. « Pour une pincée de voir écologique », au second tour des législatives, le maire a reculé », dit un des animateurs du comité de défense, victorieux après une nuit d'occupation sur les berges du canal. Et les ingénieurs de l'équipement, déjà travaillés par les refus successifs de l'autoroute dans le canal et des voies rapides sur les berges de la Garonne, se retranchent ostensiblement derrière les « décisions des élus ».

L'affaire du canal n'est qu'un épisode, mais elle traduit l'atmosphère passionnée dans laquelle on discute depuis trois mois à Toulouse des questions d'urbanisme. La ville a été soudain saisie par la fièvre du POS, le plan d'occupation des sols, que les techniciens préparent depuis des mois et même des années et qui n'a fait que sortir publiquement et politiquement à la rentrée. Depuis, réunions,

qui dénoncent les aspects fallacieux de la consultation : vague et tardif questionnaire dans le bulletin municipal, communication aux élus des documents préparatoires au complet pour la périphérie et blocage pour les quartiers centraux. De son côté, M. Hersant affirme que les documents disponibles sont déposés dans chaque mairie annexe et qu'il n'est pas envoyé aux comités de quartier.

Pourtant les études sont en cours depuis longtemps. Elles ont été confiées à deux organismes distincts, ce qui ne facilite peut-être pas les choses : l'atelier municipal d'urbanisme qui dépend directement de la mairie et est chargé des quartiers centraux et les sociétés périphériques qui ont été confiées à l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine (A.U.A.T.). Celle-ci est financée à la fois par l'Etat et les collectivités locales, mais elle ne dépend d'aucun organe d'agglomération puisque Toulouse malgré sa taille n'a ni district ni communauté

de la Mirail qui servent de réserve foncière pour tout et on y installe automatiquement tout nouvel arrivant, le Métro par exemple. Or même, on affirme la nécessité de créer des emplois dans les quartiers, mais on envisage sérieusement de concentrer 80 000 mètres carrés de bureaux d'administrations publiques sur les anciennes casernes Compans-Caffarelli qui seront libérées par l'armée pour la modique somme de 80 millions de francs en 1980. Sur les 17 hectares qu'elles occupent, 10 seront réservés aux espaces verts et personnes ne semble s'inquiéter de la formidable spéculation qui risque de se propager aux alentours à l'annonce de ces projets grandioses.

Enfin, le POS soulève la grande question des transports et de la cir-

culation. Toulouse est engluée dans la marée automobile : plus d'une voiture par famille. Les Toulousains habitent moins le centre (sa population est tombée de cinquante à trente mille habitants en vingt-cinq ans), mais ils continuent d'y venir chaque jour : environ 40 % des emplois, souvent tertiaires, se trouvent entre le canal et la Garonne. Le réseau d'autobus — moins fourni que celui des tramways d'avant guerre selon certains — a été amélioré et 5 kilomètres de couloirs ont été tracés. Pourtant les bus circulent mal, et plus de 60 % des déplacements se font en voiture particulière. La ville d'ailleurs enferme dans un magma urbain de pavillons et de grandes ensembles, avant que soient tracées les grandes voies d'accès. Aujourd'hui, chaque fois qu'on veut donner un coup de pioche, les experts et les futurs riverains protestent vigoureusement.

Trois cercles concentriques autour du centre

« Toulouse est un gros village. Depuis longtemps, ces maelstroms de l'équipement nourrissent une grande idée : faire de ce village une ville. Ils ont dessiné trois cercles concentriques : les boulevards, le canal et la rocade extérieure. En refusant, en 1972, l'autoroute dans le lit du canal, la mairie a cassé ce joli schéma. Depuis c'est la confusion et l'épreuve de force. » Cette analyse est faite par M. Jean-Pierre Amalric, secrétaire du comité Cadre de vie de la section socialiste de Toulouse.

« On ne peut tout de même pas arrêter tous les chantiers », rétorquent les ingénieurs de l'équipement qui revendiquent la possibilité d'inscrire les tracés sur les plans pour réserver l'avenir. « Si l'on voit qu'on a été trompé, on pourra toujours abandonner les projets. » En attendant, la situation est bloquée. Après avoir refusé l'autoroute dans le canal et les voies sur les berges de la Garonne, M. Pierre Baudis (apparenté P.R.) vient de renoncer aux travaux du pont des Demoiselles sous la pression des écologistes et des socialistes, qui voyaient une amorce de l'aménagement des ber-

ges. Enfin, personne ne peut dire si l'on construira le troisième tronçon de la rocade sud, contesté par les riverains, tandis que le second est en voie d'achèvement et débouchera sur une simple route nationale.

« Ce qu'il faudrait faire avant tout, c'est le rocade de la vallée de l'Hers », estime M. Guy Hersant, qui a même affirmé ce mot d'ordre au-dessus de son bureau à la mairie. Mais elle est évaluée à 400 millions de francs alors que la rocade sud coûte 80 millions. « Vous comprenez que le choix est ample pour les finances. »

Alors que l'autoroute Bordeaux-Narbonne (A91) butera aux portes de l'agglomération d'ici deux ans, le rocade de la vallée de l'Hers, qui devrait logiquement permettre de contourner la ville, n'est même pas programmée et ne pourrait se faire, au mieux, que vers 1983. Pendant ce temps, les ingénieurs s'efforcent de limiter le contournement par l'ouest, assuré pour l'instant par une simple voie rapide. Ce qui est, selon M. Amalric, « un défi à la géographie et à la géométrie ».

Le tramway hors des dossiers ?

D'autres choix sont-ils possibles ? Les projets existent en tout cas sur le papier. Plusieurs lignes d'un « transport en commun en site propre » qui pourrait être un tramway sinon un métro souterrain, figurent sur le schéma directeur de Toulouse.

« Dans vingt ans, on en perdra encore », estime M. Alain Decastaigne, conseiller municipal communiste, membre de la commission d'urbanisme qui étudie le POS. « Il faut donner une véritable priorité aux transports en commun, reporter les parkings à la périphérie et arrêter les grands travaux de voirie à l'intérieur de la ville », proclament les élus socialistes et communistes et l'Union des comités de quartier (U.C.Q.). Avec des nuances. Les communistes soutiennent ainsi qu'il faut « terminer la rocade » — alors que les socialistes sont farouchement opposés au troisième tronçon. Tous sont d'accord pour réclamer en priorité la rocade de la vallée de l'Hers. « Il ne faut pas nier la voiture, mais dissuader les usagers grâce à une véritable politique de transports en commun », explique M. Jean-Lucien Cabrol, conseiller socialiste, membre de la commission d'urbanisme.

Pour M. Hersant, « le problème n'est pas la circulation dans le centre, mais l'accès au centre. Il faut arriver à mettre sur pied le tramway d'ici quinze ans », estime l'adjoint au maire, qui se montre très sceptique sur l'usage que les Toulousains feraient du parking très éloigné du centre.

« On nous dit toujours, les Toulou-

sains sont indisciplinés, proteste M. Miguet, le président de l'U.C.Q. Mais il y a l'exemple de Bologne que Toulouse. Il faut informer le public. A Bologne, la municipalité a organisé au moins deux cents réunions avant de lancer sa politique de transports en commun. »

Il est certain qu'une véritable priorité aux transports en commun dans une ville comme Toulouse serait une petite révolution. Il faut voir les voitures pare-chocs contre pare-chocs dans l'étroite rue Pargaminière qui mène au Capitole — et à son parking — pour admettre que les Toulousains ont une bonne dose de patience ou de résignation. Et on ne résoudra pas le problème à coup d'autopontons comme ceux qui enlaidissent déjà plusieurs carrefours ou en bournaient toutes les places du centre ancien avec d'effroyables allos à voitures comme café et été fait en deux endroits déjà.

Quelques rues parallèles, 5 kilomètres de couloirs réservés aux bus, c'est une politique timide, tandis que la nombre des voitures ne cesse d'augmenter.

« Même en resant le motif de la ville, on n'arriverait pas à faire circuler toutes ces voitures », exclamait un habitant lors d'une réunion publique à propos du POS. « Arrêtez le massacre. » Une partie de nous en moins négligeable de l'opinion locale est aujourd'hui sensibilisée. N'est-il pas temps de pousser à fond le dossier du tramway ?

MICHÈLE CHAMPENOIS.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Début des travaux en 1978 ?

LE LONG CHEMIN DE LA STATION D'ÉPURATION DE MARSEILLE

De notre correspondant régional

Marseille. — « Nous allons construire une station d'épuration simple, bon marché et qui sera mise en service rapidement », a affirmé il y a quelques jours, au conseil municipal, M. Gaston Defferre, maire (socialiste) de Marseille. Et d'ajouter à l'adresse du porte-parole des élus communistes qui avaient taxé de « budget d'austérité et de résignation » le budget primitif de la ville pour 1978 : « Je vous donne rendez-vous pour l'inauguration ; les promesses que nous avons faites nous les avons toujours tenues, et celle-là nous la tiendrons encore. »

Après avoir été la première ville de France à construire entre 1891 et 1906 un réseau d'égouts en système unitaire, Marseille ne veut pas rester la seule grande ville d'Europe à rejeter ses eaux usées directement à la mer. C'est dans sa séance du 14 novembre 1975 que le conseil municipal a décidé d'engager des études pour la construction d'une station d'épuration permettant de traiter tous les effluents domestiques et industriels de l'agglomération.

Cette réalisation était devenue, au fil des années, d'une absolue nécessité. Ainsi que l'ont montré, en effet, des études effectuées notamment par la station marine d'Endoume et le centre d'études et de recherche biologique et d'océanographie (CERBOM), la zone maritime polluée par les égouts du Marseille au débouché du grand collecteur actuel dans la calanque de Cortiou s'est étendue depuis 1967 de façon exponentielle.

En 1974, la ville avait fait étudier la possibilité d'un rejet éloigné en mer, mais cette solution n'aurait pas évité le retour de la pollution vers le rivage.

Les études qui viennent de commencer s'élèvent à 10 millions de francs, et 5 millions seront consacrés à la réalisation d'une station pilote. Il est prévu d'installer un dispositif d'essai de décantation dans une très grande chambre de dégrillage et de dessablage qui a été construite en 1967 en dérivation sur le premier émissaire au niveau du stade-vélodrome. Les boues obtenues seront transportées par une canalisation suivant la route du premier émissaire dans une carrière de 3 hectares que vient d'acheter la ville à La Cayolle, au pied du massif de Marseilleveyre, où elles seront traitées.

La station pilote ainsi conçue pourrait recevoir au mieux 10 % des effluents passant par le premier émissaire. Elle aura pour but de tester les procédés actuels d'épuration, préférence étant donnée sans doute au procédé physico-chimique qui a pourtant deux inconvénients majeurs : un coût de fonctionnement des installations deux fois plus élevé que celui d'une station biologique, et une production très importante de boue.

La construction de la station elle-même pose une série de problèmes complexes dont certains de caractère inédit en France. Le massif des Calanques étant classé depuis 1973, certains éléments de l'ouvrage devront être enterrés, ce qui nécessitera le creusement de cavités souterraines représentant un volume de plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes de roche. (Une étude géotechnique préliminaire a été confiée à la société du canal de Provence.) Une attention particulière devra également être apportée à la réalisation des voies d'accès et au réseau de transport d'énergie.

Les installations permettront de traiter les effluents de 1 500 000 équivalent-habitant (1 million d'habitants pour la pollution domestique et 500 000 équivalent-habitant pour la pollution industrielle). Or il

n'existe pas pour le moment de normes définies pour les rejets en mer, et d'une manière générale les connaissances scientifiques et techniques touchant au milieu marin sont encore très fragmentaires et très controversées. Le problème de l'élimination des boues n'est pas non plus résolu.

Une partie des études rendues nécessaires par ces nombreux problèmes pourra, estime la ville de Marseille, être prise en charge par le FIANE (Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et de l'environnement). Une subvention lui a déjà été demandée, ainsi qu'une participation aux frais de construction et d'exploitation de la station pilote. Mais sa première réponse a été dédaigneuse.

Le montant des travaux de la station d'épuration, selon une estimation très approximative, serait de l'ordre de 500 millions de francs ; l'exploitation coûtant, elle, selon le procédé retenu, de 20 millions à 60 millions de francs. La ville de Marseille ne peut pas se lancer dans une telle opération sans avoir reçu l'assurance de l'Etat que la totalité du financement sera obtenue dans des délais normaux. L'Agence du bassin Rhône-Méditerranée-Corse a prévu, au titre du VII^e Plan, une enveloppe de 115 millions de francs, dont 15 millions de francs pour étude. L'Etat, pour sa part, n'a pas encore donné d'indication à la ville.

GUY PORTE.

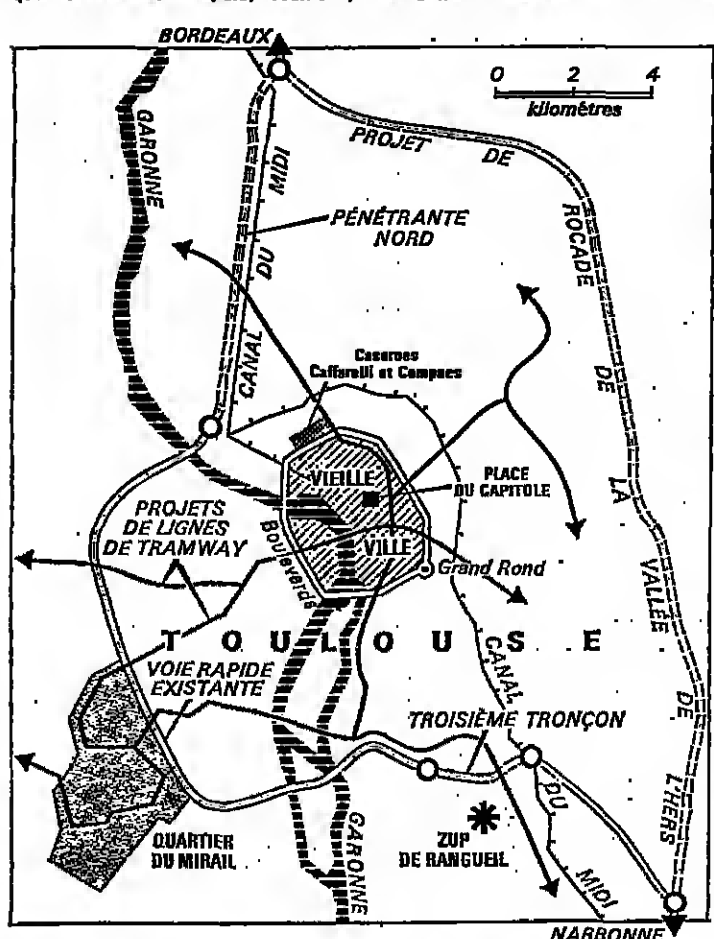
MARSEILLE ET LES TRÉSORS DE L'« AUTRE CULTURE »

Le C.N.R.S. a choisi Marseille pour y installer une antenne régionale du Centre d'ethnologie française et du Musée national des arts et traditions populaires, qui sera abritée dans l'hospice de la Vierge-Charité, monument du dix-septième siècle, planté en cœur du vieux Marseille, et qui fait l'objet d'une restauration complète.

C'est à Marseille aussi que va être organisée une étude aux « Relations interculturelles et interethniques dans l'espace urbain », qui permettra d'observer et d'analyser, dans les lieux d'échanges sociaux (cafés, marchés, places), comment cohabitent les différentes cultures et langues.

Autre projet qui pourrait à l'occasion revêtir, dans un deuxième temps, une ampleur nationale : le recueil — de la bouche même d'une espèce en voie de disparition, celle des conteurs — des trésors des contes et légendes qui constituent un patrimoine culturel spécifique régional. « Nous voulons, explique M. Jacques Lacroix, ethnologue et sociologue de trente-trois ans, devenir les conservateurs et les diffuseurs de ce patrimoine ethnique occitan et provençal, auprès du public, qui doit prendre conscience qu'il s'agit là de ses propres racines ancrées dans une « culture alternative » qui n'a rien d'inférieur à la culture officielle. »

J.C.



consultations et débats se multiplient. Dans un certain désordre. Presque chaque semaine, l'adjoint au maire, chargé de l'urbanisme, M. Guy Hersant, va avec d'autres élus de la ville, en maison de jeunes répondre aux questions et aux critiques.

Tout se passe comme si après des années de préparatifs plus que discrets la ville de Toulouse s'était aperçue qu'elle devait « sortir son POS » avant le fin de l'année 1977. Le conseil de la ville a décidé par le Parlement (le Monde du 14 décembre) a été accueilli avec un grand soulagement par les responsables. Ils venaient de lancer à l'extrême une consultation qui devait aboutir à un vote du conseil municipal le 22 décembre... et à une publication du POS par le préfet, ce qui aurait rendu opposable en attendant mise au point et approbation définitive. Finalement le conseil a décidé de repousser au mois d'avril ou de mai les véritables engagements.

Cette précipitation est bien sûr vivement critiquée par l'opposition de gauche du conseil (dix-neuf élus),

urbaine. En fait, la ville qui dispose d'un territoire très vaste (12 000 ha), surtout que Paris intra-muros, a pu pendant très longtemps se développer sans avoir besoin de ses voisins... et en gaspillant l'espace. Aujourd'hui, Toulouse offre le spectacle d'un grand désordre.

Les difficultés de circulation, l'absence d'équipements dans les banlieues invertebrées, ajoutent à ce sentiment de désordre urbain. Dans le POS, on a voulu « rééquilibrer » les quartiers périphériques en y permettant la création d'emplois, tout en confirmant le centre dans son rôle, réorganiser les voies de liaison, régler aussi les heurtes des constructions, etc.

« On « gère » tous les terrains disponibles pour les espaces verts et les équipements de quartier », affirme M. Hersant, et l'A.U.A.T. a recensé donc les quartiers périphériques quelques 150 hectares de terrains qui pourraient être acquis pour 70 millions de francs environ. Mais en même temps, ce sont les terrains disponibles dans la deuxième tran-

BLANC
MADELIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir

CHEMISE
polyester et viscose,
500 roies.
52 F

CHEMISE
polyester et coton.
Ciel ou blanc.
65 F

CHEMISE
coton, milleroies
ou fil à fil.
75 F

PYJAMA
coton
fantaisie.
72 F

MOUCHOIR
coton blanc,
initiale brodée main.
les 6 **34 F**

MOUCHOIR
coton couleur,
initiale brodée main.
les 6 **42 F**

Spécialité de mouchoirs en fil de lin,
chiffrés ou non chiffrés.

هكذا من الأصل

APRÈS L'ACCORD SUR LA MENSUALISATION

Feu vert pour les contrôles médicaux patronaux ?

L'accord interprofessionnel du 14 décembre 1977 élargissant le champ de la mensuralisation et la loi votée le 21 décembre qui en a étendu la portée avalent le principe des contrôles médicaux patronaux (1). Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a saisi, le 26 décembre, le Conseil constitutionnel, estimant non conformes à la Constitution les contre-visites médicales - organisées par les

patrons. De leur côté, des médecins ont lancé une pétition nationale - contre l'instauration par le patronat d'organismes privés de contrôles des arrêts de travail - des salariés.

Ces contrôles soulèvent en effet un très grave problème qui a déjà fait couler beaucoup d'encre mais qui reste très mal compris : comme l'écrit, il comporte une partie cachée infiniment plus importante que sa partie visible.

par J.-J. DUPEYROUX

La position des défenseurs de cette médecine n'est pas particulièrement simple, claire, irréfutable. Si une mère de famille est tenue de rester au lit pendant sept jours, si un O.S. entend sa dérobée de travail à l'école, si un ouvrier se voit infliger des sanctions pour ne pas avoir travaillé, ce sont les deux causes essentielles d'absentéisme ou, si, de façon plus générale, un salarié préfère aller pêcher à la ligne plutôt que de respecter ses obligations, il leur suffit de demander un « arrêt de travail » à un médecin compétent. Il n'en manque pas. Au moins l'intéressé est-il garanti, si, durant cet arrêt de travail, il cesse de percevoir son plein salaire pour ne bénéficier que des indemnités (moitié moindre) de la Sécurité sociale.

Mais si l'entreprise complète ces indemnités de façon à maintenir le revenu de l'absentéiste à son niveau antérieur, tous les abus sont non seulement permis mais encouragés. Il est donc parfaitement normal qu'un employeur subordonne expressément les versements complémentaires qui annulent toute pénalisation de la vérification, par un médecin de son propre choix, de la réalité de l'incapacité de travail invoquée : puisqu'il n'est pas légalement tenu d'assurer cette garantie de salaire, comment lui interdirait-on de la subordonner à telle ou telle condition ?

Le seul problème serait donc celui de l'étendue de l'indemnisation. De sorte que, sauf à renoncer aux indemnités complémentaires, un salarié mis au repos par son médecin traitant serait en droit de fermer sa porte au médecin patronal ? On attend naïvement un « oui » franc et massif... qui tarde à venir.

Des pratiques expéditives

Que se passe-t-il en réalité lorsque le médecin patronal se fait savoir à l'employeur qu'il « voit » le salarié incapable de travailler ? L'employeur se borne-t-il à prévenir ce salarié qu'il ne lui reconnaît plus vocation aux indemnités complémentaires ? Parfois... Mais, dans la plupart des entreprises qui pratiquent ces contrôles, il est d'usage d'enjoindre à l'intéressé - généralement par télexgramme - de reprendre aussitôt son travail, quel qu'il soit. Soyons réalistes : comment pourrait-il en aller autrement ? Si réellement le chef d'entreprise est habilité à faire davantage confiance à un autre médecin que le médecin traitant, l'absence de ce dernier, au lieu d'être un handicap, ne serait-elle pas naturellement conduite à tirer toutes les conséquences d'un verdict négatif du premier ? On lui affirme que tel absent n'est pas ou n'est plus malade, et il, faudrait qu'il admette, sans motif d'absence, de ce dire-oui-flanc ? Ce serait vraiment lui demander beaucoup !

Mais qui peut faire l'intéressé ainsi sommé de reprendre la chemin de l'entreprise sous menace, voire de l'expulsion, de sanctions, voire de licenciement ? Si vous êtes licencié, il diront les docteurs de la loi, ce licenciement a de bonnes chances d'être considéré comme abusif par les tribunaux... Bien sûr, vous aurez perdu votre emploi ; mais tout de même, après quelques années de procès, votre employeur sera sans doute condamné à vous indemniser. La belle consolation, pour celui qui a vu son travail se transformer en un accident de voiture, que de savoir qu'il avait la priorité, et donc le droit, pour lui !

Bref, si la verdict du médecin patronal est négatif et si le salarié ne souhaite pas se retrouver au chômage (ou même être expulsé s'il s'agit d'un immigré), il a tout intérêt, malade ou pas, à se hâter de remonter sur son échafaudage : toute autre conclusion ne relèverait que de l'incertitude ou de l'hypocrisie. Là réside le côté véritable de l'affaire : ces contrôles concernent moins l'étendue de l'indemnisation que la congé lui-même. Les employeurs qui les utilisent le reconnaissent d'ailleurs volontiers, en privé.

La question fondamentale est alors celle de savoir qui sont les médecins ainsi appelés, en fait, à décider de la reprise du travail ? Quelles garanties présentent-ils ? On a tout dit et tout écrit sur le scandale constitué par les contrôles organisés par certaines officines. La Confédération des syndicats médicaux du docteur Monier, les organisations nationales des praticiens salariés, peu suspectes de vouloir défendre les officines, l'ordre lui-même, qui ne passe pas pour gauchiste, se sont élevés avec véhémence contre des pratiques expéditives et dangereuses qui n'ont rien à voir avec une médecine digne de ce nom : aucune

connaissance des antécédents médicaux du salarié contrôlé ni de ses conditions de travail, pas la moindre connaissance de la médecine traitant qui, pourtant, devrait bien être la première consultée, etc.

Il n'y a pas de pouvoirs publics d'appoint, la médecine continue. Et le risque fort de s'aggraver, compte tenu de l'évolution démographique galopante du corps médical dans les prochaines années : dans le marée montante des nouveaux praticiens sans travail, combien seront contraints, pour vivre, de renoncer à soigner et de vendre leur titre à bas prix ?

Est-ce à dire qu'il faut éliminer tout contrôle ? Nullement ! Il est évident que des contrôles sont nécessaires, mais il est non moins évident que cette mission extrêmement délicate ne doit être remplie que par des médecins donnant toutes garanties d'objectivité et de compétence. Pourquoi ne pas prévoir que ces praticiens seront désignés d'un commun accord par les partenaires sociaux ? Pourquoi, vote tout à fait différent, ne pas réformer profondément la médecine du travail : n'est-elle pas justement pour vocation essentielle de vérifier l'état de santé des salariés et leur aptitude à occuper ou à reprendre tel emploi ? Pourquoi encore ne pas instituer une « expertise technique » comparable à celle à laquelle on fait appel lorsque la pratique-conseil de la Sécurité sociale est en désaccord avec la médecine traitant : cette expertise technique donne-t-elle de si mauvais résultats ? Pourquoi ne pas confier de nouveaux rôles aux comités d'entreprise, les salariés eux-mêmes étant généralement, on le sait, fort peu indulgents à l'endroit des vrais fraudeurs ?

Bien d'autres solutions sont concevables ! La pile, en tout cas, est bien de laisser l'importance de décider n'importe quoi et n'importe comment, s'agissant de la santé, voire de la vie - nous pensons aux accidents dont une reprise précipitée du travail peut être génératrice, - de salariés déjà très vulnérables : faut-il rappeler à ceux qui se complaisent dans le rabâchage de l'anecdote ce qu'est actuellement l'espérance de vie des O.S., ici directement concernés ? Qu'en pensent-ils ?

Un baroud d'honneur ?

Ainsi un vrai débat est été particulièrement opportun, surtout à un moment où le C.N.P.F. donne l'impression d'être plus sensible qu'en d'autres temps aux problèmes des conditions de travail et de vie des salariés, et notamment des ouvriers : n'est-ce pas l'occasion ou jamais de confirmer cette évolution, de prendre les devants ? Malheureusement, ce vrai débat n'a été tenu ni à l'occasion de l'accord du 14 décembre ni à l'occasion du débat au Parlement.

Lorsque le gouvernement a demandé à ce dernier une loi élargissant le champ d'application de l'accord, dont certaines branches sont exclues, le Sénat, lui, s'est ému et a fait introduire dans le texte un amendement en vertu duquel « un décret en Conseil d'Etat déterminera... les formes et les conditions de la contre-visite mentionnée à l'article 7 de l'accord ».

(PUBLIÉE)
Dans le cadre de notre programme
GESTION ET ANIMATION COMMERCIALE
NOUS OFFRONS AUX ETUDIANTS ET JEUNES DEMANDEURS
D'EMPLOI DE 18 A 25 ANS

DEUX STAGES RÉMUNÉRÉS
D'INSERTION DANS LA VIE
PROFESSIONNELLE
(Coursier-Juillet 1978)

● CONTRÔLEURS BUDGÉTAIRES
Niveau requis : diplôme L.U.T. ou baccalauréat + deux ou trois ans d'enseignement supérieur

● INSPECTEURS COMMERCIAUX ET ANIMATEURS
Niveau requis : baccalauréat, de préférence suivi d'un an d'enseignement supérieur

Ces stages sont conçus et se déroulent en étroite liaison avec des entreprises

Les candidats sélectionnés reçoivent une indemnité mensuelle équivalente à 50 % du S.M.I.C.

Renseignements et candidatures
INSTITUT DE GESTION COMMERCIALE
2, rue de la Paix - 75002 PARIS
tel. 261-10-01

RECRUTEMENT
IMMÉDIAT

La loi accordant des garanties de procédure aux contribuables est publiée au « Journal officiel »

La justice aura maintenant son mot à dire au sujet des sanctions pénales qui seront infligées pour infractions fiscales en matière d'impôts sur le revenu, de T.V.A. et autres taxes sur le chiffre d'affaires. Le « Journal officiel » du 30 décembre a publié le texte de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière - qui avait été définitivement votée le 29 par le Parlement.

Jusqu'à présent - et sans exorbitance du droit commun - cela pouvait paraître - l'administration détenait le monopole absolu du dépôt des plaintes en matière fiscale. Cette pratique, qui remonte à Napoléon - fort indistinct vis-à-vis des juges - allait très loin : la justice était complètement liée dans l'énoncé des peines aux prescriptions du code général des impôts. Ainsi, par exemple, le juge ne pouvait pas apprécier les circonstances atténuantes.

La loi du 29 décembre ouvre une sérieuse brèche dans ce monopole : désormais, les plaintes déposées par l'administration « tendant à l'application de sanctions pénales en matière d'impôts directs, de taxes à la valeur ajoutée et autres taxes sur le chiffre

d'affaires, de droits d'enregistrement, de taxes de publicité foncière et de droit de timbre » devront recevoir l'avis favorable d'une commission de magistrats de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Fait important : le ministre plaignant sera lié par les avis de la commission qui, en principe, concerneront les cas graves de fraude (article 1 de la loi). Pour les affaires les plus banales, la commission exercera son contrôle par sondage.

Les articles 7, 8 et 9 de la loi prévoient, en matière de contributions indirectes et de douanes, de limiter le pouvoir de transaction et de remise qu'avait jusqu'à présent l'administration. L'article 16 prévoit qu'à partir du moment où le jugement sera rendu aucune transaction ne sera plus possible. Le droit de remise dépendra d'un avis du président de la juridiction qui aura prononcé la condamnation.

À l'inverse, le pouvoir d'appréciation des juges est nettement renforcé : possibilité de reconnaître les circonstances atténuantes, éventuel de peines très ouvertes de 1 à 5, la somme servant de base au calcul de la pénalité.

En d'autres termes, les barèmes rigides des peines du code des impôts qui limitaient le pouvoir d'appréciation des juges sont remplacés par des barèmes très ouverts à l'intérieur desquels la justice pourra apprécier.

Ce même pouvoir d'appréciation donné à la magistrature

modifiera les conditions de retrait du permis de conduire (article 13). Jusqu'à présent, le retrait était automatique si la justice vous reconnaissait coupable d'un délit en matière d'impôts directs, de T.V.A. et de droits d'enregistrement. Désormais, le tribunal appréciera s'il suspend le permis de conduire en plus de peines prévues.

Les articles 2 et 3, curieusement insérés au début de la loi dont ils rompent la logique, prévoient notamment qu'en cas de poursuites l'administration devra faire la preuve de la volonté de fraude. De même devra être démontrée la mauvaise foi du contribuable alors qu'auparavant la « bonne foi » pouvait être admise. L'article 3 concerne les impositions d'office.

● Pas de « super-vignette » pour les autos à moteur Diesel. Les articles 2 et 3, curieusement insérés au début de la loi dont ils rompent la logique, prévoient notamment qu'en cas de poursuites l'administration devra faire la preuve de la volonté de fraude. De même devra être démontrée la mauvaise foi du contribuable alors qu'auparavant la « bonne foi » pouvait être admise. L'article 3 concerne les impositions d'office.

TRANSPORTS

CONJONCTURE

Les chemins de fer américains gagnent du terrain et perdent de l'argent

De notre correspondant

New-York. — La société Amtrak, aux Etats-Unis, gère les services ferroviaires de passagers, a élaboré un plan de cinq ans pour améliorer son trafic sur les lignes rapides, telles que Los Angeles - San Diego, Chicago - Detroit, Boston - Washington, et y faire circuler ses trains à 170 kilomètres à l'heure. Elle se propose également de moderniser des parcelles de New-York et de Washington, notamment, de rénover 40 000 kilomètres de voies, et de porter son effort sur les liaisons rentables.

Au total, cette société prévoit d'investir 4,5 milliards de dollars, somme qu'elle a demandée au gouvernement fédéral. Ce dernier ne peut la lui accorder qu'après l'approbation du Congrès. Or celui-ci, jugeant qu'Amtrak est trop dépensière, a réduit son budget pour 1978 de 594,1 millions de dollars à 484,5 millions, ce qui a abouti à la suspension immédiate de certaines liaisons.

La qualité des services offerts par Amtrak, dans l'ensemble, n'a cessé de s'améliorer, mais on ne voit pas comment, à moyen terme, il pourrait éviter d'être déficitaire et tributaire des deniers de l'Etat. Depuis sa création en 1971, elle a reçu 1,38 million de dollars de subventions fédérales. Même si le nombre de passagers payants est,

M. CEYRAC : le premier semestre devrait être un peu moins difficile.

« Je pense que nous avons des chances d'avoir un premier semestre un peu moins difficile que la fin de l'année 1977, qui a été rude », a déclaré le 2 janvier, M. François Ceyrac, président du C.N.F.F., au micro de France-Inter. Interrogé sur la politique économique qu'il souhaitait voir mettre en œuvre dans les mois à venir, M. Ceyrac a répondu : « Il n'y aura pas deux politiques économiques possibles dans les années qui viennent. Il y aura une politique économique efficace et rentable qui est, en gros, celle que M. Raymond Barre a eu le mérite énorme d'engager, de maintenir et de développer. Puis il y a des politiques qui s'éloigneraient de cette ligne, et qui, à mon avis, nous feraient courir de grands risques ».

Évoquant, enfin, la situation sociale, qu'il trouve « relativement calme », le président du C.N.F.F. a poursuivi : « Il y a quelques conflits un peu durs ; il y en a toujours eu. Mais ces conflits ne témoignent pas, pour l'instant, du tout, de la remise en cause générale de notre situation sociale ».

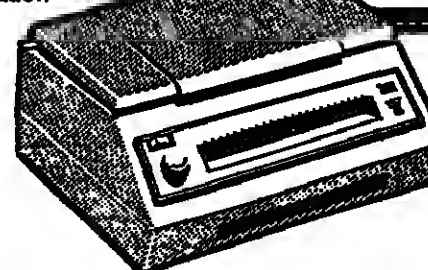
● ERROTUM. — C'est évidemment « plusieurs centaines de milliers d'électeurs » et non « millions », comme une erreur typographique nous l'a fait écrire dans le Monde du 3 janvier, qu'intendait représenter la nouvelle Association bénévole pour les cadres demandeurs d'emploi.

1495 F^{H.T.}

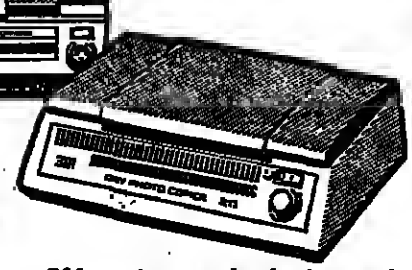
(1 758,12 F si vous ne récupérez pas la TVA)

Même en choisissant le 157 S le plus puissant des petits copieurs 3M, vous ne dépenserez pas plus de 1 758,12 F T.T.C.

157 S : c'est le plus performant, avec son système de ventilation



001 : un copieur personnel pour quelques copies par-ci-par-là



211 : votre premier équipement professionnel

BON A DECOUPER
à retourner à 3M France - BP 300 - 92005 Cergy Cedex - Tél. : (1) 031.63.68
M. : _____ Profession : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____ Tél. : _____
souhaite obtenir de plus amples renseignements sur les petits copieurs 3M. MO

3M

ÉNERGIE

Les déclarations de M. Albin Chandon

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui produire du pétrole même en dehors de nos frontières présente des avantages certains : en cas de pénurie mondiale, nous serons sans doute mieux traités que de simples acheteurs. Mais l'intérêt essentiel d'une politique d'exploration est d'ordre financier. Lorsque nous incorporons 3 ou 4 dollars de travail ou d'équipement français dans le prix d'un baril de pétrole, nous sortons de devises sont diminuées d'autant et allègent le paiement de la facture pétrolière.

Paradoxalement, nous avons donc intérêt, du point de vue national, à produire un pétrole dont le prix revient plus élevé et sur lequel l'impôt payable en devises est d'autant plus réduit. Cela nous conduit à aller dans des zones dont le potentiel pétrolier est difficile à mesurer en valeur, ou est modeste par rapport aux grandes régions productrices classiques. Ces difficultés sont compensées par une fiscalité plus favorable. En choisissant l'aventure plutôt que la facilité, nous pou-

vous ainsi dégager les ressources nécessaires à notre développement et à réaliser plus facilement les objectifs que je viens de définir.

Tout se passe comme si, aux côtés des pays traditionnels producteurs de « brut » et des « majors », apparaissait un nouveau bloc formé de nouveaux venus, aussi bien pays que compagnies, dont les intérêts sont convergents.

En quelque sorte, pour justifier votre politique d'exploration, vous évoquez l'intérêt financier. Est-ce suffisant ? La Grande-Bretagne, par exemple, se réserve entièrement le gaz de Frigg et en interdit l'exportation.

La stratégie pétrolière ou gazière doit être examinée dans son ensemble et ne doit pas se limiter à une zone géographique. En disposant de ses propres ressources, la Grande-Bretagne en libère d'autres. Lorsqu'elle aura des excédents elle en exportera. Des négociations sont en cours à ce sujet. Le gaz d'Ékofisk arrive déjà en France.

Une stratégie tournée aussi vers l'Est

— L'un de vos premiers voyages en tant que président de la SNEA et de l'ERAP a été pour l'U.R.S.S. Pourquoi ?

Notre stratégie est guidée par la combinaison de trois critères : la possibilité d'incorporer du travail français dans le coût de production, les chances de découvrir, les risques politiques, notamment sur le plan de la stabilité fiscale.

En vertu de ces critères, nous sommes présents aujourd'hui, outre la France, où nous maintenons un effort de prospection important, malgré des probabilités de découvertes plus faibles qu'ailleurs, en Europe de l'Ouest, en Afrique noire, au Maghreb et sur le continent américain.

Les pays de l'Est pourraient être un cinquième pôle d'intérêt. Ils nous offrent des zones nouvelles dans lesquelles les « majors » anglo-saxons n'ont pas pris les meilleures places comme ils l'ont fait ailleurs.

Nous avons engagé des négociations avec le Vietnam. Nous poursuivons avec l'U.R.S.S. une discussion pour coopérer dans le domaine de l'exploration-production pétrolière.

Souhaitiez-vous une concentration de l'effort public ?

Les deux sociétés privées, la SNEA et la C.F.P., associées dans certains cas leurs efforts dans l'exploration pétrolière et la recherche scientifique. On pourrait imaginer une coordination plus complète de leurs activités dont l'ERAP pourrait être l'instrument. Ce n'est pas la tendance actuelle du gouvernement. Quant

L'Etat est paralysé

par les campagnes menées contre les compagnies

— Votre stratégie exige des fonds considérables, mais vous perdez de l'argent au raffinage. Pourquoi ?

Parce que cette industrie, qui est l'une des plus efficaces du pays, était bâtie en fonction d'une croissance rapide et régulière. Depuis la récession de 1974 et la stagnation qui s'ensuivit, il y a eu un surcroît d'équipements lourds étant programmés plusieurs années à l'avance. Il en résulte une concurrence telle que les entreprises sont amenées à vendre au-dessous de leur prix de revient, situation d'autant plus regrettable qu'en France, où les prix des carburants et du fuel domestique sont taxés, les rabais consentis (1 à 2 milliards de francs) sont empochés par les intermédiaires sans que les consommateurs en profitent.

Une telle situation est le fait de la seule Europe. Aux Etats-Unis et au Japon, le marché est organisé pour permettre au raf-

finement de bénéficier des ressources nécessaires à notre développement et à réaliser plus facilement les objectifs que je viens de définir.

Tout se passe comme si, aux côtés des pays traditionnels producteurs de « brut » et des « majors », apparaissait un nouveau bloc formé de nouveaux venus, aussi bien pays que compagnies, dont les intérêts sont convergents.

En quelque sorte, pour justifier votre politique d'exploration, vous évoquez l'intérêt financier. Est-ce suffisant ? La Grande-Bretagne, par exemple, se réserve entièrement le gaz de Frigg et en interdit l'exportation.

La stratégie pétrolière ou gazière doit être examinée dans son ensemble et ne doit pas se limiter à une zone géographique. En disposant de ses propres ressources, la Grande-Bretagne en libère d'autres. Lorsqu'elle aura des excédents elle en exportera. Des négociations sont en cours à ce sujet. Le gaz d'Ékofisk arrive déjà en France.

Un plan de redressement

— En Allemagne, justement, vous perdez de l'argent. Sans attendre une aide publique, ne pouvez-vous agir ?

Nous pensions de l'argent bien qu'avant le raffinage la plus moderne d'Allemagne. En attendant un rattrapage du marché, cette raffinerie sera parfaitement fermée pour limiter les pertes au maximum. En France, où une telle solution n'est pas envisageable, nous étudions un plan qui devrait permettre, si nous pouvons publier nos idées, de redresser la situation en quelques années.

Par la fermeture de certaines unités ?

Non, par des investissements de modernisation. Mais notre compagnie ne peut faire face à la fois aux investissements nécessaires par la recherche d'un pétrole de plus en plus coûteux et à ceux de la maintenance de la machine à vapeur. Nous devons donc nous appuyer sur le marché français du quart de la distribution. Cela suppose des moyens qu'aujourd'hui elle n'a pas.

Pourquoi alors votre désillusion ?

Face au pétrole, désespoir de capitaux mais nécessité de l'exploration. Il peut être utile de créer des secteurs qui procurent des emplois, comme la pharmacie. De plus, nous sommes amenés à prendre des initiatives s'inscrivant dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat sans qu'il s'agisse d'une prise de contrôle de l'Etat. C'est ainsi que nous avons été amenés à financer avec le rachat de Rousselot pour éviter une prise de contrôle étrangère. De même nous avons développé une activité minière (uranium, cuivre, nickel, etc.) pour pallier l'insuffisance des moyens du secteur public.

Vous participez dans le nickel vous satisfait-elle ?

Il s'agit non pas d'une opération d'exploration mais d'une participation à la production de nickel calédonnais, financièrement autonome, et dont le rendement, pour l'instant, est négatif. Pour en revenir à la diversification, l'indiquée que, devant nos difficultés actuelles, j'ai éliminé toute action de ce genre du budget 1978, sauf si elle concerne le développement régional. Nous avons en effet des devoirs vis-à-vis des régions comme l'Aquitaine d'un point de vue d'importantes ressources du sous-sol. Notre budget prévoit une provision pour participer au financement de toute opération sérieuse et saine susceptible d'aider au développement de ces régions.

Dans la conjoncture actuelle, quelle serait à vos yeux une bonne politique pour la France ?

En attendant que la C.F.P. se donne une politique pétrolière capable de faire vivre normalement l'industrie du raffinage, la France devrait utiliser les instruments de la loi de 1928 pour sauvegarder son caractère pétrolier et, dans ce cadre, soutenir les compagnies nationales afin qu'elles puissent développer leur exploration et améliorer leur outil de raffinage.

Par ses techniques, ses investissements, ses effets d'entraînement, par la valeur ajoutée qu'elle apporte, l'industrie pétrolière est une industrie fortement exportatrice.

L'Algérie et la Libye sont baignés de 20 cents par baril le prix de leur pétrole brut, rapporte, le 2 janvier, la Middle East Economic Review. Cette baisse des prix serait applicable au 1^{er} janvier pour six mois en ce qui concerne la Libye et pour trois mois pour l'Algérie.

sécurité et obligation de pavillon pour la flotte) qui sont coûteuses. Mais surtout, tant que la France aura une politique de prix administrés, le libéralisme ne jouera qu'à la baisse : jamais les pouvoirs publics ne laisseront par exemple le prix du fuel domestique augmenter de 30 % d'un mois sur l'autre comme c'est le cas en Allemagne.

— Vous êtes arrivé seul dans une entreprise qui ne vous soumettait pas à des réformes ?

Les contacts directs que j'ai eus tant avec les cadres qu'avec les syndicats et le personnel (je me suis adressé en cinq mois à quelque dix mille personnes du groupe) m'ont donné l'impression contraire. Ils m'ont permis également de percevoir un profond besoin de réforme. Toute l'organisation du groupe est trop centralisée, trop administrative. Je vais donc procéder à une modification assez radicale des structures qui fasse d'avantage confiance aux hommes.

Qu'aimeriez-vous avoir réalisé si vous quittiez votre poste dans dix ans ?

Assurer une large partie de l'approvisionnement pétrolier et gazier de la France et laisser une entreprise où le personnel se sentira à l'aise et pleinement motivé dans son travail.

Vous venez de publier une critique de programmes communs. Ne vous sentez-vous pas tenu, là où vous êtes, à un certain devoir de réserve ou d'abstention ?

Je ne fais plus de politique, je consacre tout mon temps à cette entreprise et cela me passionne. Je ne renie pas pour autant mes engagements passés, et vouloir les faire oublier serait de l'hypocrisie. Au reste je ne suis pas fonctionnaire. J'ai publié un livre que j'avais écrit avant de rejoindre la Société. J'en publierai d'autres.

Propos recueillis par BRUNO DETHOMAS.

AFFAIRES

La Société des garde-temps se retire du marché américain. — La firme horlogère suisse a un effet décisif de retrait à un groupe américain les deux filiales qu'elle possédait aux Etats-Unis, Waltham Watch et Elgin Watch. Motifs de ce retrait : la forte concurrence des firmes locales, mais aussi le renchérissement du franc suisse. Elgin, cependant, continuera d'utiliser des mécanismes suisses, mais Waltham créera ses propres ateliers aux Etats-Unis.

Ni le montant de la transaction ni le nom du groupe américain n'ont été révélés. Au siège de la S.G.T., l'on se borne à préciser que ce groupe est dirigé par M. Harold Danzig. La Société des garde-temps est le quatrième groupe horloger suisse, derrière l'ASVAG, la S.S.I.H. et Rolex. Son chiffre d'affaires est de l'ordre de 275 millions de francs suisses (30 millions pour les sociétés suisses).

Accord P.L.M.-Etap Hotels International. — La chaîne P.L.M. qui compte quarante hôtels (6 000 chambres) implantés en France, dans le Bassin méditerranéen et les Antilles, a décidé d'étendre l'accord de représentation commerciale existant entre P.L.M. et Etap à l'ensemble des hôtels. C'est donc cent quarante hôtels totalisant 17 000 chambres répartis dans vingt et un pays que commercialisera Etap Hotels International depuis le 1^{er} janvier 1978, dont plus du tiers est constitué par les hôtels P.L.M.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.R.	4,6355 4,6399	+ 198 + 139	+ 190 + 225	+ 589 + 580
\$ Can.	4,2228 4,2708	+ 80 + 135	+ 155 + 215	+ 520 + 570
Yen (100) ..	1,9408 1,9508	+ 138 + 130	+ 250 + 380	+ 680 + 750
D.M.	2,2270 2,2330	+ 123 + 159	+ 230 + 280	+ 470 + 480
Franch.	1,9628 2,0888	+ 65 + 135	+ 130 + 180	+ 110 + 160
P.R. (100) ..	24,3300 24,7700	+ 398 + 398	+ 398 + 398	+ 398 + 398
P.S.	2,2710 2,2780	+ 135 + 135	+ 318 + 348	+ 850 + 1080
L. (1 000) ..	5,3500 5,3700	+ 898 + 898	+ 898 + 898	+ 898 + 898
S.	1,9500 2,0700	+ 228 + 278	+ 458 + 528	+ 1298 + 1468

TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/2	3 1/2	5 1/2	7 1/2	10 1/2	15 1/2	20 1/2	25 1/2
\$ E.R.	4 1/2	5 1/2	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2
Franch.	5 1/2	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/2
P.S.	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/2	13 1/2
L. (1 000) ..	12	13	14	15	16	17	18	19
Fr. franc.	11 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2

Révisé, données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERSECTION

SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 26 décembre 1977, sous la présidence de M. François Tabard, pour approuver les comptes de l'exercice 1976-1977 clos le 30 septembre dernier.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 120,52 F à 125,50 F, soit une augmentation de 3,27 F. En y ajoutant le revenu global par action afférent à l'exercice 1976-1977, la progression pour l'actionnaire ressort à 7 % pour l'exercice au 30 septembre 1977.

En cours de l'exercice écoulé, les modifications apportées à la structure du portefeuille ont eu pour objectif d'adapter la répartition géographique des investissements à l'évolution de la situation monétaire, d'accroître les placements en valeurs françaises, en particulier de 7 %, et de renforcer la part accordée aux valeurs à fort rendement sur dépense de valeurs à haut multiple. Dans cette optique, la place des obligations en dollars a été réduite et le portefeuille d'actions étrangères a été sensiblement renforcé. La part réservée aux valeurs à revenu fixe a été privilégiée et de larges arbitrages sont intervenus.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distribuable de 5,71 MF permettant la mise en paiement d'un dividende net par action de 5,44 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,58 F, soit un revenu global de 6,02 F (contre 5,78 F pour l'exercice précédent) qui, sur la base de la valeur liquidative au 30 septembre 1977, assure un rendement de 4,94 %.

Le dividende sera mis en paiement le 3 janvier 1978 contre remise des coupons n° 13 et 14 aux guichets des banques fondatrices :

— Société générale ;
— Société générale alsacienne de banque ;
— Société alsacienne de banque.

Les actionnaires d'Intersection pourront, jusqu'au 31 mars 1978 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

INTERCROISSANCE

SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 26 décembre 1977, sous la présidence de M. Claude Bovis-Champoux, pour approuver les comptes de l'exercice 1976-1977 clos le 30 septembre dernier.

A cette date, la valeur liquidative de l'action s'élevait à 136,53 F après le détachement d'un dividende de 4,50 F déduit 1977, contre 141,37 fin septembre 1976.

Au cours de l'exercice le décaissement des intérêts d'Intercroissance vers l'étranger s'est confirmé par la mise en paiement d'un dividende net par action de 5,38 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,65 F, soit un revenu global de 6,03 F (contre 5,41 F pour l'exercice précédent), qui, sur la base de la valeur liquidative au 30 septembre 1977, assure un rendement de 4,75 %.

Le dividende sera mis en paiement le 3 janvier 1978 contre remise de coupons n° 13 et 14 aux guichets des banques fondatrices :

— Société générale ;
— Société générale alsacienne de banque ;
— Société alsacienne de banque.

Les actionnaires d'Intercroissance pourront, jusqu'au 31 mars 1978 inclus, réinvestir le dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE

Obligations 7,80 % (ex-5 %) 1981

Les intérêts courus du 25 janvier 1977 au 24 janvier 1978 sur les obligations Electricité de France 7,80 % (ex-5 %) 1981, sont de 13,50 F par titre de 250 F nominal, contre détachement du coupon n° 17 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à source de 1,35 F (montant global 12,15 F). En cas d'option pour le paiement des intérêts, le montant global sera de 13,50 F, soit un net de 12,15 F.

Compte de la même date, 1 89 389 obligations appartenant à série désignée par le nombre 5, soit au tirage du 17 novembre 1977, ont droit de porter intérêt et seront remboursées à 300 F, coupon n° 1 au 25 janvier 1979 attaché. Ci-après sont rappelés les sécs sorties aux tirages antérieurs :

Année	Série	Année	Série
1962	23	1970	14
1963	19	1971	3
1964	15	1972	12
1965	17	1973	26
1966	24	1974	5
1967	16	1975	26
1968	27	1976	8
1969	23	1977	1

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances, perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Ceintura, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Credit lyonnais, Société Générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, CREDIT du Nord, CREDIT commercial de France, CREDIT agricole, CREDIT général alsacien de banque, Société marseillaise de crédit, Banque d'Alsace et de Lorraine, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale de banques populaires, et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.

BONNE ANNEE
1978

BARITAULT S.A.
management consultants
international specialists
in executive search

12 rue de la Paix 75002 Paris
Téléphone: (0) 261.57.74

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE CONSTANTINE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé en vue de la fourniture et l'installation de feux de circulation et de systèmes de régulation du trafic de la Ville de Constantine.

Les entreprises intéressées peuvent consulter ou retirer les dossiers auprès de :

1) La Société d'Etudes d'Architecture et d'Urbanisme de la Wilaya de Constantine — Cité Dakri — Bâtiment E à Constantine.

2) La Société FREEMAN FOX AND ASSOCIATES - 28-30 Grosvenor Gardens London SW1W 0DY - Angleterre.

Les offres doivent être adressées sous double pli cacheté avec la mention extérieure précisant l'objet de la soumission à la Wilaya de Constantine — Secrétariat Général — Bureau des Marchés Publics, avant le 31 janvier 1978.

هكذا من الأصل

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **DEES**
LES NOUVEAUX PHILOSOPHES : « Pouvoir et puissance », point de vue de Bertrand Russell ; « Jusqu'où le droit à l'erreur ? », par Juliette Minces.
3. **DIPLOMATIE**
La crise du Sahara occidental.
4. **EUROPE**
5. **PROCHE-ORIENT**
6. **AFRIQUE**
GUINÉE : M. Sekou Touré souhaite une « coopération sincère » avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire ; Libération de détenus politiques ?
7. **AMÉRIQUES**
CHILI : Un quotidien espagnol publie la lettre d'un membre de la Junta hostile au référendum du 4 janvier.
8. **ASIE**
Le conflit indochinois.
INDONÉSIE : La révolte des Papous (II), par Tani Melville.
9. **POLITIQUE**
La préparation des élections législatives.
Point de vue : « Pourquoi ce silence ? », par Victor Leduc.
10. **SOCIÉTÉ**
Protestation contre certains régimes de détention.
Les handicaps dans l'enseignement.

LE MONDE DE LA MÉDECINE
PAGES 9 ET 10
— L'espérance de vie vers de nouvelles limites.
— POINT DE VUE : La recherche française, un sujet de réflexion, par le professeur Gautray.

10. **ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE**
Fuite d'un financement scientifique, la base antichimie française pourrait être abandonnée.
11. **SPORTS**
FOOTBALL : L'affaire du Paris-Saint-Germain.
11. **LEÇON D'HONNEUR**
11. **DÉFENSE**
- 13-15. **CULTURE**
EXPOSITIONS : Peintures de ceor dans le Japon du XVI^e siècle ; Le vitrail au microscope.
VARIÉTÉS : Guy Bedos, pied-ou et « rouge ».
24. **RÉGIONS**
Touche molde de l'automobile.
- 25-26. **ÉCONOMIE**
Après l'accord sur le mensuralisation : « Feu vert pour les contrôles médicaux patronaux ? », par J.-J. Dupuyroux.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (23)
Annonces classées (16 à 23) : Aujourd'hui (23) ; Carnet (11) ; « Journal officiel » (23) ; Micro-rogie (23) ; Mots croisés (12) ; Bourse (23).

Le numéro du « Monde » daté 3 janvier 1978 a été tiré à 499 994 exemplaires.

CERRUTI 1881

SOLDES ANNUELS HOMME et FEMME

4-5-6-7 janvier

27, RUE ROYALE - PARIS 80

A B C D E F G

LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Je ne vois pas où est la fraude répond M. Delmas (P.R.) à M. Frêche (P.S.)

De notre correspondant

Montpellier. — Commentant la décision prise vendredi 30 décembre par M. Georges Frêche (P.S.), maire de Montpellier, député de l'Hérault, de saisir la justice au sujet de l'usage abusif fait par les services diplomatiques et consulaires de la loi du 19 juillet 1977 (le Monde daté 1^{er} janvier), M. François Delmas, député régional du parti républicain, ancien maire de la ville, candidat aux prochaines élections législatives, s'est étonné lundi après-midi 2 janvier, qu'on puisse ainsi « contester aux Français établis à l'étranger d'exercer la même droit que les autres Français ». Il a notamment déclaré : « Les Français résidents hors de la France n'ont-ils pas, comme les autres Français, le droit d'être des citoyens à part entière ? Selon le décret sortant de la première circonscription (M. Georges Frêche), ils se sont inscrits au nombre fabuleux de douze cents, venus de la Côte-d'Ivoire (...). Il y a donc des Français établis à l'étranger qui auraient choisi Montpellier ? Je trouve que c'est tout. »

« Mais il y a mieux : le comité pour le programme commun de Dakar a invité les Français habitant le Sénégal à s'inscrire à Montpellier, seuls quarante d'entre eux ont suivi ce conseil. On comprend la déception de M. Frêche (1). »

M. PAUL D'ORNANO (rép. ind.) : nos ambassadeurs et nos consuls sont absolument neutres.

Interrogé lundi 2 janvier au micro de France-Inter, M. Paul D'Ornano, sénateur (Union des républicains et des indépendants) représentant les Français résidents à l'étranger, a estimé que les accusations portées par l'opposition ne sont pas fondées. Il a déclaré : « J'ai suffisamment vécu à l'étranger pour savoir que nos ambassadeurs, nos consuls, sont absolument neutres. »

« (1) M. Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, avait déclaré à la presse que les Français établis à l'étranger n'ont pas le droit de voter dans la circonscription de leur domicile en France. M. Paul D'Ornano a jugé que cette-ci est « le fait des Français de l'étranger qui veulent voter pour ou contre tel ou tel parti politique, un point c'est tout. L'administration n'a rien à voir là-dessus », a-t-il conclu.

Le conflit du Sahara occidental

L'ARRIVÉE DE RENFORTS PORTE LE NOMBRE DES MILITAIRES MAROCAINS A PLUS DE SIX MILLE HOMMES

Nouakchott (A.F.P.). — Un bataillon de l'armée marocaine, soit six cents hommes, vient d'arriver à Nouakchott (6 000 habitants) centre économique important de la Mauritanie, situé à 350 kilomètres au nord-est de Nouakchott. A-t-on appris lundi 2 janvier, de bonne source dans la capitale mauritanienne, c'est à Nouakchott que se trouve le gisement de cuivre de la Mauritanie, qui constitue, avec le minerai de fer extrait à Zouerate, la principale exportation du pays.

L'arrivée d'un bataillon marocain à Nouakchott porte à plus de six mille le nombre des soldats marocains en Mauritanie. En effet, deux mille huit cents Marocains stationnent actuellement dans l'extrême nord du pays, à Dakhla à El-Mogheira et à Ain-Ben-Til. Deux mille quatre cents sont installés à Zouerate ainsi que le long de la voie ferrée Nouadhibou-Zouerate, et six cents sont arrivés récemment à Atar.

D'autre part, un accrochage a opposé, le 27 décembre dernier, deux colonnes marocaines et sahariennes « en déplacement » près de la localité de Ain-Ben-Til.

LA CHUTE DU DOLLAR

La chute du dollar a repris et s'est accélérée pour le deuxième jour consécutif de l'année 1978. Sur tous les marchés, le dollar a perdu de la monnaie américaine a plongé à nouveau, battant tous les records antérieurs de baisse : à Francfort, il est tombé à 2,084 DM contre 2,10 DM de la veille. A Paris, le dollar s'est établi à 4,558 F contre 4,70 F, les Français se maintenant par rapport au DM.

Le nouveau président désigné du Système fédéral de réserve des États-Unis (FED) avait pourtant déclaré, dimanche 1^{er} janvier, que le dollar, chef de file du système international de monnaie, restait fort et sûr, perçu comme un refuge stable et sûr.

Le cours de l'once d'or, à Londres, a bondi de 154 dollars à 158,59 dollars.

Les incidents de la place Saint-Michel survenus dans la nuit de la Saint-Sylvestre ont entraîné la comparution en flagrant délit de six jeunes gens, lundi 2 janvier, à la 23^e chambre correctionnelle de Paris. Le cas de M. Abdelkader Anani, dix-huit ans, d'origine algérienne, plaigneur en chantage, a été renvoyé au 20 février et le prévenu a été remis en liberté. Pour le vol d'une chemise dans une vitrine dont la glace avait été brisée, M. Philippe Mille, dix-neuf ans, a été condamné à cinq mois d'emprisonnement avec sursis.

Pour violence sur la voie publique, M. Jean-Michel Piquet, dix-neuf ans, déserteur (six mois d'emprisonnement, dont cinq avec sursis) ; Mohamed Chennadi, vingt et un ans, Tunisien, et Ramel Kaddache, vingt-deux ans, Algérien (quatre mois d'emprisonnement, dont dix-sept jours fermes) ; Jean-Michel Piquet, dix-neuf ans, vendeur intermédiaire (vingt jours d'emprisonnement).

Un jeune meurtrier âgé de dix-sept ans s'est suicidé par pendaison, lundi 2 janvier, dans la cellule de la maison d'arrêt de Nîmes, où il était détenu. Il avait assassiné puis tué à coups de couteau, le 4 novembre 1977, à Alès, une jeune femme de vingt-huit ans. En 1977, quarante détenus se sont suicidés.

**ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE
GESTION FINANCIÈRE**

1 soir par semaine pendant 3 mois
1 samedi tous les 15 jours

« Sans interrompre votre activité professionnelle »

AUTRES COURS : MARKETING, PRISE DE DÉCISIONS, FONCTION PERSONNELLE, RELATIONS HUMAINES.

Possibilité de prise en charge par l'employeur

CNOF-CSSE 14 rue Monsieur le Prince 75006 Paris (Métro Odéon) Tél : 329.70.50

Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'État

UN DÉMENTI DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DE COMMERCE D'ABIDJAN

Suite à la « Libre opinion » exprimée en nos colonnes (le Monde du 23 décembre) par M. Monique Vignat, déléguée nationale du parti socialiste aux Français de l'étranger, le président de la chambre de commerce d'Abidjan, M. Fadiga, nous a écrit pour opposer « le démenti le plus formel à l'assertion selon laquelle les Français de Côte-d'Ivoire ont été incités, par l'entremise de la chambre de commerce à porter leurs suffrages à Morselle ou à Montpellier, lors des prochaines élections législatives françaises ». Il a ajouté : « Nous estimons que notre Compagnie s'est toujours abstenue de toute action politique quelle qu'elle soit et surtout qu'en sa qualité d'assemblée consulaire ivoirienne elle ne saurait en aucun cas s'immiscer dans la politique d'un pays étranger. Au reste les Français résidents en Côte-d'Ivoire sont assez intelligents pour opérer des choix rationnels, en un mot, savoir où se trouve leur intérêt. »

(N. D. L. R. — Il n'en est pas moins vrai que les Français résidents en Côte-d'Ivoire ont été invités par les représentants locaux de la majorité à participer à une réunion le mercredi 14 décembre à la chambre de commerce d'Abidjan, ainsi qu'en témoignent notamment les documents que le maître de Montpellier, M. Georges Frêche, a rendus publics (le Monde) du 30 décembre 1977.)

FUSION DE DEUX MOUVEMENTS DE GAULLISTES D'OPPOSITION

La Fédération des républicains de progrès, que préside M. Jean Charbonnel, et le groupe Initiative républicaine et socialiste, dont le président est M. Léo Hamon, ont annoncé, mardi 3 janvier, leur fusion.

On lit notamment dans la déclaration publiée à cette occasion : « Présent, comme tous les Français, le constat des très grandes difficultés du pays, et en particulier de la mésestime ou sein de la nation de la gauche, la Fédération des républicains de progrès et Initiative républicaine et socialiste sont convenus, pour rendre les gaullistes d'opposition plus aptes à faire face, de resserrer leurs liens et de resserrer l'esprit de leur accord d'association et du texte commun de politique générale auxquelles elles étaient parvenues en juin dernier. Dans cette perspective, l'I.R.S. a constitué un club de « réflexion politique », dont M. Léo Hamon sera le président, et auquel adhéreront M. Jean Charbonnel, président de l'I.R.S. et fédéré à la F.R.P., et plusieurs de ses responsables entrant dans les instances dirigeantes de la Fédération.

LE GÉNÉRAL HAIG PROPOSE DE CRÉER DES FORCES RÉGIONALES DE L'OTAN FACE À DES MENACES DANS DES PAYS DU TIERS-MONDE

Dans un entretien à l'hebdomadaire américain Newsweek, le général Alexander Haig, commandant suprême des forces alliées en Europe, estime que l'OTAN devrait avoir des moyens militaires régionaux capables d'être utilisés de façon dissuasive pour empêcher que des querelles dans les pays du tiers-monde ne dégénèrent en conflit majeur. Le général Haig considère que l'Europe doit montrer sa détermination face à des menaces sur ses flancs ou à la périphérie.

Le déploiement de la bombe à neutrons en Europe occidentale d'origine américaine, a été une défense plus souple, plus variée. « La crédibilité de la dissuasion, note le général Haig, s'en trouverait renforcée, car le seul nucléaire serait relégué, et non abaissé, comme le prétendent certaines critiques. » Le commandant en chef de l'OTAN affirme que la bombe à neutrons n'entraîne aucune modification du processus par lequel est prise la décision politique d'employer l'arme le cas échéant. Il estime qu'il ne faut pas se priver « par une décision unilatérale des pro-

Sous-pailis à partir de... 27 F
Crevettes pure soie... 29 F
Pailis et écharpes cochenille

Avec la garantie
d'un maître tailleur
**COSTUMES
MESURE**

dans un choix
de 3.000 draperies
à partir de 761 F
Prêt-à-porter homme
Boutique Femme

LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, PARIS (95e)

Divergences C.G.T.-C.F.D.T. sur l'importance des débrayages prévus pour mercredi et samedi chez Michelin

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. de la chimie devaient se rencontrer à Paris ce mardi 3 janvier, en fin de matinée, pour mettre au point leur tactique et atténuer leurs divergences sur les modalités d'action contre la direction de Michelin. Selon les syndicats, la direction a décidé de mettre en place le nouveau système des horaires le samedi et le dimanche soir dès ce mois-ci à Roanne et au printemps prochain dans plusieurs usines de province. Des débrayages sont prévus pour mercredi 4 et samedi 7 janvier, notamment à Clermont-Ferrand et à Cholet.

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Si des divergences existaient entre la C.G.T. et la C.F.D.T. durant la grève des quinze mille ouvriers des usines clermontoises de la manufacture Michelin, elles n'apparaissent pas au grand jour. Depuis lundi, tel n'est plus le cas. Une réunion commune des deux organisations n'a pas permis aux syndicats de tomber d'accord sur la forme des actions qui doivent être menées cette semaine.

Il est vrai qu'avant même cette réunion la C.G.T. avait rendu publique une série de propositions comme pour forcer la main à la C.F.D.T. Si ce syndicat a décidé de s'associer aux délégations qui devaient se rendre mardi après-midi à la direction Michelin et de la direction régionale du travail et de la main-d'œuvre — comme il a donné son accord pour organiser samedi 7 janvier, premier samedi travaillé de l'année aux usines, un mouvement de protestation dont les formes restent à définir, — il n'a pas estimé utile de cooigner la lettre par laquelle la C.G.T. a demandé audience au préfet du Puy-de-Dôme. « C'est trop foire d'honneur », a estimé la C.F.D.T., à celui qui a refusé de recevoir une délégation au cœur du conflit. »

Autres réticences également sur l'arrêt de travail de deux heures prévu pour le mercredi 4 janvier par la C.G.T. Ce même jour, Mme Jeanine Marec, secrétaire confédérale de la C.G.T., doit présider un meeting à Clermont-Ferrand.

« Pourquoi lancer un mot d'ordre de grève pour mercredi, alors que toutes les énergies doivent être utilisées le samedi 7 janvier si l'on considère cette journée comme primordiale », déclarent les responsables de la C.F.D.T.

En fait, il semble bien que ces points de désaccord recouvrent une divergence d'analyse fondamentale. La C.G.T., en mettant la barre très haute, entend poser des revendications sur les bases de son programme confédéral (les quarante heures dans l'immédiat avec samedi et dimanche non travaillés). La C.F.D.T., après avoir tiré les enseignements de ce mouvement de grève (dont le départ fulgurant a échappé aux responsables syndicaux des deux organisations), souhaite obtenir — dans un premier temps, bien sûr — le maintien intégral de la formule actuelle, c'est-à-dire trente-huit heures par semaine en semaine officielle de la semaine en semaine.

JEAN-PIERRE ROUGER.

Des producteurs de lait de vingt départements manifestent à Vannes contre la taxe de coresponsabilité

Les Fédérations d'exploitants agricoles (F.E.A.) du Finistère, du Morbihan et de Loire-Atlantique, ainsi que les Centres des Jeunes (C.D.J.A.) du Morbihan et de Mayenne, ont organisé, le mercredi 3 janvier, à Vannes (Morbihan), une manifestation « contre la taxe dite de coresponsabilité » sur le lait (le Monde du 29 décembre 1977), à laquelle participeront des délégations d'une vingtaine de départements.

Selon les organisateurs, cette manifestation a pour objectifs essentiels de « faire reculer les pouvoirs publics, qui utilisent le chantage envers les entreprises laitières qui soutiennent l'action des producteurs », et de les mettre en demeure « de démanteler dans les plus brefs délais les montants compensatoires ».

En outre, les organisateurs entendent « réaffirmer les objectifs de la nouvelle politique agricole proposée par le syndicalisme de l'Ouest depuis des années, en vue d'obtenir la garantie de revenus pour tous les exploitants ». Enfin, cette manifestation est « l'occasion, pour les producteurs de lait, de démontrer leur opposition aux positions prises à propos de la taxe de coresponsabilité par les responsables nationaux de la Fédération nationale des exploitants (F.N.S.E.A.) et de la Fédération nationale des producteurs de lait (F.N.P.L.) ».

Cette manifestation consacre la crise au sein du syndicalisme paysan entre, d'une part, les dirigeants nationaux et, d'autre part, les représentants de l'Ouest et du Sud-Ouest (« le Monde » du 4 avril 1977). Ce dernier reprocherait à l'équipe de M. Michel Debattiste, président de la F.N.S.E.A., d'avoir accepté le principe d'une taxe sur la paie des producteurs de lait « au échange d'une participation à la gestion des fonds roulement dans le cadre européen. Les collecteurs — industriels et coopératives — observent une attitude prudente afin d'éviter une nouvelle « guerre du lait », ainsi la taxe n'est-elle pas perçue dans huit départements en dépit des menaces de sanctions brandies par le ministère de l'Agriculture.

**CONTRE LE VOL
ALARME 2000**

le spécialiste de la protection volumétrique autonome
une technique d'avant-garde — un matériel éprouvé

Nouveau le DI80 ME
radar hyperfréquence avec mise en surveillance télécommandée par fil

« Adaptable à tous les locaux » Rayon de protection réglable de 2 à 30 m • Il traverse meubles et cloisons • Inextinguible • Autonomie totale d'alimentation (2 ans en veille)

Plus de 15 000 appareils ALARME 2000 en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître les possibilités du DI 80 ME et ses systèmes annexes (alarmes : sirènes supplémentaires, éclairage, transmetteur téléphonique, etc.)

Remplir et retourner le bon ci-dessous à ALARME 2000 D 285 8, rue Gudin 75016 Paris

Je désire sans engagement de ma part recevoir une information personnelle sur le DI80 ME

NOM
RUE
N° Code Postal
VILLE

ALARME 2000 - 7 agences régionales - 90 usines en protection à votre service Agence à Bruxelles pour le Bénélux

مكتبة من الأصل